

Saputo

LE 9 JUIN 2022

RAPPORT
DE GESTION

ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS

EF2022

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION

INTRODUCTION	3
MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	4
PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	6
MESURES NON CONFORMES AUX PCGR.....	7
ÉTAT DU RÉSULTAT NET.....	11
FAITS SAILLANTS	13
PERSPECTIVES	15
RÉSULTATS CONSOLIDÉS	17
INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE PAR SECTEUR	21
SECTEUR CANADA	23
SECTEUR USA	25
SECTEUR INTERNATIONAL.....	28
SECTEUR EUROPE.....	30
TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL.....	32
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	35
SITUATION FINANCIÈRE	36
GARANTIES.....	36
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	36
ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES	37
CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES	38
RISQUES ET INCERTITUDES	39
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION.....	46
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	46
ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES VARIATIONS DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LA DEVISE AMÉRICAINE.....	46
INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE	47
ANALYSE CONSOLIDÉE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021 EN COMPARAISON DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020	49
GLOSSAIRE.....	52
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	53
NOTES ANNEXES	62

RAPPORT DE GESTION

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de Saputo inc. (nous, Saputo ou la Société) pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour la même période et les notes annexes, qui sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada figurant dans la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, lesquels comprennent les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. L'information contenue dans le présent rapport est présentée en date du 31 mars 2022, sauf indication contraire. Dans la préparation du présent rapport, nous avons pris en compte les éléments importants survenus entre le 31 mars 2022 et le 9 juin 2022, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice clos le 31 mars 2022, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés qui constituent des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Ces énoncés prospectifs portent notamment sur nos objectifs, nos perspectives, nos projets commerciaux, nos stratégies, nos convictions, nos attentes, nos cibles, nos engagements, nos buts, nos ambitions et nos plans stratégiques, y compris notre capacité à atteindre ces cibles, engagements et buts et à réaliser ces ambitions et plans stratégiques, et comprennent des énoncés qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « viser », « s'engager », « assumer », « prédire », « chercher à », « potentiel », « but », « cibler » ou « engagement », dans leur forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur ou à l'emploi d'autres termes semblables. À l'exception des énoncés de faits historiques, tous les énoncés qui figurent dans le présent rapport peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux indiqués ou prévus dans ces énoncés prospectifs, ou sous-entendus par ceux-ci. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront et nous prévenons le lecteur que ces énoncés prospectifs ne constituent en aucune façon des énoncés de faits historiques ni des garanties quant au rendement futur. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques et incertitudes qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans nos documents déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion.

Ces risques et incertitudes comprennent notamment : la responsabilité du fait des produits; la pandémie de COVID-19 et les répercussions qu'elle continue d'avoir; la disponibilité des matières premières (y compris en raison des changements climatiques, de conditions météorologiques extrêmes ou de perturbations des chaînes d'approvisionnement locales ou mondiales causées par la pandémie de COVID-19, des tensions géopolitiques, des conflits militaires et des sanctions commerciales) et les variations de prix qui en découlent, ainsi que notre capacité à transférer ces augmentations, le cas échéant, à nos clients dans des conditions de marché concurrentielles; la chaîne d'approvisionnement sous tension et la concentration des fournisseurs; la fluctuation des prix de nos produits dans les pays où nous exerçons nos activités, ainsi que sur les marchés internationaux, lesquels prix sont fondés sur les niveaux de l'offre et de la demande pour les produits laitiers; notre capacité à trouver, à attirer et à retenir des personnes qualifiées; les cybermenaces et autres risques informatiques liés à l'interruption des activités, à la confidentialité, à l'intégrité des données et aux fraudes par compromission de courriels d'affaires; l'environnement hautement concurrentiel dans notre secteur d'activité; le regroupement de la clientèle; l'interruption imprévue des activités; l'évolution des tendances de consommation; l'évolution de la législation et de la réglementation en matière d'environnement; les conséquences éventuelles des changements climatiques; l'attention accrue portée aux questions liées au développement durable; l'incapacité de mettre en œuvre notre plan stratégique mondial comme prévu ou d'intégrer adéquatement des entreprises acquises en temps utile et de manière efficace; l'incapacité d'effectuer les dépenses d'investissement comme prévu; les variations des taux d'intérêt et l'accès aux marchés des capitaux et du crédit.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction en ce qui concerne, entre autres, les produits et les charges prévus; les environnements économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lesquels nous exerçons nos activités ou qui seraient susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités; notre capacité à trouver, à attirer et à retenir des personnes qualifiées et issues de la diversité; notre capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs; notre rendement en matière d'environnement; les résultats de nos efforts en matière de développement durable; l'efficacité de nos initiatives en matière d'environnement et de durabilité; la disponibilité et le coût du lait et d'autres matières premières et l'approvisionnement en énergie; nos coûts d'exploitation; le prix de nos produits finis sur les différents marchés où nous exerçons nos activités; la mise en œuvre réussie de notre plan stratégique mondial; notre capacité à mettre en œuvre des projets de dépenses d'investissement comme prévu; notre capacité à prédire, à identifier et à interpréter correctement les changements dans les préférences et la demande des consommateurs, à offrir de nouveaux produits pour répondre à ces changements et à réagir à l'innovation concurrentielle; notre capacité à tirer parti de la valeur de nos marques; notre capacité à stimuler la croissance des produits dans nos principales catégories de produits ou plateformes, ou à ajouter des produits dans des catégories à croissance plus rapide et plus rentables; l'apport des récentes acquisitions; les niveaux prévus de l'offre et de la demande sur le marché pour nos produits; les coûts prévus liés à l'entreposage, à la logistique et au transport; notre taux d'imposition effectif; le taux de change du dollar canadien par rapport aux monnaies des marchés du fromage et des ingrédients laitiers. Notre capacité à atteindre nos objectifs, engagements et buts en matière d'environnement dépend, entre autres, de notre capacité à accéder à toutes les technologies nécessaires et à les mettre en œuvre pour atteindre nos objectifs, engagements et buts; de l'évolution et de la performance des technologies, des innovations, ainsi que de l'utilisation et du déploiement futurs de la technologie et des résultats futurs attendus connexes; et de la réglementation environnementale. Notre capacité d'atteindre nos engagements en matière de chaîne d'approvisionnement pour 2025 dépend, notamment, de notre capacité à tirer le meilleur de nos relations avec les fournisseurs.

La direction estime que ces estimations, attentes et hypothèses sont raisonnables à la date des présentes, et sont intrinsèquement assujetties à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques, concurrentielles et autres concernant des événements futurs, et sont donc sujettes à changement par la suite. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir aux actionnaires de l'information au sujet de Saputo, notamment notre évaluation des futurs plans financiers, et ils peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Il ne faut pas accorder une importance indue aux énoncés prospectifs, qui valent uniquement à la date où ils sont faits.

Tous les énoncés prospectifs qui figurent aux présentes ne sont valables qu'à la date des présentes ou à la date spécifique de ces énoncés prospectifs. À moins que la législation en valeurs mobilières l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser les énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour notre compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement. Tous les énoncés prospectifs qui figurent aux présentes sont donnés expressément sous réserve de la présente mise en garde.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Exercices clos les 31 mars

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	2022	2021	2020
Produits	15 035	14 294	14 944
Coûts d'exploitation excluant les amortissements, la réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et les coûts de restructuration	13 880	12 823	13 476
BAIIA ajusté¹	1 155	1 471	1 468
<i>Marge¹</i>	<i>7,7 %</i>	<i>10,3 %</i>	<i>9,8 %</i>
Bénéfice net	274	626	583
<i>Marge²</i>	<i>1,8 %</i>	<i>4,4 %</i>	<i>3,9 %</i>
Bénéfice net ajusté¹	485	715	724
<i>Marge¹</i>	<i>3,2 %</i>	<i>5,0 %</i>	<i>4,8 %</i>
DONNÉES PAR ACTION			
Bénéfice net par action (BPA) de base	0,66	1,53	1,46
BPA dilué	0,66	1,52	1,45
BPA ajusté de base ¹	1,17	1,74	1,81
BPA ajusté dilué ¹	1,17	1,74	1,80
Dividendes	0,72	0,70	0,68
Valeur comptable ²	15,61	15,63	16,05
DONNÉES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE			
Fonds de roulement ²	1 515	1 802	1 576
Total de l'actif	13 683	13 123	13 793
Dette à long terme, y compris la tranche courante	3 375	3 578	3 542
Dette nette ²	4 080	3 806	4 166
Total des passifs financiers non courants ²	3 461	3 667	3 890
Capitaux propres	6 505	6 444	6 559
RATIOS FINANCIERS			
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ²	0,63	0,59	0,64
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ¹	3,53	2,59	2,84
Rendement sur les capitaux propres moyens ajusté ¹	6,4 %	<i>10,5 %</i>	<i>12,3 %</i>
DONNÉES DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE			
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	693	1 078	1 037
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	498	434	576
Acquisitions d'entreprises	371	—	1 930
Versement de dividendes (déduction faite des dividendes versés par l'intermédiaire du RRD ³ de 87 millions de dollars pour l'exercice 2022 et de 80 millions de dollars pour l'exercice 2021)	209	205	270

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

³ Un régime de réinvestissement des dividendes (RRD) a été mis en œuvre et est entré en vigueur lors du versement des dividendes du 9 juillet 2020.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Nous présentons nos résultats financiers conformément aux PCGR et nous évaluons généralement notre performance financière à l'aide de mesures financières qui sont établies selon les PCGR. Cependant, le présent rapport de gestion renvoie à certaines mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR, dont les suivantes.

Terme utilisé	Définition
BAlIA ajusté	Bénéfice net avant impôt sur le résultat, charges financières, coûts d'acquisition et de restructuration, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, profit à la cession d'actifs, perte de valeur des immobilisations incorporelles et amortissements.
Bénéfice net ajusté ¹	Bénéfice net avant la modification du taux d'impôt au Royaume-Uni, coûts d'acquisition et de restructuration, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, profit à la cession d'actifs, perte de valeur des immobilisations incorporelles et amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable.
Marge du BAlIA ajusté	BAlIA ajusté exprimé en pourcentage des produits.
Marge de bénéfice net ajusté	Bénéfice net ajusté exprimé en pourcentage des produits.
BPA ajusté de base	Bénéfice net ajusté par action ordinaire de base.
BPA ajusté dilué	Bénéfice net ajusté par action ordinaire dilué.
Rendement sur les capitaux propres moyens ajusté	Bénéfice net avant la modification du taux d'impôt au Royaume-Uni, coûts d'acquisition et de restructuration, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, profit à la cession d'actifs et perte de valeur des immobilisations incorporelles, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable, divisé par le total des capitaux propres moyens, compte non tenu des effets de change annuels découlant de la conversion des devises et des éléments d'ajustement du bénéfice net mentionnés plus haut.
Ratio de la dette nette sur le BAlIA ajusté	Dette nette divisée par le BAlIA ajusté.

¹ Pour les périodes antérieures, le bénéfice net ajusté comprenait l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable. À compter du quatrième trimestre de l'exercice 2022, le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable, afin de fournir une mesure plus représentative de la performance de la Société par rapport à son groupe de référence en raison de l'application de diverses méthodes comptables relativement à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises. Les chiffres des périodes correspondantes incluses dans le présent rapport de gestion ont été ajustés pour refléter la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Nous utilisons des mesures et des ratios non conformes aux PCGR pour fournir aux investisseurs des mesures supplémentaires leur permettant d'apprécier et d'évaluer notre rendement opérationnel et notre situation financière d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que ces mesures constituent des mesures supplémentaires importantes, puisqu'elles éliminent les éléments qui sont moins représentatifs du rendement de nos activités de base et qui pourraient fausser l'analyse des tendances en ce qui concerne notre rendement opérationnel et notre situation financière. Nous utilisons également des mesures non conformes aux PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance financière et opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les prévisions et les budgets annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération des membres de la direction. Nous croyons que ces mesures non conformes aux PCGR, en plus des mesures financières calculées conformément aux IFRS, permettent aux investisseurs d'évaluer les résultats d'exploitation, la performance sous-jacente et les perspectives de la Société de la même manière que la direction. Ces mesures sont présentées à titre complémentaire pour permettre une meilleure compréhension des résultats d'exploitation, mais elles ne remplacent pas les résultats conformes aux PCGR.

Ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont aucune signification normalisée en vertu des PCGR et il est peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La façon dont nous calculons ces mesures peut être différente des méthodes employées par d'autres sociétés et, par conséquent, il se peut que notre définition de ces mesures financières non conformes aux PCGR ne soit pas comparable à celle des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. De plus, ces mesures ne doivent pas être considérées en remplacement de l'information financière connexe préparée selon les PCGR. Les composantes de chacune des mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le présent rapport de gestion et leur classement sont décrits dans la présente section.

MESURES FINANCIÈRES ET RATIOS NON CONFORMES AUX PCGR

Une mesure financière non conforme aux PCGR est une mesure financière qui décrit la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société, excluant un montant qui est inclus, ou incluant un montant qui est exclu, de la composition des mesures financières les plus directement comparables présentées dans les états financiers de la Société. Un ratio non conforme aux PCGR s'entend d'une mesure financière présentée sous la forme d'un ratio, d'une fraction ou d'un pourcentage, ou une représentation similaire, et qui compte au moins une mesure financière non conforme aux PCGR parmi ses composantes.

Les descriptions des mesures financières et des ratios non conformes aux PCGR que nous utilisons, de même que les rapprochements avec les mesures financières conformes aux PCGR les plus directement comparables, sont présentés ci-après, selon le cas.

Bénéfice net ajusté et marge de bénéfice net ajusté

Nous sommes d'avis que le bénéfice net ajusté et la marge de bénéfice net ajusté fournissent de l'information utile aux investisseurs, puisque cette mesure financière et ce ratio donnent des précisions en ce qui a trait à nos activités en cours en éliminant l'incidence d'éléments non liés à l'exploitation ou hors trésorerie. De plus, nous estimons que pour une société fortement axée sur l'acquisition d'entreprises, le bénéfice net ajusté constitue une mesure plus représentative de la performance de la Société par rapport à son groupe de référence, notamment en raison de l'application de diverses méthodes comptables relativement à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises.

Nous estimons également que le bénéfice net ajusté et la marge de bénéfice net ajusté sont utiles pour les investisseurs, puisqu'ils les aident à repérer les tendances sous-jacentes dans nos activités qui pourraient autrement être cachées par des radiations, des charges, des produits ou des recouvrements susceptibles de varier d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que les analystes, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent aussi le bénéfice net ajusté pour évaluer la performance des émetteurs. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée en vertu des PCGR et il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2022
Bénéfice net	37	86	98	53	274
Modification du taux d'imposition au Royaume-Uni ²	—	—	—	50	50
Coûts d'acquisition et de restructuration ¹	51	—	(1)	1	51
Profit à la cession d'actifs ¹	—	(8)	—	—	(8)
Perte de valeur des immobilisations incorporelles ¹	—	43	—	—	43
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises ¹	20	18	19	18	75
Bénéfice net ajusté	108	139	116	122	485
Produits	3 957	3 901	3 689	3 488	15 035
Marge	2,7 %	3,6 %	3,1 %	3,5 %	3,2 %

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2021	Exercice 2020
Bénéfice net	103	210	171	142	626	583
Coûts d'acquisition et de restructuration ¹	2	—	(5)	—	(3)	38
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	—	—	—	—	—	33
Perte de valeur des immobilisations incorporelles ¹	—	—	—	19	19	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises ¹	19	18	18	18	73	70
Bénéfice net ajusté	124	228	184	179	715	724
Produits	3 438	3 763	3 702	3 391	14 294	14 944
Marge	3,6 %	6,1 %	5,0 %	5,3 %	5,0 %	4,8 %

¹ Déduction faite de l'impôt sur le résultat.

² Le 10 juin 2021, la *UK Finance Act 2021* est entrée en vigueur, faisant passer le taux d'imposition au Royaume-Uni de 19 % à 25 % avec prise d'effet le 1^{er} avril 2023. Se reporter à la note 15 des états financiers consolidés pour plus de renseignements.

BPA ajusté de base et BPA ajusté dilué

Le BPA ajusté de base et le BPA ajusté dilué sont des ratios non conformes aux PCGR et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des PCGR. Par conséquent, il est peu probable que ces mesures soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La Société définit le BPA ajusté de base et le BPA ajusté dilué comme étant le bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré, de base et dilué, d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le bénéfice net ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de détails sur le bénéfice net ajusté, se reporter à l'analyse qui figure plus haut dans la section portant sur le bénéfice net ajusté et la marge de bénéfice net ajusté.

Nous utilisons le BPA ajusté de base et le BPA ajusté dilué, et sommes d'avis que certains analystes, investisseurs et autres parties intéressées utilisent aussi ces mesures, entre autres, pour évaluer la performance de notre entreprise sans tenir compte de l'incidence de la modification du taux d'imposition au Royaume-Uni, des coûts d'acquisition et de restructuration, de la réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, du profit à la cession d'actifs, des pertes de valeur des immobilisations incorporelles et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises. Nous excluons ces éléments, car ils nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances liées à la performance de l'entreprise. Le BPA ajusté est aussi utilisé pour déterminer la rémunération incitative à long terme de la direction.

Rendement sur les capitaux propres moyens ajusté

Le rendement sur les capitaux propres moyens ajusté est utilisé pour déterminer la rémunération incitative à long terme de la direction. Le calcul du rendement sur les capitaux propres moyens ajusté comprend le bénéfice net ajusté incluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable, conformément à la composition de cette mesure financière non conforme aux PCGR avant le quatrième trimestre de l'exercice 2022. Pour plus de détails sur le rendement sur les capitaux propres moyens ajusté, se reporter au tableau des définitions plus haut à la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Le bénéfice net ajusté incluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable, s'établissait comme suit pour les exercices clos les 31 mars.

	2022	2021	2020
Bénéfice net ajusté	485	715	724
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable	(75)	(73)	(70)
Bénéfice net ajusté incluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable	410	642	654

Le total des capitaux propres moyens, compte non tenu des effets de change annuels découlant de la conversion des devises et des éléments d'ajustement du bénéfice net mentionnés plus haut, s'établissait comme suit pour les exercices clos les 31 mars.

	2022	2021	2020
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	6 444	6 559	5 421
Conversion des devises à l'ouverture de l'exercice	(210)	(668)	(582)
Éléments d'ajustement du bénéfice net relatifs à l'exercice précédent	16	71	(132)
Capitaux propres ajustés à l'ouverture de l'exercice	6 250	5 962	4 707
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	6 505	6 444	6 559
Conversion des devises à la clôture de l'exercice	(66)	(210)	(668)
Éléments d'ajustement du bénéfice net relatifs à l'exercice considéré	136	16	71
Capitaux propres ajustés à la clôture de l'exercice	6 575	6 250	5 962
Total des capitaux propres moyens	6 413	6 106	5 335
Rendement sur les capitaux propres moyens ajusté	6,4 %	10,5 %	12,3 %

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est la mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier. Pour plus de détails sur la dette nette, se reporter à la rubrique « Glossaire » qui figure à la fin du présent rapport de gestion. Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté, se reporter à l'analyse présentée plus haut à la section sur le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté.

TOTAL DES MESURES SECTORIELLES

Un total des mesures sectorielles est une mesure financière qui correspond à un total partiel ou au total de deux secteurs à présenter ou plus et qui est présentée dans les notes annexes des états financiers consolidés de Saputo, mais non dans ses états financiers principaux. Le BAIIA ajusté consolidé est un total des mesures sectorielles.

Le BAIIA ajusté consolidé correspond au total du BAIIA ajusté des quatre secteurs géographiques. Nous présentons nos activités selon quatre secteurs : Canada, USA, International et Europe. Le Secteur Canada comprend la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Produits laitiers (USA). Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni). Nous vendons nos produits dans trois segments différents, soit le segment de détail, le segment des services alimentaires, et le segment industriel.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté fournissent des informations utiles aux investisseurs, puisqu'il s'agit de mesures couramment utilisées dans le secteur. Ces mesures sont aussi des indicateurs clés de la performance opérationnelle et financière de la Société excluant la variation attribuable aux effets des éléments mentionnés ci-dessous, et ils donnent une indication de la capacité de la Société à concrétiser les occasions de croissance de façon rentable, à financer ses activités courantes et à assurer le service de sa dette à long terme. Le BAIIA ajusté est un indicateur clé du bénéfice auquel a recours la direction aux fins de l'évaluation de la performance de chaque secteur et de la Société dans son ensemble et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Nous sommes d'avis que les analystes, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent aussi le BAIIA ajusté pour évaluer la performance des émetteurs. Le BAIIA ajusté est aussi utilisé pour déterminer la rémunération incitative à court terme de la direction.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté sur une base consolidée.

(en millions de dollars CAD)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2022
Bénéfice net	37	86	98	53	274
Impôt sur le résultat	(12)	26	31	86	131
Charges financières	16	17	19	18	70
Coûts d'acquisition et de restructuration	71	—	(2)	2	71
Profit à la cession d'actifs	—	(9)	—	—	(9)
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	—	58	—	—	58
Amortissements	148	144	137	131	560
BAIIA ajusté	260	322	283	290	1 155
Produits	3 957	3 901	3 689	3 488	15 035
Marge	6,6 %	8,3 %	7,7 %	8,3 %	7,7 %

(en millions de dollars CAD)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2021	Exercice 2020
Bénéfice net	103	210	171	142	626	583
Impôt sur le résultat	39	67	57	55	218	217
Charges financières	23	26	22	25	96	115
Coûts d'acquisition et de restructuration	3	—	(6)	—	(3)	46
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	—	—	—	—	—	40
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	—	—	—	19	19	—
Amortissements	135	128	126	126	515	467
BAIIA ajusté	303	431	370	367	1 471	1 468
Produits	3 438	3 763	3 702	3 391	14 294	14 944
Marge	8,8 %	11,5 %	10,0 %	10,8 %	10,3 %	9,8 %

ÉTAT DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021	2022	2021
Produits				
Canada	1 055	1 001	4 281	4 135
USA	1 743	1 399	6 409	6 122
International	922	827	3 453	3 221
Europe	237	211	892	816
	3 957	3 438	15 035	14 294
Coûts d'exploitation excluant les amortissements, la réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et les coûts de restructuration				
Canada	938	893	3 806	3 688
USA	1 701	1 306	6 121	5 555
International	860	765	3 205	2 916
Europe	198	171	748	664
	3 697	3 135	13 880	12 823
BAIIA ajusté				
Canada	117	108	475	447
USA	42	93	288	567
International	62	62	248	305
Europe	39	40	144	152
Total ¹	260	303	1 155	1 471
<i>Marge du BAIIA ajusté¹</i>	6,6 %	8,8 %	7,7 %	10,3 %
Amortissements				
Canada	27	27	103	99
USA	57	51	210	200
International	34	30	132	112
Europe	30	27	115	104
	148	135	560	515
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	—	—	58	19
Profit à la cession d'actifs	—	—	(9)	—
Coûts d'acquisition et de restructuration	71	3	71	(3)
Charges financières	16	23	70	96
Bénéfice avant impôt sur le résultat	25	142	405	844
Impôt sur le résultat	(12)	39	131	218
Bénéfice net	37	103	274	626
<i>Marge de bénéfice net²</i>	0,9 %	3,0 %	1,8 %	4,4 %

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

ÉTAT DU RÉSULTAT NET (SUITE)

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021	2022	2021
Bénéfice net ajusté ¹	108	124	485	715
<i>Marge de bénéfice net ajusté¹</i>	2,7 %	3,6 %	3,2 %	5,0 %
DONNÉES PAR ACTION				
BPA de base	0,09	0,25	0,66	1,53
BPA dilué	0,09	0,25	0,66	1,52
BPA ajusté de base ¹	0,26	0,30	1,17	1,74
BPA ajusté dilué ¹	0,26	0,30	1,17	1,74

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021	2022	2021
Facteurs du marché aux États-Unis ^{1,2}	(19)	(4)	(118)	57
Conversion des devises ^{2,3}	(12)	(2)	(72)	(2)

¹ Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

² Reflète l'incidence sur le BAIIA ajusté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les périodes de trois mois; par rapport à l'exercice précédent pour les exercices clos les 31 mars. Le BAIIA ajusté est un total des mesures sectorielles. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

³ La conversion des devises inclut l'effet de la conversion du dollar américain, du dollar australien, de la livre sterling et du peso argentin en dollars canadiens.

FAITS SAILLANTS

Quatrième trimestre de l'exercice 2022

- Les produits se sont élevés à 3,957 milliards de dollars, en hausse de 519 millions de dollars, ou 15,1 %.
- Le bénéfice net a totalisé 37 millions de dollars et le BPA (de base et dilué), 0,09 \$, comparativement à un bénéfice net de 103 millions de dollars et à un BPA (de base et dilué) de 0,25 \$.
- Le BAIIA ajusté¹ s'est élevé à 260 millions de dollars, en baisse de 43 millions de dollars, ou 14,2 %.
- Le bénéfice net ajusté¹ a totalisé 108 millions de dollars, comparativement à 124 millions de dollars, et le BPA ajusté¹ (de base et dilué) s'est établi à 0,26 \$, comparativement à 0,30 \$.
- La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation s'est élevée à 184 millions de dollars, en hausse de 33 millions de dollars, ou 21,9 %.
- La conjoncture de marché difficile, notamment les pénuries de main-d'œuvre, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les pressions inflationnistes, a continué d'avoir une incidence sur nos secteurs, à divers degrés, le Secteur USA étant le plus touché.
- Les coûts des intrants et de logistique, notamment en Amérique du Nord, continuent de subir des pressions inflationnistes. Les initiatives en matière de prix n'ont pas suffi à contrer ces hausses de coûts.
- Les facteurs du marché aux États-Unis² ont eu une incidence négative de 19 millions de dollars sur le BAIIA ajusté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence de l'écart négatif².
- Le Secteur Canada a continué d'afficher des résultats améliorés malgré la conjoncture de marché difficile.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence défavorable de 35 millions de dollars sur les produits et de 12 millions de dollars sur le BAIIA ajusté.
- Des coûts de restructuration de 51 millions de dollars après impôt, incluant une dépréciation des immobilisations sans effet sur la trésorerie de 43 millions de dollars, ont été engagés relativement aux initiatives en cours dans le cadre du pilier Optimiser et améliorer les activités d'exploitation de notre plan stratégique mondial. Ces initiatives comprennent :
 - les investissements et les initiatives de consolidation annoncés précédemment visant à améliorer et à rationaliser notre empreinte de fabrication dans le Secteur USA et le Secteur International;
 - nos plans visant à donner en sous-traitance les activités d'entrepôt et de distribution dans le Secteur Europe, créant ainsi des occasions de consolidation du réseau.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,18 \$ l'action, payable le 28 juin 2022 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 juin 2022.

Exercice 2022

- Les produits se sont élevés à 15,035 milliards de dollars, en hausse de 741 millions de dollars, ou 5,2 %.
- Le bénéfice net a totalisé 274 millions de dollars et le BPA (de base et dilué), 0,66 \$, comparativement à un bénéfice net de 626 millions de dollars et à un BPA (de base et dilué) de 1,53 \$ et de 1,52 \$.
- Le BAIIA ajusté¹ s'est élevé à 1,155 milliard de dollars, en baisse de 316 millions de dollars, ou 21,5 %.
- Le bénéfice net ajusté¹ a totalisé 485 millions de dollars, comparativement à 715 millions de dollars, et le BPA ajusté¹ (de base et dilué) s'est établi à 1,17 \$, comparativement à 1,74 \$.
- La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation s'est élevée à 693 millions de dollars, en baisse de 385 millions de dollars, ou 35,7 %.
- La conjoncture de marché difficile, notamment les pénuries de main-d'œuvre, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les pressions inflationnistes, a eu une incidence sur nos secteurs, à divers degrés, le Secteur USA étant le plus touché.
- Les coûts des intrants et de logistique, notamment en Amérique du Nord, continuent de subir des pressions inflationnistes. Les initiatives en matière de prix n'ont pas suffi à contrer ces hausses de coûts.
- Les facteurs du marché aux États-Unis² ont eu une incidence négative de 118 millions de dollars sur le BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence de l'écart négatif².
- Le Secteur Canada a affiché des résultats favorables malgré la conjoncture de marché difficile.
- Les volumes de ventes ont augmenté, surtout dans le segment des services alimentaires et, dans une moindre mesure, dans le segment industriel. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par la diminution des volumes de ventes dans le segment de détail, qui sont revenus aux niveaux historiques.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence défavorable de 424 millions de dollars sur les produits et de 72 millions de dollars sur le BAIIA ajusté.
- Au cours de l'exercice, nous avons conclu les acquisitions de Bute Island Foods Ltd. (l'« acquisition de Bute Island »), l'installation de Reedsburg de Wisconsin Specialty Protein, LLC (l'« acquisition de l'installation de Reedsburg »), les activités de Wensleydale Dairy Products Limited (l'« acquisition de Wensleydale Dairy Products ») et les entreprises Carolina Aseptic et Carolina Dairy, anciennement exploitées par AmeriQual Group Holdings, LLC (l'« acquisition de Carolina ») (collectivement, les « acquisitions récentes »).
- Saputo a engagé des coûts de restructuration totalisant 51 millions de dollars après impôt.

- Dans le cadre de l'évaluation continue de nos activités et afin de réaffecter des ressources au soutien des ambitions de croissance de notre plan stratégique mondial, nous avons décidé de suspendre temporairement la dernière phase du déploiement d'Harmoni, notre projet de progiciel de gestion intégré (PGI) au Canada, pour au moins trois ans. Une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 43 millions de dollars après impôt a été comptabilisée au troisième trimestre. La charge pour perte de valeur tient également compte de l'incidence de la mise en application d'une décision de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) concernant l'inscription à l'actif des coûts liés au logiciel infonuagique.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

PERSPECTIVES

- Nous nous attendons à ce que les coûts de logistique et les coûts des intrants comme les matières consommables, l'emballage, le transport et le carburant restent élevés, mais nous prévoyons un apport important des prix dans tous les secteurs à la suite des hausses de prix annoncées récemment.
- Nous nous attendons à ce que d'autres hausses de prix soient mises en œuvre au cours de l'exercice, conformément à nos protocoles d'établissement des prix, si l'inflation des coûts se poursuit.
- Les initiatives visant la main-d'œuvre et l'exploitation devraient améliorer notre capacité à répondre à la demande courante et à revenir à des taux historiques d'exécution des commandes, particulièrement aux États-Unis.
- Les tendances actuelles de consommation dans les principales catégories restent positives, et l'élasticité des prix fera l'objet d'une surveillance étroite durant l'exercice.
- Nous nous attendons à ce que le segment de détail reste solide, puisque les dépenses d'alimentation à domicile devraient demeurer élevées par rapport à ce qu'elles étaient avant la pandémie, tandis que le segment des services alimentaires devrait rester compétitif, particulièrement aux États-Unis.
- Les contraintes au niveau du service et des volumes devraient durer jusqu'à la fin du premier semestre de l'exercice 2023 en raison de l'écart qui persiste entre l'offre et la demande de capacité de transport par camion et de conteneurs.
- La situation de la chaîne d'approvisionnement reste difficile, et nous nous attendons à ce que les perturbations découlant des délais d'approvisionnement plus longs pour les produits que nous achetons se poursuivent.
- Les facteurs du marché aux États-Unis² resteront volatils en dépit de nos ajustements de prix pour refléter les prix des marchandises.
- Malgré la nature volatile des marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers, nous affichons un optimisme prudent en ce qui concerne les prix à l'exportation.
- Les volumes destinés aux marchés de l'exportation poursuivent leur reprise, mais le rythme et le moment de la reprise aux niveaux d'avant la pandémie varieront en fonction du marché de l'exportation ainsi que des améliorations au sein de la chaîne d'approvisionnement.
- Malgré l'inflation et les perturbations liées à la chaîne d'approvisionnement qui persisteront probablement, nous prévoyons une remontée substantielle du bénéfice au cours de l'exercice 2023 grâce à la pleine incidence des hausses de prix annoncées récemment, à l'amélioration de la productivité et de l'absorption des frais fixes, au retour à des taux historiques d'exécution des commandes et aux avantages découlant de notre plan stratégique mondial.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS DU PLAN STRATÉGIQUE MONDIAL

Nous continuerons de mettre à profit l'impulsion donnée par les initiatives découlant de notre plan stratégique mondial pour consolider notre position de transformateur de haute qualité et à faible coût en mettant toujours l'accent sur la productivité et l'efficacité.

En plus des investissements et des initiatives de consolidation visant à améliorer et à rationaliser notre empreinte de fabrication dans le Secteur USA et le Secteur International qui ont déjà été annoncés, notre entreprise au Royaume-Uni a élaboré des plans visant à confier les activités d'entrepôt et de distribution de notre installation de Nuneaton en sous-traitance à un partenaire de longue date. Notre installation de Frome sera fermée et l'emballage du fromage sera centralisé à Nuneaton au cours des deux prochains exercices, ce qui créera un centre d'excellence et générera des synergies opérationnelles et de coûts tout en créant beaucoup d'espace de croissance.

Dans le Secteur Europe, les initiatives devraient se traduire par des économies annuelles et des avantages progressifs, à compter de l'exercice 2024, lesquels atteindront environ 6 millions de dollars après impôt à la fin de l'exercice 2026. Les coûts de restructuration associés à ces initiatives devraient s'élever à environ 13 millions de dollars après impôt, ce qui comprend une dépréciation des immobilisations sans effet sur la trésorerie d'environ 4 millions de dollars après impôt. Des coûts de restructuration de 6 millions de dollars après impôt ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2022 et le solde sera comptabilisé au cours de l'exercice 2023. Les dépenses d'investissement associées aux initiatives devraient se chiffrer à environ 36 millions de dollars.

Nous nous apprêtons à connaître une reprise au cours de l'exercice 2023 et nous y sommes bien préparés grâce au déploiement complet de nos initiatives en matière de croissance, de coûts et de productivité. Ensemble, ces mesures devraient contribuer à une croissance accélérée dans la deuxième moitié de notre plan stratégique et ouvrir clairement la voie à l'atteinte de notre cible d'un BAIIA ajusté¹ de 2,125 milliards de dollars d'ici la fin de l'exercice 2025.

LA PROMESSE SAPUTO

La promesse Saputo, soit notre approche en matière de performance sociale, environnementale et économique, soutient nos plans stratégiques et nous permet de poursuivre notre croissance et de créer une valeur commune pour toutes les parties prenantes, en assurant la durabilité à long terme de nos activités.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022 :

- Nous avons achevé la répartition du capital dans le cadre de notre investissement de 50 millions de dollars sur trois ans (EF21 – EF23) visant à accélérer notre performance relative au climat, à l'eau et aux déchets; environ 20 millions de dollars seront consacrés à 32 projets supplémentaires liés à l'environnement.
- Nous avons terminé l'installation de quatre projets supplémentaires qui devraient permettre des économies annuelles de 1 200 tonnes de CO₂, de 21 000 gigajoules d'énergie et de 18 000 m³ d'eau.
- Nous avons joint la plateforme d'agriculture durable Sustainable Agriculture Initiative Platform, un réseau sans but lucratif comptant plus de 160 membres dans le monde qui font la promotion des pratiques agricoles durables dans le cadre d'une collaboration préconcurrentielle.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022

Produits

Les produits du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 3,957 milliards de dollars, en hausse de 519 millions de dollars, ou 15,1 %, comparativement à 3,438 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La hausse des produits s'explique par la hausse des prix de vente sur le marché national et par les initiatives en matière de prix mises en œuvre dans tous nos secteurs pour atténuer la hausse des coûts des intrants, ainsi que par la hausse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers.

L'effet combiné de la hausse du prix moyen du bloc² et de la hausse du prix moyen du beurre² s'est traduit par une incidence positive de 217 millions de dollars. L'incidence de la fluctuation du peso argentin et du dollar australien a eu un effet favorable sur les ventes à l'exportation libellées en dollars américains.

Les volumes de ventes ont été stables par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice 2021. Les volumes de ventes ont diminué dans le segment de détail, puisqu'ils sont revenus à leurs niveaux historiques.

L'apport des acquisitions récentes a totalisé 44 millions de dollars. Enfin, la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 35 millions de dollars.

Les produits de **l'exercice 2022** ont totalisé 15,035 milliards de dollars, en hausse de 741 millions de dollars, ou 5,2 %, comparativement à 14,294 milliards de dollars pour l'exercice précédent.

La hausse des produits s'explique par la hausse des prix de vente sur le marché national et par les initiatives en matière de prix mises en œuvre dans tous nos secteurs pour atténuer la hausse des coûts des intrants, ainsi que par la hausse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers. Cependant, au cours des six premiers mois de l'exercice 2022, l'exécution des contrats de vente à l'exportation conclus au cours de l'exercice 2021 selon des prix des marchandises déprimés dans le Secteur International a eu une incidence négative.

Les volumes de ventes ont été plus élevés que ceux de l'exercice 2021, du fait essentiellement d'une augmentation dans le segment des services alimentaires, et, dans une moindre mesure, dans le segment industriel. Néanmoins, les volumes de ventes dans le segment de détail ont diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout du bond enregistré au premier trimestre de l'exercice 2021 dans ce segment, ce bond ayant commencé à s'estomper à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2021. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 qui se poursuit, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par des problèmes de disponibilité des conteneurs et des navires et des inefficacités portuaires ont eu une incidence négative sur les volumes de ventes à l'exportation du Secteur International.

L'effet combiné de la hausse du prix moyen du beurre² et de la baisse du prix moyen du bloc² s'est traduit par une incidence positive de 61 millions de dollars. L'incidence de la fluctuation du peso argentin et du dollar australien a eu un effet favorable sur les ventes à l'exportation libellées en dollars américains.

L'apport des acquisitions récentes a totalisé 123 millions de dollars. Enfin, la fluctuation des devises, plus particulièrement le dollar américain, par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 424 millions de dollars.

Coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration

Les coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration pour le **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 3,697 milliards de dollars, en hausse de 562 millions de dollars, ou 17,9 %, comparativement à 3,135 milliards de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour **l'exercice 2022**, les coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration ont totalisé 13,880 milliards de dollars, en hausse de 1,057 milliard de dollars, ou 8,2 %, comparativement à 12,823 milliards de dollars pour l'exercice précédent. Ces augmentations sont attribuables à l'accroissement des coûts des intrants causé par les pressions inflationnistes dans toutes nos divisions. La hausse des produits, la volatilité du marché des produits laitiers et l'accroissement des coûts des intrants ont contribué à la hausse du coût des matières premières et matières consommables utilisées. Les charges au titre des salaires et des avantages du personnel ont augmenté en raison de l'inflation et des hausses salariales.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

Bénéfice net

Le bénéfice net du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 37 millions de dollars, en baisse de 66 millions de dollars, ou 64,1 %, comparativement à 103 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par les facteurs qui ont concouru à faire diminuer le BAIIA ajusté¹ de 43 millions de dollars, comme il est décrit plus loin, les coûts de restructuration de 51 millions de dollars après impôt et les amortissements plus élevés, partiellement neutralisés par la charge d'impôt sur le résultat moins élevée et la baisse des charges financières.

Pour l'**exercice 2022**, le bénéfice net a totalisé 274 millions de dollars, en baisse de 352 millions de dollars, ou 56,2 %, comparativement à 626 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par les facteurs qui ont concouru à faire diminuer le BAIIA ajusté¹ de 316 millions de dollars, comme il est décrit plus loin, la charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles plus élevée, de 24 millions de dollars après impôt, les coûts de restructuration de 51 millions de dollars après impôt, une charge hors trésorerie non récurrente de 50 millions de dollars visant à ajuster les soldes des passifs d'impôt différé pour refléter la hausse du taux d'impôt des sociétés au Royaume-Uni et les amortissements plus élevés, partiellement neutralisés par la charge d'impôt sur le résultat moins élevée, la baisse des charges financières et un profit à la cession d'actifs de 8 millions de dollars après impôt.

BAIIA ajusté¹

Le BAIIA ajusté¹ du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 260 millions de dollars, en baisse de 43 millions de dollars, ou 14,2 %, comparativement à 303 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Nous avons continué d'être confrontés à la hausse des coûts des intrants et de la logistique, comme les matières consommables, l'emballage le transport et le carburant, dans tous nos secteurs en raison des pressions inflationnistes. Les initiatives en matière de prix mises en œuvre n'ont pas suffi à contrer l'effet persistant de l'inflation sur nos coûts, y compris une augmentation de 41 millions de dollars liée aux coûts de transport et de logistique, surtout en Amérique du Nord.

Les facteurs du marché aux États-Unis² ont eu une incidence négative de 19 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence de l'écart négatif². Dans le Secteur International, la relation entre les prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et le coût de la matière première, le lait, a eu un effet positif.

Les pénuries de main-d'œuvre dans certaines de nos installations, y compris celles causées par le variant Omicron de la COVID-19, et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont exercé de la pression sur notre capacité de répondre à la demande courante, ce qui a eu une incidence négative sur l'efficacité et l'absorption des frais fixes.

Les incidences positives de la réduction des frais d'administration, tels que les frais de déplacement et les activités promotionnelles, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ont diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 12 millions de dollars.

Le BAIIA ajusté¹ de l'**exercice 2022** a totalisé 1,155 milliard de dollars, en baisse de 316 millions de dollars, ou 21,5 %, comparativement à 1,471 milliard de dollars pour l'exercice précédent.

Les coûts des intrants et de la logistique, comme les matières consommables, l'emballage, le transport et le carburant, ont augmenté dans toutes nos divisions en raison des pressions inflationnistes. Les initiatives en matière de prix mises en œuvre n'ont pas suffi à contrer l'effet persistant de l'inflation sur nos coûts, y compris une augmentation de 143 millions de dollars liée aux coûts de transport et de logistique, surtout en Amérique du Nord.

Dans un marché des produits laitiers volatil, les facteurs du marché aux États-Unis² ont eu une incidence négative de 118 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence de l'écart négatif². En revanche, la relation favorable entre les prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence positive dans le Secteur International. Cependant, au cours des six premiers mois de l'exercice 2022, l'incidence de l'exécution des contrats de vente à l'exportation conclus au cours de l'exercice précédent selon des prix des marchandises déprimés a été défavorable.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

Les pénuries de main-d'œuvre dans certaines de nos installations et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont exercé de la pression sur notre capacité de répondre à la demande courante, ce qui a eu une incidence négative sur l'efficacité et l'absorption des frais fixes.

L'apport des acquisitions récentes a été positif.

Les incidences positives de la réduction des frais d'administration, tels que les frais de déplacement et les activités promotionnelles, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ont diminué par rapport à l'exercice précédent.

La fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 72 millions de dollars.

Amortissements

Les amortissements pour le **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 148 millions de dollars, en hausse de 13 millions de dollars, comparativement à 135 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour **l'exercice 2022**, les amortissements ont totalisé 560 millions de dollars, en hausse de 45 millions de dollars, comparativement à 515 millions de dollars pour l'exercice précédent. Ces hausses étaient essentiellement attribuables aux amortissements additionnels liés aux acquisitions récentes et aux entrées d'immobilisations corporelles, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles

Pour **l'exercice 2022**, une charge hors trésorerie pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 58 millions de dollars (43 millions de dollars après impôt) a été comptabilisée. Cette charge comprend un montant de 50 millions de dollars (38 millions de dollars après impôt) au titre des actifs de logiciels, à la suite de la décision de la Société de suspendre la mise en œuvre du PGI au sein de la Division Produits laitiers (Canada) pour au moins trois ans et un montant de 8 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) qui découle de la mise en application d'une décision de l'IFRIC concernant l'inscription à l'actif des coûts liés au logiciel infonuagique.

Au cours de l'exercice 2021, une charge hors trésorerie pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 19 millions de dollars a été engagée relativement à notre décision de retirer une marque de fromage de notre portefeuille australien.

Profit à la cession d'actifs

Au cours de **l'exercice 2022**, la Société a inscrit un profit à la cession d'actifs de 9 millions de dollars (8 millions de dollars après impôt) qui découle principalement de la vente d'une installation dans le Secteur Canada.

Coûts d'acquisition et de restructuration

Les coûts d'acquisition et de restructuration pour le **quatrième trimestre de l'exercice 2022** se composent des coûts de restructuration d'environ 71 millions de dollars (51 millions de dollars après impôt) liés à l'annonce de plusieurs investissements majeurs et des initiatives de consolidation visant à améliorer et à rationaliser notre empreinte de fabrication dans le Secteur USA et le Secteur International, ainsi qu'à nos plans visant à donner en sous-traitance les activités d'entrepôt et de distribution de l'installation de Nuneaton, créant ainsi des occasions de consolidation du réseau dans notre Secteur Europe. Les coûts de restructuration comprennent une charge hors trésorerie pour perte de valeur des immobilisations corporelles de 60 millions de dollars (43 millions de dollars après impôt) et des coûts de séparation de 8 millions de dollars (6 millions de dollars après impôt). Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, les coûts d'acquisition et de restructuration de 3 millions de dollars se rapportaient à des droits de timbre liés à une acquisition précédente.

Les coûts d'acquisition et de restructuration pour **l'exercice 2022** se sont chiffrés à 71 millions de dollars, ce qui comprend les coûts de restructuration de 71 millions de dollars (51 millions de dollars après impôt) décrits précédemment, ainsi que les coûts engagés relativement aux acquisitions récentes qui ont été compensés par un ajustement favorable du prix d'achat relatif à une acquisition réalisée à l'exercice précédent qui s'est chiffré à néant. À l'exercice précédent, les coûts d'acquisition et de restructuration se sont élevés à 3 millions de dollars et comprenaient un profit à la cession d'actifs de 6 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) inscrit au titre de la vente d'une installation fermée dans le Secteur Canada et des coûts additionnels se rapportant à des droits de timbre liés à une acquisition précédente.

Charges financières

Pour le **quatrième trimestre de l'exercice 2022 et l'exercice 2022**, les charges financières ont totalisé 16 millions de dollars et 70 millions de dollars, respectivement, en baisse de 7 millions de dollars et de 26 millions de dollars, respectivement, du fait, surtout, d'une augmentation du profit lié à l'hyperinflation découlant de l'indexation des actifs et passifs non monétaires en Argentine.

Charge d'impôt sur le résultat

Le recouvrement d'impôt sur le résultat du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 12 millions de dollars, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat de 39 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de la charge d'impôt sur le résultat s'explique principalement par le bénéfice imposable moins élevé. Le recouvrement d'impôt sur le résultat du quatrième trimestre de l'exercice 2022 et la charge d'impôt sur le résultat du trimestre correspondant de l'exercice précédent reflètent dans les deux cas l'incidence fiscale des ajustements liés à l'inflation en Argentine et l'incidence de la variation de la composition géographique des bénéfices trimestriels dans les divers territoires où nous exerçons nos activités.

La charge d'impôt sur le résultat de **l'exercice 2022** a totalisé 131 millions de dollars, représentant un taux d'imposition effectif de 32,3 %, comparativement à 25,8 % pour l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2022 tient compte de l'augmentation des soldes des passifs d'impôt différé qui rend compte de la promulgation de la loi visant la hausse du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni en juin 2021, qui est passé de 19 % à 25 % et qui prendra effet le 1^{er} avril 2023. Par conséquent, nous avons engagé une charge d'impôt sur le résultat hors trésorerie non récurrente de 50 millions de dollars. Le taux d'imposition effectif tient également compte de l'augmentation, promulguée en juin 2021, du taux d'imposition des sociétés en Argentine, qui est passé de 25 % à 35 %, de la partie non imposable du profit à la cession d'actifs au Canada et de l'incidence fiscale des ajustements liés à l'inflation en Argentine. Compte non tenu de l'incidence de ces facteurs, le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2022 aurait été de 26,1 %.

Le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2021 rend compte du traitement fiscal d'une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 19 millions de dollars et de l'incidence fiscale des ajustements liés à l'inflation en Argentine. Compte non tenu de l'incidence de ces facteurs, le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2021 aurait été de 26,3 %.

Le taux d'imposition effectif varie et peut augmenter ou diminuer selon la composition géographique des bénéfices trimestriels et cumulés depuis le début de l'exercice dans les divers territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations que nous utilisons pour établir les actifs ou les passifs fiscaux.

Bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net ajusté¹ du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 108 millions de dollars, en baisse de 16 millions de dollars, ou 12,9 %, comparativement à 124 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par la diminution du bénéfice net de 66 millions de dollars, comme il est mentionné plus haut, excluant l'augmentation des coûts d'acquisition et de restructuration de 49 millions de dollars après impôt.

Pour **l'exercice 2022**, le bénéfice net ajusté¹ a totalisé 485 millions de dollars, en baisse de 230 millions de dollars, ou 32,2 %, comparativement à 715 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par la diminution du bénéfice net de 352 millions de dollars, comme il est mentionné plus haut, excluant la charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles plus élevée, de 24 millions de dollars après impôt, un profit à la cession d'actifs de 8 millions de dollars après impôt, les coûts de restructuration plus élevés, de 54 millions de dollars après impôt, et une charge hors trésorerie non récurrente de 50 millions de dollars visant à ajuster les soldes des passifs d'impôt différé pour refléter la hausse du taux d'impôt des sociétés au Royaume-Uni.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE PAR SECTEUR

SECTEUR CANADA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	1 055	1 112	1 081	1 033	1 001	1 089	1 063	982
BAlIA ajusté	117	121	124	113	108	118	117	104
Marge du BAlIA ajusté	11,1 %	10,9 %	11,5 %	10,9 %	10,8 %	10,8 %	11,0 %	10,6 %

SECTEUR USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	1 743	1 627	1 533	1 506	1 399	1 657	1 649	1 417
BAlIA ajusté	42	83	67	96	93	171	140	163
Marge du BAlIA ajusté	2,4 %	5,1 %	4,4 %	6,4 %	6,6 %	10,3 %	8,5 %	11,5 %

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché aux États-Unis ^{1,2}	(19)	(40)	(17)	(42)	(4)	34	4	23
Taux de change du dollar américain ²	—	(6)	(8)	(18)	(5)	(2)	2	5

¹ Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

² Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Prix du bloc¹								
Ouverture	1,980	1,873	1,553	1,738	1,650	2,573	2,640	1,330
Clôture	2,250	1,980	1,873	1,553	1,738	1,650	2,573	2,640
Moyenne	2,005	1,805	1,706	1,657	1,687	2,129	2,249	1,778
Prix du beurre¹								
Ouverture	2,453	1,760	1,740	1,818	1,420	1,510	1,765	1,335
Clôture	2,700	2,453	1,760	1,740	1,818	1,420	1,510	1,765
Moyenne	2,692	1,975	1,716	1,805	1,480	1,444	1,571	1,500
Prix moyen de la poudre de lactosérum ¹	0,759	0,622	0,522	0,626	0,517	0,388	0,311	0,356
Écart ¹	(0,253)	(0,099)	(0,034)	(0,164)	0,001	0,168	0,141	0,047
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ²	1,266	1,260	1,259	1,231	1,268	1,306	1,333	1,378

¹ Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

² Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

SECTEUR INTERNATIONAL

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	922	919	858	754	827	807	806	781
BAlIA ajusté	62	85	56	45	62	105	78	60
Marge du BAlIA ajusté	6,7 %	9,2 %	6,5 %	6,0 %	7,5 %	13,0 %	9,7 %	7,7 %

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Conversion des devises ¹	(12)	(13)	(14)	(4)	3	4	(1)	(9)

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

SECTEUR EUROPE

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2022				2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	237	243	217	195	211	210	184	211
BAlIA ajusté	39	33	36	36	40	37	35	40
Marge du BAlIA ajusté	16,5 %	13,6 %	16,6 %	18,5 %	19,0 %	17,6 %	19,0 %	19,0 %

SECTEUR CANADA

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Produits	1 055	1 001	4 281	4 135
BAlIA ajusté	117	108	475	447
Marge du BAlIA ajusté	11,1 %	10,8 %	11,1 %	10,8 %

Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada).

Produits

Les produits du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 1,055 milliard de dollars, en hausse de 54 millions de dollars, ou 5,4 %, comparativement à 1,001 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La hausse des produits s'explique par la hausse des prix de vente attribuable au coût plus élevé de la matière première, le lait, et par les initiatives en matière de prix mises en œuvre pour atténuer la hausse des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes.

Les volumes de ventes ont diminué dans le segment de détail, ce qui s'explique principalement par le fait que les volumes de ventes de lait nature sont revenus plus près des niveaux prépandémiques, facteur compensé en partie par un rebond des volumes de ventes dans le segment des services alimentaires. Les ventes dans le segment de détail pour le trimestre correspondant de l'exercice 2021 avaient bénéficié de la forte demande des consommateurs liée à la pandémie de COVID-19.

Les produits de **l'exercice 2022** ont totalisé 4,281 milliards de dollars, en hausse de 146 millions de dollars, ou 3,5 %, comparativement à 4,135 milliards de dollars pour l'exercice précédent.

La hausse des produits s'explique par la hausse des prix de vente attribuable au coût plus élevé de la matière première, le lait, et par les initiatives en matière de prix mises en œuvre pour atténuer la hausse des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes.

Les volumes de ventes ont diminué dans les segments de détail et industriel, bien que cette baisse ait été compensée en partie par un rebond des volumes de ventes dans le segment des services alimentaires. Les ventes du segment de détail pour l'exercice 2021 ont bénéficié de la forte demande des consommateurs liée à la pandémie de COVID-19, principalement dans la catégorie du lait nature.

Le segment de détail représentait environ 59 % des produits (63 % à l'exercice 2021), tandis que le segment des services alimentaires représentait environ 33 % des produits (29 % à l'exercice 2021). Ces fluctuations reflètent le changement de la demande des consommateurs en raison de la pandémie de COVID-19, puisque les volumes de ventes dans nos segments de marché sont revenus plus près des niveaux prépandémiques. Le segment industriel a représenté environ 8 % des produits pour les exercices 2022 et 2021.

Afin de poursuivre l'expansion de notre gamme de fromages *Armstrong*, dominante dans sa catégorie, nous avons lancé plusieurs produits nouveaux et novateurs dans les formats à valeur ajoutée et à forte croissance, comme le fromage râpé et en tranches et les collations. En ce qui concerne nos autres marques phares, comme *Saputo*, *Dairyland* et *Neilson*, nous avons continué de les soutenir avec de la publicité dans les médias traditionnels, numériques et sociaux ainsi que diverses autres activités commerciales.

Dans la catégorie des substituts aux produits laitiers, notre première production commerciale de breuvages d'origine végétale a eu lieu à notre installation de Port Coquitlam. Cette production initiale marque le début de nos activités de coproduction pour différents producteurs et détaillants de substituts aux breuvages laitiers en Amérique du Nord.

Grâce à nos canaux de commerce électronique, nous avons continué d'élargir la gamme de produits offerts directement aux consommateurs sur notre site Web, *Le Frigo Saputo*, et sur notre plus récente plateforme de commerce électronique, *Nibbl.*, qui a été mise en ligne au troisième trimestre de l'exercice 2022 et qui offre la livraison en Ontario et au Québec. La livraison des produits *Nibbl.* sera offerte dans d'autres provinces canadiennes au cours de l'exercice 2023.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 117 millions de dollars, en hausse de 9 millions de dollars, ou 8,3 %, comparativement à 108 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le Secteur Canada a continué d'afficher des résultats améliorés malgré la conjoncture de marché difficile. L'accroissement des coûts des intrants et de la logistique causé par les pressions inflationnistes a continué d'avoir un effet défavorable, dont un montant de 7 millions de dollars au titre des coûts de transport et de logistique qui a été contrebalancé par l'incidence positive des initiatives en matière de prix.

Étant donné la diminution des volumes de ventes de lait nature qui sont revenus aux niveaux pré-pandémiques, la combinaison de produits a eu une incidence favorable.

Le BAIIA ajusté de **l'exercice 2022** a totalisé 475 millions de dollars, en hausse de 28 millions de dollars, ou 6,3 %, comparativement à 447 millions de dollars pour l'exercice précédent.

L'accroissement des coûts des intrants et de la logistique du fait de pressions inflationnistes a eu un effet défavorable, y compris 20 millions de dollars liés aux coûts de transport et de logistique. Les initiatives en matière de prix décrites plus haut ont eu un effet favorable. Étant donné la diminution des volumes de ventes de lait nature qui sont revenus à des niveaux pré-pandémiques, la combinaison de produits a été favorable. De plus, le phénomène météorologique extrême qui a frappé la Colombie-Britannique en novembre 2021 a eu un effet défavorable, en raison principalement des coûts de transport et de logistique supplémentaires qui ont été requis pour servir nos clients.

Les incidences positives de la réduction des frais d'administration, tels que les frais de déplacement et les activités promotionnelles dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ont diminué par rapport à l'exercice précédent.

SECTEUR USA

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Produits	1 743	1 399	6 409	6 122
BAlIA ajusté	42	93	288	567
Marge du BAlIA ajusté	2,4 %	6,6 %	4,5 %	9,3 %

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Facteurs du marché aux États-Unis ^{1,2}	(19)	(4)	(118)	57
Taux de change du dollar américain ²	—	(5)	(32)	—

¹ Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

² Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les périodes de trois mois; par rapport à l'exercice précédent pour les exercices clos les 31 mars.

Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Prix du bloc¹				
Ouverture	1,980	1,650	1,738	1,330
Clôture	2,250	1,738	2,250	1,738
Moyenne	2,005	1,687	1,793	1,961
Prix du beurre¹				
Ouverture	2,453	1,420	1,818	1,335
Clôture	2,700	1,818	2,700	1,818
Moyenne	2,692	1,480	2,047	1,498
Prix moyen de la poudre de lactosérum ¹	0,759	0,517	0,630	0,393
Écart ¹	(0,253)	0,001	(0,137)	0,090
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ²	1,266	1,268	1,251	1,326

¹ Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

² Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Le Secteur USA comprend la Division Produits laitiers (USA).

Produits

Les produits du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 1,743 milliard de dollars, en hausse de 344 millions de dollars, ou 24,6 %, comparativement à 1,399 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'effet combiné de la hausse du prix moyen du bloc² et de la hausse du prix moyen du beurre² a eu une incidence positive de 217 millions de dollars.

Les volumes de ventes ont été stables dans tous nos segments de marché et la demande de mozzarella des consommateurs a continué d'être exposée à des conditions de marché concurrentielles.

Les produits ont augmenté grâce aux initiatives en matière de prix mises en œuvre pour atténuer l'augmentation des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes.

L'apport de l'acquisition de l'installation de Reedsburg et l'apport de l'acquisition de Carolina ont totalisé 26 millions de dollars.

La fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 2 millions de dollars.

Les produits de **l'exercice 2022** ont totalisé 6,409 milliards de dollars, en hausse de 287 millions de dollars, ou 4,7 %, comparativement à 6,122 milliards de dollars pour l'exercice précédent.

L'effet combiné de la hausse du prix moyen du beurre² et de la baisse du prix moyen du bloc² a eu une incidence positive de 61 millions de dollars.

Les volumes de ventes plus élevés dans le segment des services alimentaires et le segment industriel ont eu une incidence positive, quoique contrebalancée en partie par la diminution des volumes de vente dans le segment de détail. La demande de mozzarella des consommateurs a continué de se raffermir au cours de l'exercice, mais elle est demeurée changeante et exposée à des conditions de marché très concurrentielles.

Les produits ont augmenté grâce aux initiatives en matière de prix mises en œuvre pour atténuer l'augmentation des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes.

L'apport de l'acquisition de l'installation de Reedsburg et l'apport de l'acquisition de Carolina, pour des périodes respectives de dix mois et de sept mois suivant la transaction d'achat, ont totalisé 58 millions de dollars.

La fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 307 millions de dollars.

Le segment de détail représentait environ 44 % des produits (47 % à l'exercice 2021), tandis que le segment des services alimentaires représentait environ 45 % des produits (43 % à l'exercice 2021). Ces variations des pourcentages d'un exercice à l'autre reflètent le retour graduel aux niveaux historiques qui avaient été touchés par le changement de la demande des consommateurs découlant de la pandémie de COVID-19 au cours de l'exercice 2021. Le segment industriel représentait environ 11 % des produits (10 % à l'exercice 2021).

Nos marques de détail *Frigo Cheese Heads* et *Montchevre* ont continué de dominer et de croître dans les fromages à effilocheur et les fromages de chèvre, respectivement. La première marque de cheddar au Royaume-Uni, *Cathedral City*, qui a été lancée avec succès sur le marché américain au cours de l'exercice 2021, a continué de croître, d'élargir son réseau de distribution et d'obtenir une réaction favorable des consommateurs qui l'ont essayé. Au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2022, la Division Produits laitiers (USA) est entrée dans la catégorie des substituts aux fromages avec le lancement de *Vitalite* dans les segments de détail et des services alimentaires. Nous avons également ajouté de nouveaux volumes de ventes dans les substituts aux breuvages laitiers.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 42 millions de dollars, en baisse de 51 millions de dollars, ou 54,8 %, comparativement à 93 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Nous avons continué d'éprouver des difficultés liées à l'inflation, à la volatilité du marché des marchandises et aux problèmes de disponibilité de la main-d'œuvre au cours du trimestre.

La hausse des coûts des intrants et de la logistique, comme les matières consommables, l'emballage, le transport et le carburant, causée par les pressions inflationnistes a eu une incidence négative. Les initiatives en matière de prix mises en œuvre n'ont pas suffi à contrer l'effet persistant de l'inflation sur nos coûts, y compris une augmentation de 33 millions de dollars liée aux coûts de transport et de logistique.

Les facteurs du marché aux États-Unis² ont eu une incidence nette négative de 19 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les facteurs suivants et leur incidence sont inclus dans les facteurs du marché aux États-Unis :

- L'écart² (incidence négative).
- L'incidence sur la réalisation des stocks et sur l'absorption des frais fixes résultant de l'effet combiné de la fluctuation du prix moyen du bloc² et du prix moyen du beurre² liée aux aliments laitiers (incidence minime).
- La hausse des prix sur les marchés des ingrédients laitiers (incidence positive).

Les pénuries de main-d'œuvre dans certaines de nos installations, y compris celles causées par le variant Omicron de la COVID-19, et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont continué d'exercer de la pression sur notre capacité de répondre à la demande courante, ce qui a eu une incidence négative sur l'efficacité et l'absorption des frais fixes.

L'apport de l'acquisition de l'installation de Reedsburg et l'apport de l'acquisition de Carolina ont été minimes.

La fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence minime.

Le BAIIA ajusté de **l'exercice 2022** a totalisé 288 millions de dollars, en baisse de 279 millions de dollars, ou 49,2 %, comparativement à 567 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Les facteurs du marché aux États-Unis ont eu une incidence nette négative de 118 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent.

Les facteurs suivants et leur incidence sont inclus dans les facteurs du marché aux États-Unis :

- L'écart (incidence négative).
- L'incidence sur la réalisation des stocks et sur l'absorption des frais fixes résultant de l'effet combiné de la fluctuation du prix moyen du bloc et du prix moyen du beurre liée aux aliments laitiers (incidence négative).
- La hausse des prix sur les marchés des ingrédients laitiers (incidence positive).

Les initiatives en matière de prix mises en œuvre n'ont pas suffi à contrer l'accroissement des coûts causé par les pressions inflationnistes, y compris une hausse de 119 millions de dollars liée aux coûts de transport et de logistique.

Les pénuries de main-d'œuvre dans certaines de nos installations et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont exercé de la pression sur notre capacité de répondre à la demande courante. Ces effets négatifs ont plus qu'annulé l'incidence positive des volumes de ventes plus élevés, principalement dans le segment des services alimentaires, sur l'efficacité et l'absorption des frais fixes.

L'apport de l'acquisition de l'installation de Reedsburg et l'apport de l'acquisition de Carolina, pour des périodes respectives de dix mois et de sept mois suivant la transaction d'achat, ont été minimes.

Enfin, la fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 32 millions de dollars.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

SECTEUR INTERNATIONAL

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Produits	922	827	3 453	3 221
BAlIA ajusté	62	62	248	305
Marge du BAlIA ajusté	6,7 %	7,5 %	7,2 %	9,5 %

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Conversion des devises ¹	(12)	3	(43)	(3)

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les périodes de trois mois; par rapport à l'exercice précédent pour les exercices clos les 31 mars.

Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine).

Produits

Les produits du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 922 millions de dollars, en hausse de 95 millions de dollars, ou 11,5 %, comparativement à 827 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La hausse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et l'incidence de la fluctuation du peso argentin et du dollar australien sur les ventes à l'exportation libellées en dollars américains ont eu un effet favorable. Les bouleversements sur les marchés et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par des problèmes de disponibilité des conteneurs et des navires et des inefficiences portuaires ont eu une incidence négative sur les volumes de ventes à l'exportation.

L'augmentation des produits s'explique par les prix de vente au pays plus élevés dans la Division Produits laitiers (Argentine) en raison de l'économie hyperinflationniste ainsi que par les initiatives en matière de prix mises en œuvre dans la Division Produits laitiers (Australie) en réaction à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, et à l'augmentation des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes.

La fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable établie à 31 millions de dollars.

Les produits de **l'exercice 2022** ont totalisé 3,453 milliards de dollars, en hausse de 232 millions de dollars, ou 7,2 %, comparativement à 3,221 milliards de dollars pour l'exercice précédent.

La hausse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers a eu une incidence positive. Cependant, au cours des six premiers mois de l'exercice 2022, l'exécution des contrats de vente à l'exportation conclus au cours de l'exercice 2021 selon des prix des marchandises déprimés a eu une incidence défavorable. La fluctuation du peso argentin et du dollar australien a eu une incidence favorable sur les ventes à l'exportation libellées en dollars américains. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par des problèmes de disponibilité des conteneurs et des navires et des inefficiences portuaires ont eu une incidence négative sur les volumes de ventes à l'exportation.

L'incidence de la hausse des prix de vente au pays dans la Division Produits laitiers (Argentine) en raison de l'économie hyperinflationniste est restée positive. Les produits ont aussi augmenté grâce aux initiatives en matière de prix mises en œuvre dans la Division Produits laitiers (Australie) en réaction à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, et à l'augmentation des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes.

La fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable établie à 110 millions de dollars.

Le segment de détail a représenté environ 41 % du total des produits (43 % à l'exercice 2021). Le segment des services alimentaires a représenté environ 8 % du total des produits à l'exercice 2022 (7 % à l'exercice 2021). Le segment industriel a représenté environ 51 % du total des produits à l'exercice 2022 (50 % à l'exercice 2021). Les ventes du segment industriel étaient principalement destinées aux marchés de l'exportation.

Nous avons continué de tirer parti du vaste portefeuille de marques héritées des acquisitions. La Division Produits laitiers (Australie) a lancé la nouvelle image de marque de son fromage *CHEER*, soutenue par une importante campagne de sensibilisation à la marque au cours de sa première année. Le relancement de *Devondale* a permis de continuer d'accroître la notoriété de la marque. Les efforts de communication et d'innovation liés aux petits formats ont contribué à maintenir la position des marques de fromages de spécialité *Tasmanian Heritage* et *Mersey Valley*. Dans la Division Produits laitiers (Argentine), La Paulina est demeurée la principale marque de fromage locale.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 62 millions de dollars, inchangé comparativement à 62 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Nous avons continué d'être confrontés à l'accroissement des coûts des intrants et de la logistique causé par les pressions inflationnistes. Les initiatives en matière de prix mises en œuvre sur les marchés nationaux n'ont pas suffi à contrer l'accroissement des coûts des intrants, en particulier l'augmentation des prix du lait à la ferme en Australie.

Sur nos marchés d'exportation, la relation entre les prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence positive.

La fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 12 millions de dollars.

Pour **l'exercice 2022**, le BAIIA ajusté a totalisé 248 millions de dollars, en baisse de 57 millions de dollars, ou 18,7 %, comparativement à 305 millions de dollars pour l'exercice précédent.

L'accroissement des coûts des intrants et de la logistique, y compris les coûts plus élevés de la matière première en raison de l'augmentation des prix du lait à la ferme, et les coûts de transport et de logistique, causé par les pressions inflationnistes, ont eu un effet défavorable. Les initiatives en matière de prix mises en œuvre sur les marchés nationaux n'ont pas suffi à contrer l'augmentation des coûts des intrants, en particulier les prix du lait à la ferme en Australie.

La disponibilité moindre du lait dans la Division Produits laitiers (Australie), en raison de l'intensification de la concurrence pour la matière première, a eu une incidence négative sur l'efficacité et l'absorption des frais fixes.

La diminution des volumes des ventes à l'exportation découlant des perturbations liées à la chaîne d'approvisionnement, attribuables aux problèmes de disponibilité des conteneurs et des navires et aux inefficiences portuaires, a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté. Sur nos marchés d'exportation, la relation entre les prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence positive. L'exécution des contrats de vente à l'exportation conclus selon des prix des marchandises déprimés au cours de l'exercice précédent a eu une incidence négative au cours des six premiers mois de l'exercice 2022.

La fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 43 millions de dollars.

SECTEUR EUROPE

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Produits	237	211	892	816
BAlIA ajusté	39	40	144	152
Marge du BAlIA ajusté	16,5 %	19,0 %	16,1 %	18,6 %

Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

Produits

Les produits du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 237 millions de dollars, en hausse de 26 millions de dollars, ou 12,3 %, comparativement à 211 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits ont augmenté grâce aux initiatives en matière de prix mises en œuvre pour atténuer l'augmentation des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes ainsi qu'à l'apport de l'acquisition de Bute Island et à l'apport de l'acquisition de Wensleydale Dairy Products, qui ont totalisé 18 millions de dollars.

Les volumes de ventes sont demeurés stables par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, bien qu'ils aient diminué dans le segment de détail, puisqu'ils sont revenus à leurs niveaux historiques.

L'incidence de la fluctuation de la livre sterling par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 6 millions de dollars.

Les produits de **l'exercice 2022** ont totalisé 892 millions de dollars, en hausse de 76 millions de dollars, ou 9,3 %, comparativement à 816 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Les produits ont augmenté grâce aux initiatives en matière de prix mises en œuvre pour atténuer l'augmentation des coûts des intrants causée par les pressions inflationnistes ainsi qu'à l'apport de l'acquisition de Bute Island et à l'apport de l'acquisition de Wensleydale Dairy Products, qui ont totalisé 65 millions de dollars pour des périodes respectives de dix mois et de huit mois suivant la transaction d'achat.

Les volumes de ventes ont été supérieurs à ceux de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des volumes de ventes dans le segment industriel, surtout dans les catégories du fromage et des ingrédients laitiers. Par contre, les prix de nos produits vendus dans le segment industriel sur les marchés internationaux des ingrédients laitiers ont diminué. Les volumes de ventes dans le segment de détail ont diminué, puisqu'ils sont revenus à leurs niveaux historiques.

L'incidence de la fluctuation de la livre sterling par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable de 7 millions de dollars.

Le segment de détail a représenté environ 78 % des produits (87 % à l'exercice 2021), ce qui reflète l'incidence de la pandémie de COVID-19 au cours de l'exercice 2021, puisque les ventes sont revenues à leurs niveaux historiques. Le segment des services alimentaires a représenté environ 2 % des produits (1 % à l'exercice 2021). Le segment industriel a représenté 20 % des produits (12 % à l'exercice 2021) à la suite d'une augmentation des volumes de ventes dans ce segment de marché.

La Division Produits laitiers (Royaume-Uni) a conservé sa position de plus grand fabricant de fromages de marque au Royaume-Uni, principalement grâce à sa marque phare *Cathedral City*, ainsi que sa position en tant qu'un des plus importants fabricants de tartinades laitières grâce à sa marque phare *Clower*. Nous avons continué de développer nos exportations de la marque *Cathedral City* grâce à la conclusion d'une nouvelle entente de distribution en Europe et à la croissance des ventes au détail au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de nos plateformes nord-américaines. L'acquisition de Wensleydale Dairy Products nous a permis d'étoffer notre offre de fromages. À la suite de l'acquisition de Bute Island, nous disposons maintenant d'une plateforme établie à partir de laquelle nous pourrions développer nos activités de substituts aux produits laitiers en prenant appui sur des positions solides au niveau de la marque et du marché des marques privées.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** a totalisé 39 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars, ou 2,5 %, comparativement à 40 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La diminution des volumes de ventes dans le segment de détail a eu une incidence négative, mais les initiatives en matière de prix ont suffi à contrer l'accroissement des coûts des intrants causé par les pressions inflationnistes et les prix plus élevés des marchandises.

L'apport de l'acquisition de Bute Island et de l'acquisition de Wensleydale Dairy Products a eu une incidence positive de 2 millions de dollars.

L'incidence de la fluctuation de la livre sterling par rapport au dollar canadien a été minime.

Le BAIIA ajusté de **l'exercice 2022** a totalisé 144 millions de dollars, en baisse de 8 millions de dollars, ou 5,3 %, comparativement à 152 millions de dollars pour l'exercice précédent.

La diminution des volumes de ventes dans le segment de détail a eu une incidence négative. En revanche, les volumes de ventes accrus dans le segment industriel, surtout dans les catégories du fromage et des ingrédients laitiers, ont eu une incidence positive sur l'efficacité qui a été neutralisée par l'incidence négative de la baisse des prix de nos produits dans ce segment sur les marchés internationaux des ingrédients laitiers.

Nous avons été confrontés à l'accroissement des coûts des intrants causé par les pressions inflationnistes et les prix plus élevés des marchandises, ce qui a eu une incidence défavorable. Cependant, les initiatives en matière de prix décrites plus haut ont contribué à atténuer l'accroissement des coûts des intrants.

L'apport de l'acquisition de Bute Island et de l'acquisition de Wensleydale Dairy Products, pour des périodes respectives de dix mois et de huit mois suivant la transaction d'achat, a eu une incidence positive de 8 millions de dollars.

L'incidence de la fluctuation de la livre sterling par rapport au dollar canadien a été minime.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

La présente rubrique vise à donner un aperçu de nos stratégies de gestion de la trésorerie et du capital ainsi que des méthodes utilisées pour atteindre les objectifs opérationnels. Elle fournit également des détails sur la façon dont nous gérons notre risque de liquidité afin que Saputo s'acquitte de ses obligations financières aux moments requis.

Alors que nous cheminons dans le contexte des bouleversements persistants liés à la pandémie de COVID-19, des pressions inflationnistes, des tensions géopolitiques et des incertitudes qui en découlent, nous nous concentrons sur nos priorités en matière d'attribution du capital pour soutenir notre plan stratégique mondial, et sur la génération de flux de trésorerie. À l'heure actuelle, nos priorités en matière de répartition du capital sont axées sur l'investissement pour soutenir la croissance organique, les acquisitions stratégiques et notre promesse Saputo.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société totalisaient 165 millions de dollars au 31 mars 2022. En plus de ces fonds, nous disposons de facilités de crédit bancaire non utilisées de 1,743 milliard de dollars au 31 mars 2022. Nous sommes d'avis que, grâce à notre bilan souple, nous sommes en bonne position pour affronter la conjoncture actuelle sur le marché.

Les besoins en trésorerie de la Société sont financés au moyen des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, des facilités de crédit bancaire non garanties et des billets de premier rang non garantis. Ces fonds sont principalement affectés aux dépenses d'investissement, au versement des dividendes, au remboursement de la dette et aux acquisitions d'entreprises et devraient être suffisants pour répondre aux besoins en trésorerie de la Société. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à obtenir du financement pour des montants supérieurs à ceux dont nous disposons actuellement par l'entremise d'ententes existantes ou, au besoin, de placements dans le public afin de financer de possibles acquisitions ou de refinancer les obligations à l'égard de la dette.

Les flux de trésorerie de Saputo sont présentés dans le tableau qui suit.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les trimestres clos les		Pour les exercices clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	184	151	693	1 078
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(161)	(158)	(799)	(387)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(32)	(190)	(72)	(705)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(9)	(197)	(178)	(14)

Activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** ont totalisé 184 millions de dollars, comparativement à 151 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse de 33 millions de dollars est principalement attribuable à une diminution de 12 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé et à une augmentation de 68 millions de dollars découlant des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation, qui s'expliquent par les variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché et par le calendrier du recouvrement des débiteurs et du paiement des créditeurs. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une réduction de 43 millions de dollars du BAIIA ajusté¹ et une diminution de 10 millions de dollars du profit de change sur la dette sans effet sur la trésorerie.

Pour **l'exercice 2022**, les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont totalisé 693 millions de dollars, comparativement à 1,078 milliard de dollars pour l'exercice précédent. Cette baisse de 385 millions de dollars est principalement attribuable à une diminution de 316 millions de dollars du BAIIA ajusté¹ et à une augmentation de 66 millions de dollars du profit de change sur la dette sans effet sur la trésorerie. La baisse est aussi attribuable à une diminution liée aux variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 19 millions de dollars, qui s'expliquent par les variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché et par le calendrier du recouvrement des débiteurs et du paiement des créditeurs. Ces baisses ont été partiellement compensées par une réduction de 17 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** se sont chiffrées à 161 millions de dollars, y compris un montant de 207 millions de dollars affecté aux entrées d'immobilisations corporelles, des entrées d'immobilisations incorporelles totalisant 7 millions de dollars relatives au projet de PGI ainsi que l'effet compensateur du produit de la cession d'actifs d'un montant de 51 millions de dollars.

Les activités d'investissement de **l'exercice 2022** se sont chiffrées à 799 millions de dollars, y compris un montant de 371 millions de dollars affecté aux acquisitions récentes, un montant de 453 millions de dollars affecté aux entrées d'immobilisations corporelles, des entrées d'immobilisations incorporelles totalisant 45 millions de dollars relatives au projet de PGI ainsi que l'effet compensateur du produit de la cession d'actifs d'un montant de 70 millions de dollars. De ces entrées, 53 % ont été affectés aux dépenses d'investissement de base, aux investissements visant à soutenir la mise en œuvre de notre promesse Saputo, aux dépenses d'investissement liées au projet de PGI et à d'autres dépenses d'investissement du siège social, tandis que 47 % ont été affectés à des projets stratégiques qui s'inscrivent dans notre plan stratégique mondial.

Activités de financement

Les activités de financement du **quatrième trimestre de l'exercice 2022** comprenaient une augmentation des emprunts bancaires de 21 millions de dollars. De plus, nous avons payé des obligations locatives de 18 millions de dollars et versé des dividendes de 50 millions de dollars, déduction faite d'un montant de 25 millions de dollars réglé au titre des dividendes versés par l'intermédiaire du RRD. Finalement, des actions d'une valeur de 16 millions de dollars ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions.

Les activités de financement de **l'exercice 2022** comprenaient une augmentation des emprunts bancaires de 356 millions de dollars, principalement au titre des fonds prélevés dans le cadre de nos acquisitions récentes. Les activités de financement comprenaient aussi l'émission, le 22 juin 2021, de billets à moyen terme de série 9 pour un montant en capital total de 300 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé pour rembourser le montant en capital total de 300 millions de dollars des billets à moyen terme de série 2 échéant le 23 juin 2021. Nous avons remboursé un montant de 187 millions de dollars au titre des facilités d'emprunt à terme contractées dans le cadre d'acquisitions précédentes. De plus, nous avons payé des obligations locatives de 80 millions de dollars et versé des dividendes de 209 millions de dollars, déduction faite d'un montant de 87 millions de dollars réglé au titre des dividendes versés par l'intermédiaire du RRD. Finalement, des actions d'une valeur de 42 millions de dollars ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions.

Liquidité

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio)

Exercices	2022	2021
Actifs courants	4 295	3 948
Passifs courants	2 780	2 146
Fonds de roulement ¹	1 515	1 802
Ratio du fonds de roulement ¹	1,54	1,84

¹ Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

Le ratio du fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir les passifs courants au moyen d'actifs courants, sans avoir un surplus d'actifs inactifs. La baisse du ratio du fonds de roulement est attribuable essentiellement à une augmentation des emprunts bancaires, qui tient compte des fonds prélevés dans le cadre de nos acquisitions récentes.

Gestion du capital

Notre stratégie en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en nous permettant d'effectuer des dépenses d'investissement de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

Nous visons toujours un niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio d'environ 2,25 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté¹. De temps à autre, nous pouvons nous éloigner de notre niveau d'endettement à long terme cible afin de saisir des occasions stratégiques.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

Exercices	2022	2021
Dette à long terme	3 375	3 578
Emprunts bancaires	419	76
Obligations locatives	451	461
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(165)	(309)
Dette nette ²	4 080	3 806
BAIIA ajusté ¹	1 155	1 471
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ¹	3,53	2,59
Nombre d'actions ordinaires	416 738 041	412 333 571
Nombre d'options d'achat d'actions	22 021 670	23 339 321

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

Au 31 mars 2022, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 165 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire disponibles de 2,162 milliards de dollars, desquelles une tranche de 419 millions de dollars avait été prélevée. Se reporter aux notes 10 et 11 des états financiers consolidés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Le capital social autorisé de Saputo est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Au 31 mai 2022, 416 890 118 actions ordinaires et 24 102 879 options d'achat d'actions étaient en circulation.

Structure de prêt liée à la durabilité

Au cours de l'exercice 2020, nous avons promis d'accélérer notre performance globale relative au climat, à l'eau et aux déchets et avons annoncé des cibles précises et un engagement officiel à réaliser des progrès significatifs et durables d'ici 2025.

Le 5 août 2021, nous avons modifié notre facilité de crédit conclue auprès d'une banque nord-américaine de 1 milliard de dollars américains afin, entre autres, d'y ajouter une structure de prêt liée à la durabilité. La structure de prêt liée à la durabilité permet un ajustement des prix annuel qui dépend de l'atteinte par la Société des principales cibles climatiques et liées à l'eau conformément à ses engagements environnementaux pour 2025. Le 1^{er} juin 2022, la Société a prorogé la date d'échéance au 1^{er} juin 2027. Au cours de l'exercice 2022, un montant de 354 millions de dollars (283 millions de dollars américains) a été prélevé, principalement pour financer les acquisitions, et un montant de 147 millions de dollars (118 millions de dollars américains) a été remboursé. Au 31 mars 2022, un montant total de 207 millions de dollars (165 millions de dollars américains) était prélevé sur cette facilité de crédit bancaire.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Nous assurons la gestion et le suivi continu des engagements et des obligations contractuelles de la Société afin de veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter de ceux-ci au moyen des fonds provenant de l'exploitation et de l'optimisation de sa structure du capital.

Les obligations contractuelles de la Société se composent des engagements relatifs au remboursement de la dette à long terme et des paiements relatifs aux locaux, à l'équipement et au matériel roulant loués ainsi que des obligations d'achat au titre de dépenses d'investissement et d'ententes de service pour lesquelles nous nous sommes engagés. La note 11 des états financiers consolidés décrit l'engagement relatif au remboursement de la dette à long terme de la Société et les notes 7 et 20 des états financiers consolidés décrivent ses engagements de location.

(en millions de dollars CAD)

	31 mars 2022				31 mars 2021			
	Dette à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat et autres	Total	Dette à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat et autres	Total
Moins de 1 an	300	88	245	633	300	98	164	562
De 1 à 2 ans	306	70	37	413	759	76	33	868
De 2 à 3 ans	1 035	84	23	1 142	685	58	12	755
De 3 à 4 ans	350	44	12	406	400	73	10	483
De 4 à 5 ans	350	38	9	397	350	33	7	390
Plus de 5 ans	1 034	280	3	1 317	1 084	284	8	1 376
	3 375	604	329	4 308	3 578	622	234	4 434

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société est décrite à la note 11 des états financiers consolidés.

Emprunts bancaires à terme

Dans le cadre de l'acquisition des activités de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited (l'acquisition de Murray Goulburn) en avril 2018, nous avons conclu une entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable composée de trois tranches. Un total de 1,261 milliard de dollars a été prélevé, dont un montant de 888 millions de dollars a été remboursé depuis ou refinancé aux termes de notre programme de billets à moyen terme. La facilité de crédit porte intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux des acceptations bancaires ou le taux des acceptations bancaires australiennes majoré d'un minimum de 0,80 % et d'un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

Dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest Group plc (l'acquisition de Dairy Crest) en avril 2019, nous avons conclu une entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable composée de trois tranches. Un total de 1,985 milliard de dollars a été prélevé, dont un montant de 1,723 milliard de dollars a été remboursé depuis ou refinancé aux termes de notre programme de billets à moyen terme. La facilité de crédit porte intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou SONIA ou au taux des acceptations bancaires majorés d'un minimum de 0,80 % et d'un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a prorogé les dates d'échéance de ces emprunts bancaires à terme au 1^{er} juin 2025.

Billets de premier rang

La dette à long terme comprend aussi sept séries de **billets de premier rang non garantis** en circulation en vertu de notre programme de billets à moyen terme, pour un total de 2,700 milliards de dollars, portant intérêt à un taux variant entre 1,42 % et 3,60 % par année et échéant entre juin 2022 et juin 2028.

SITUATION FINANCIÈRE

Les principaux postes de l'état de la situation financière au 31 mars 2022 ont varié par rapport aux soldes au 31 mars 2021 essentiellement en raison de la prise en compte des acquisitions récentes réalisées au cours de l'exercice considéré. La variation reflète aussi l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien, au peso argentin et à la livre sterling.

Le tableau suivant présente les taux de conversion des postes de l'état de la situation financière des activités locales respectives libellées en devises au 31 mars 2022 et au 31 mars 2021.

	Au 31 mars 2022	Au 31 mars 2021
Dollar américain par rapport au dollar canadien ¹	1,2505	1,2562
Dollar australien par rapport au dollar canadien ¹	0,9351	0,9545
Peso argentin par rapport au dollar canadien ¹	0,0112	0,0137
Livre sterling par rapport au dollar canadien ¹	1,6441	1,7315

¹ Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien, au peso argentin et à la livre sterling s'est traduite par des valeurs moins élevées comptabilisées dans les postes de l'état de la situation financière concernés des activités de la Société à l'étranger.

La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins emprunts bancaires) a diminué, passant d'un montant positif de 233 millions de dollars au 31 mars 2021 à un montant négatif de 254 millions de dollars au 31 mars 2022, principalement en raison du financement des acquisitions récentes et du remboursement de 187 millions de dollars au titre de la facilité d'emprunt à terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest. Les variations de l'écart de conversion comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont attribuables principalement à la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien.

GARANTIES

De temps à autre, nous concluons des ententes dans le cours normal des activités, notamment des ententes de service et des contrats de location, ainsi que dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs qui, de par leur nature, peuvent prévoir des indemnités à des tierces parties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent viser des manquements aux déclarations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations. Ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés, qui traite des garanties de la Société.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, nous recevons des services de sociétés sur lesquelles nous exerçons le contrôle ou une influence notable par voie de la participation de l'actionnaire principal de Saputo, et nous leur fournissons des biens et services. Ces transactions sont conclues à la juste valeur, soit la valeur de marché de transactions similaires. Les services reçus sont liés principalement aux voyages, à la publicité, à l'hébergement et à la location de locaux pour bureaux. Les biens fournis consistent essentiellement en des produits laitiers. Les services fournis sont des services de gestion. Pour l'exercice 2022, le montant de ces biens et services n'était pas significatif. Les transactions avec les principaux dirigeants (la direction définit les principaux dirigeants comme étant tous les membres de la haute direction ayant la responsabilité et l'autorité de contrôler, de surveiller et de planifier les activités, de même que les administrateurs de la Société) sont aussi considérées comme des transactions entre parties liées et ont trait aux avantages à court terme du personnel, aux avantages postérieurs à l'emploi, à la rémunération à base d'actions et aux paiements en vertu du régime d'unités d'actions différées. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements sur les transactions entre parties liées.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers de la Société requiert que la direction pose certains jugements et qu'elle établisse des estimations portant sur des transactions et des valeurs comptables qui se concrétiseront dans l'avenir. Ces jugements et estimations peuvent varier en raison de changements touchant des facteurs internes et/ou externes et font l'objet d'une surveillance continue par la direction. Les jugements et les estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers sont analysés ci-après.

Conjoncture économique et incertitudes

La Société continue de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie qui perdure sur les estimations et les jugements significatifs utilisés dans la préparation des états financiers consolidés.

La Société surveille aussi continuellement le risque géopolitique découlant de l'évolution du conflit militaire en Ukraine. Cette crise n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreux territoires. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination des impôts finaux est incertaine. Un passif est comptabilisé si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales prévues. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les résultats pour la période de présentation financière, ainsi que sur les charges d'impôt exigible et l'impôt différé respectifs pour la période de présentation financière au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

Impôt différé

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer aux bénéfices imposables des années au cours desquelles les différences temporaires seront recouvrées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quant à la période finale de recouvrement ou de règlement des différences temporaires. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur les meilleures estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Les actifs d'impôt différé sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable de réaliser l'avantage fiscal connexe. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations d'impôt différé pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les différences temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

Goodwill, immobilisations incorporelles et regroupements d'entreprises

Le goodwill, les marques de commerce et les relations avec les clients ont principalement été constatés par suite des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises, laquelle nécessite des jugements et des estimations importants. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont attribuées aux actifs nets acquis, incluant les marques de commerce et les relations avec les clients. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite attribué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et aux relations avec les clients pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée.

Dépréciation d'actifs

Certains jugements et certaines estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des autres actifs à long terme, y compris les actifs au titre de droits d'utilisation. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de sortie) ou une valeur d'utilité. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement, selon les soldes au 31 décembre, et chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations définies et à cotisations définies qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés.

Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la charge liée aux régimes de retraite à prestations définies de même que l'obligation s'y rattachant, dont le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur comptable de l'obligation et les produits d'intérêts sur l'actif des régimes, la durée de l'obligation, le taux d'inflation, le taux de croissance prévu lié aux soins de santé, le taux de mortalité prévu, les augmentations salariales prévues, etc. Des modifications apportées aux principales hypothèses peuvent avoir une incidence significative sur le calcul de l'obligation. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces profits ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes comptables, interprétations et modifications adoptées au cours de l'exercice

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 pour en savoir davantage sur l'incidence des nouvelles normes comptables, interprétations et modifications adoptées au cours de l'exercice 2022.

Normes, interprétations et modifications récentes n'ayant pas encore été mises en œuvre

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 pour en savoir davantage sur l'incidence des nouvelles normes comptables, interprétations et modifications n'ayant pas encore été mises en œuvre.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels Saputo est exposée sont présentés ci-dessous. Le conseil d'administration (le conseil) a attribué au comité d'audit la responsabilité d'examiner, d'évaluer et d'analyser, conjointement avec la direction et le service d'audit interne, les facteurs de risques inhérents à Saputo, y compris les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) applicables, et de s'assurer que les mesures appropriées soient en place pour permettre à la direction de repérer et de gérer efficacement ces risques et incertitudes. En outre, le conseil a attribué au comité de régie d'entreprise et des ressources humaines la responsabilité de superviser les mesures de gestion des risques liés aux ressources humaines, y compris celles qui concernent les facteurs ESG comme l'éthique des affaires, la diversité, l'équité et l'inclusion ainsi que la santé et la sécurité. La surveillance du programme de gestion des risques d'entreprise incombe au comité d'audit, et Saputo a aussi adopté et mis en œuvre des politiques et procédures liées à l'évaluation et à la gestion des risques. La gestion des risques de la Société et les politiques et procédures connexes sont révisées au moins une fois l'an.

La gestion du risque fait partie de nos décisions en matière de transactions, d'exploitation et de stratégie ainsi que de notre approche globale de gestion; cependant, la gestion du risque ne garantit pas que des événements ou des circonstances, y compris des événements ou des circonstances liés à des risques et incertitudes qui pourraient ne pas faire partie de la liste présentée ci-dessus, ne surviendront pas et n'auront pas une incidence négative sur notre performance et notre situation financières.

Responsabilité de produits

Les activités de Saputo sont exposées aux mêmes dangers et aux mêmes risques de responsabilité que ceux de toutes les entreprises de transformation des aliments, tels que le risque de contamination des ingrédients ou des produits par des bactéries ou d'autres agents externes pouvant être introduits dans les produits ou les emballages. Si une telle contamination devait se produire, elle pourrait se solder par un rappel de produits coûteux, la destruction de stocks de produits, des ventes perdues ou un litige. En outre, la mauvaise presse, qu'elle soit justifiée ou non, concernant la sécurité des aliments, ou les allégations de contamination des produits, même lorsqu'elles sont fausses ou sans fondement, peuvent entacher notre image de marque et la réputation de la Société et peuvent pousser les consommateurs à choisir d'autres produits. Des contaminations réelles ou alléguées pourraient aussi conduire à une surveillance accrue, à des enquêtes ou à des interventions gouvernementales, faisant ainsi augmenter les coûts.

Pandémie de COVID-19 et les répercussions connexes continues

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises par les gouvernements partout dans le monde pour tenter d'endiguer la propagation du virus ont perturbé, et continueront vraisemblablement de perturber, notre chaîne d'approvisionnement mondiale, nos activités d'exploitation, notre logistique et nos itinéraires vers les marchés ou ceux de nos fournisseurs, de leurs fournisseurs ou de nos distributeurs. Ces perturbations, ou notre incapacité à nous y adapter efficacement, continueront vraisemblablement de faire augmenter les coûts de production ou de distribution, ou auront pour effet de retarder ou d'empêcher la livraison de produits à nos clients. La pandémie de COVID-19 a aussi exacerbé considérablement l'incertitude économique, ce qui a une incidence défavorable sur nos activités et sur notre performance et notre situation financières.

Nous continuons de surveiller activement la pandémie de COVID-19, mais la pleine ampleur des répercussions de la pandémie sur nos activités et sur notre performance et notre situation financières dépendra de faits nouveaux qui sont hautement incertains et ne peuvent être prédits, notamment les nouvelles informations qui pourraient émerger au sujet de la pandémie, les taux d'adoption des vaccins (y compris les doses de rappel) et l'efficacité des vaccins pour limiter ou arrêter la propagation de la COVID-19, que ce soit à long terme ou contre de nouveaux variants de la COVID-19, et les mesures connexes prises par les gouvernements du monde entier.

En outre, des incertitudes politiques et économiques qui perdurent, comme la diminution du revenu disponible, les pressions inflationnistes persistantes, la baisse de confiance des consommateurs ou encore des ralentissements économiques ou des récessions sur l'un ou l'autre de nos principaux marchés, peuvent ralentir ou empêcher la reprise de la demande visant nos produits ou éroder cette demande.

La Société et ses fournisseurs pourraient continuer d'être confrontés à des perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement et la main-d'œuvre dans l'avenir, ce qui pourrait faire augmenter les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement, à l'emballage et à la main-d'œuvre, ou se traduire par l'incapacité d'obtenir des intrants clés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos taux d'exécution des commandes, entraîner des retards dans la livraison de nos produits à nos clients ou aux consommateurs et entraver notre capacité d'atteindre nos objectifs et nos cibles dans le cadre de notre plan stratégique mondial ou de la promesse Saputo.

De plus, la pandémie de COVID-19 et ses conséquences persistantes pourraient exacerber les autres risques liés à nos activités qui sont décrits dans la présente section.

Approvisionnement en matières premières

Saputo achète des matières premières qui peuvent représenter jusqu'à 85 % du coût des produits. Nous transformons les matières premières en produits finis comestibles dans le but de les revendre à un large éventail de clients. Par conséquent, la disponibilité des matières premières et la fluctuation du prix des denrées alimentaires et de l'énergie, en raison, notamment, des changements climatiques, de conditions météorologiques extrêmes, de catastrophes naturelles, de problèmes relatifs à la disponibilité de l'eau, d'incendies ou d'explosions, de pandémies, d'épidémies touchant les humains ou le bétail, de problèmes de transport ainsi que de perturbations des chaînes d'approvisionnement locales ou mondiales causées par la pandémie de COVID-19, des tensions géopolitiques, des conflits militaires et des sanctions commerciales, peuvent avoir une incidence sur les coûts de production et l'utilisation de la capacité et, par conséquent, sur nos résultats. L'incidence de toute variation ou de la volatilité du prix des denrées alimentaires sur nos résultats dépendra de notre capacité à transférer ces hausses à notre clientèle dans un contexte de marché concurrentiel.

Chaîne d'approvisionnement sous tension et concentration des fournisseurs

Au cours de l'exercice 2022, les coûts des intrants, comme les matériaux d'emballage, l'énergie, le carburant, le transport et la logistique, nécessaires à la production et à la distribution de nos produits ont augmenté rapidement. Nous nous attendons à ce que les pressions inflationnistes sur les coûts des intrants continuent d'avoir une incidence sur notre entreprise au cours de l'exercice 2023. Nous avons mis en œuvre, et nous pourrions continuer de mettre en œuvre, des initiatives visant à contrer ces pressions sur les coûts, comme des hausses de prix, mais elles ne suffiront peut-être pas à compenser les coûts plus élevés adéquatement ou en temps voulu. Même si ces initiatives se révèlent efficaces, les prix plus élevés des produits pourraient entraîner une diminution de nos volumes de ventes ou de notre part de marché.

Nous achetons des biens et des services auprès d'un nombre limité de fournisseurs, en raison de regroupements au sein des secteurs où ces fournisseurs exercent leurs activités. Des différends avec les fournisseurs en matière de prix ou de performance des biens et des services fournis, ou l'incapacité pour ces fournisseurs de fournir les volumes demandés de ces biens et services en temps opportun, que ce soit à cause de pénuries de main-d'œuvre ou pour d'autres raisons, pourraient avoir une incidence sur notre situation et notre performance financières.

Les risques liés à la chaîne d'approvisionnement pourraient aussi être exacerbés par des tensions géopolitiques comme le conflit militaire en Ukraine, lequel a perturbé et continuera vraisemblablement de perturber la chaîne d'approvisionnement mondiale et de contribuer à l'incertitude économique et à l'augmentation des prix des intrants et d'autres coûts.

Marchés américain et international

Le prix du lait, en tant que matière première, de même que le prix de nos produits aux États-Unis, en Australie, en Argentine et au Royaume-Uni ainsi que sur les marchés internationaux dépendent des forces de l'offre et de la demande sur les marchés. Ces prix sont tributaires de plusieurs facteurs, dont la santé de l'économie ainsi que les niveaux de l'offre et de la demande de produits laitiers dans l'industrie, et toute fluctuation des prix peut affecter nos résultats. L'incidence de telles variations sur nos résultats dépendra de notre capacité à mettre en place les mécanismes nécessaires pour les réduire.

Ressources humaines

Le succès de Saputo dépend de notre capacité à repérer, à attirer et à retenir des gens qualifiés et diversifiés et à planifier de façon appropriée la relève de la direction et du personnel clé. Les pressions inflationnistes, les pénuries et la vive concurrence sur les marchés de l'emploi là où nous exploitons nos usines, le roulement de personnel plus important et les modifications de la disponibilité de nos employés, notamment en raison des absences liées à la COVID-19, ont entraîné, et pourraient continuer d'entraîner, des augmentations des coûts liés à la main-d'œuvre, aux retraites et au personnel, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats et notre situation financière. De plus, ces facteurs ont nui, et pourraient continuer de nuire, à notre capacité de répondre à la demande des consommateurs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière, nos résultats ou nos flux de trésorerie.

Bien que nous soyons d'avis que nous entretenons de bonnes relations avec nos employés et qu'une proportion importante de notre main-d'œuvre soit syndiquée, une grève de longue durée ou un arrêt de travail pourrait avoir une incidence sur nos activités et notre performance. Nos activités sont aussi assujetties aux risques en matière de santé et sécurité et aux lois et règlements à cet égard. Malgré les systèmes existants en matière de santé et sécurité de Saputo, des blessures graves subies par un employé, ou le décès d'un employé, pourraient avoir une incidence sérieuse sur la réputation de Saputo ou se traduire par un litige, et nous pourrions devoir engager des coûts qui pourraient être importants.

Cybersécurité et gestion globale des systèmes d'information

Nous comptons sur des applications et des systèmes de technologie de l'information dans tous les aspects de nos activités. Ces applications et systèmes, dont certains sont gérés par des tiers, sont exposés à un nombre croissant de cybermenaces perfectionnées et en constante évolution. L'augmentation du nombre d'employés qui travaillent à distance a également créé de nouvelles menaces à la sécurité et des risques d'autres cyberattaques. Nous sommes exposés principalement aux risques liés à l'interruption des activités, à la confidentialité, à l'intégrité des données et aux fraudes par compromission de courriels d'affaires. Par conséquent, toute indisponibilité ou défaillance, qu'elle soit causée par un incident de sécurité ou autre, pourrait entraver ou ralentir la production, retarder ou fausser certaines prises de décision et entraîner des pertes financières, notamment en raison des coûts liés aux mesures correctives. De plus, tout accès non autorisé ou malveillant aux systèmes d'information qui contiennent des renseignements exclusifs, sensibles ou confidentiels, ou toute utilisation malveillante pourrait compromettre l'intégrité de nos données ou se traduire par la divulgation ou la perte de données, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur nos activités, nos résultats et notre réputation, y compris la perte de produits à la suite d'une interruption des activités, la perte d'un avantage concurrentiel, des litiges ou d'autres actions en justice ou la responsabilité découlant du non-respect des lois relatives à la protection des renseignements personnels et à la sécurité de l'information. Bien que nous ayons mis en place des mesures pour réduire la probabilité, la durée et la gravité des perturbations de nos applications et systèmes de technologie de l'information et même si nous effectuons des investissements continus pour prévenir, détecter et gérer les incidents liés à la cybersécurité, et réagir à ces derniers, nous avons déjà été victimes de cyberattaques et nous nous attendons à être victimes d'autres cyberattaques dans l'avenir.

De plus, nous avons revu la priorité de certaines de nos initiatives technologiques en cours et avons pris la décision de suspendre temporairement la dernière phase du déploiement d'Harmoni, notre projet de mise en œuvre d'un progiciel de gestion intégré (PGI). Rien ne garantit que la mise en œuvre d'Harmoni ou notre décision de reporter la dernière phase de son déploiement ne perturbera ni ne réduira l'efficacité de nos activités.

Concurrence

L'industrie de la transformation des aliments est très concurrentielle. L'industrie laitière mondiale est hautement concurrentielle et Saputo se mesure, à l'échelle nationale et internationale, à des concurrents nationaux et multinationaux. Notre performance dans tous les pays où nous faisons des affaires dépend de notre capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à des prix concurrentiels.

Regroupement de la clientèle

Le regroupement dans l'industrie alimentaire continue, et ce, dans tous les segments de marché, et la taille des clients a tendance à croître, ce qui se traduit par une diminution du nombre de clients et par une augmentation de l'importance relative de certains clients. Pour l'exercice 2022, aucun client ne représentait plus de 10 % du total des produits consolidés. Notre capacité de continuer à servir nos clients dans tous les marchés où nous exerçons nos activités dépendra de la qualité et des prix de nos produits ainsi que de notre proposition de valeur pour les clients.

Interruption imprévue des activités

Des événements importants, tels qu'une défaillance des systèmes et de l'équipement, des cyberattaques, une pandémie (dont la pandémie de COVID-19), des tensions géopolitiques, une catastrophe naturelle, ou une fréquence ou une intensité accrues des conditions météorologiques extrêmes (en raison, notamment, des changements climatiques), sont susceptibles de donner lieu à des interruptions imprévues des activités dans nos installations de fabrication. L'incidence serait plus importante si nos grandes installations de fabrication étaient touchées. L'incapacité d'atténuer les interruptions des activités en temps opportun pourrait avoir une incidence défavorable sur notre performance et notre situation financières.

Tendances de consommation

La demande pour nos produits est assujettie à l'évolution des tendances de consommation. Par exemple, l'attention accrue portée par les consommateurs aux questions liées à la durabilité de l'environnement, y compris les émissions découlant de la production de lait animal, et aux questions liées à la santé pourrait se traduire par un risque financier si un nombre croissant de consommateurs se détournent des produits d'origine animale pour privilégier des substituts aux produits laitiers, ce qui pourrait mener à une baisse de la demande de produits laitiers. L'incidence de ces changements dépendra de notre capacité de nous adapter, d'innover et de mettre au point de nouveaux produits. Si nos démarches d'innovation ne produisent pas les résultats escomptés ou si la croissance de la demande visant les nouveaux produits ne se matérialise pas comme prévu, nous pourrions être incapables d'atteindre nos cibles de croissance financière.

De plus, nos activités subissent actuellement, et pourraient continuer de subir, l'influence du contexte économique si les taux de chômage, d'intérêt ou d'inflation atteignent des niveaux qui influent sur les tendances de consommation de la clientèle et, par conséquent, sur nos ventes et notre rentabilité. Si les pressions inflationnistes et l'incertitude économique mondiale observées au cours de l'exercice 2022 persistent, il se pourrait que les consommateurs achètent davantage de produits à bas prix ou renoncent carrément à certains achats. Dans la mesure où les hausses de prix ne suffisent pas à compenser les coûts plus élevés adéquatement ou en temps voulu, ou si elles entraînent des réductions importantes des volumes de ventes, notre situation financière ou notre performance opérationnelle pourraient s'en ressentir.

En outre, les systèmes fondés sur la technologie, qui donnent aux consommateurs la possibilité de magasiner sur des sites de commerce électronique ou par l'entremise d'applications mobiles, sont aussi en voie de modifier considérablement l'environnement de vente au détail dans lequel nous exerçons nos activités. Si nous n'arrivons pas à nous adapter à cette évolution, nous pourrions être désavantagés dans certains réseaux clés et auprès de certains consommateurs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos ventes, notre situation financière et notre performance opérationnelle.

Environnement

Les affaires et les activités de Saputo sont régies par des lois et des règlements environnementaux, y compris en ce qui a trait aux exigences liées à l'obtention de permis, à l'évacuation des eaux usées, aux émissions atmosphériques, aux gaz à effet de serre, au rejet de substances dangereuses et à la restauration des sites contaminés. Nous croyons que nos activités sont conformes à tous les égards importants à ces lois et règlements environnementaux, à l'exception de ce qui est précisé dans la notice annuelle datée du 9 juin 2022, pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Le respect de ces lois et règlements exige que nous continuions d'engager des dépenses d'exploitation et d'entretien, de même que des dépenses d'investissement, notamment pour contrôler l'incidence éventuelle de nos activités sur les collectivités locales. Des modifications apportées aux lois ou aux règlements environnementaux, leur interprétation évolutive ou tout resserrement des politiques d'application (en raison, notamment, de l'accroissement des préoccupations en ce qui a trait aux changements climatiques, à la rareté de l'eau, à la gestion des déchets, à la pollution par les plastiques, à l'évacuation des eaux usées, aux émissions atmosphériques, aux gaz à effet de serre et au rejet de substances dangereuses) pourraient entraîner des coûts de conformité et des dépenses d'investissement additionnels ainsi que d'autres obligations financières, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation et notre performance financières.

Les conséquences éventuelles des changements climatiques pourraient avoir une incidence significative sur notre entreprise et nos activités, y compris de nous exposer à de nombreux risques opérationnels, financiers et d'atteinte à la réputation. Saputo a établi des cibles environnementales et a engagé ou planifié des dépenses d'investissement et d'autres projets pour accroître son efficacité énergétique, réduire ses émissions de GES, réduire ses déchets et diminuer l'utilisation de l'eau. Rien ne garantit que nos initiatives en matière d'environnement et de durabilité seront viables d'un point de vue économique, seront efficaces, ou que les bénéfices environnementaux prévus se concrétiseront. Notre capacité à atteindre nos objectifs, engagements et buts en matière d'environnement dépend de l'évolution et de la performance des technologies et des innovations, ainsi que de l'utilisation et du déploiement futurs de la technologie. Il est possible que nous ne soyons pas en mesure d'apporter les changements nécessaires pour réduire les émissions ou les déchets, ou que les coûts de tels changements soient significatifs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la réputation, les activités ou la situation financière de Saputo.

En outre, une attention accrue est portée aux questions liées au développement durable, y compris les émissions découlant de la production de lait animal. Si nous n'arrivons pas à atteindre nos cibles en matière de protection de l'environnement ou d'autres objectifs liés à l'environnement, ou s'il existe une perception (fondée ou non) que nous n'avons pas un comportement responsable en ce qui a trait aux questions environnementales en constante évolution ou que nous ne nous adaptons pas efficacement aux exigences nouvelles ou modifiées des lois et règlements en matière d'environnement, ou si les coûts d'exploitation ou de fabrication augmentent en raison du resserrement de la réglementation ou de causes environnementales, cela pourrait nuire à nos activités, à notre réputation et à notre capacité d'attirer les capitaux des institutions financières et des investisseurs dont le portefeuille tient compte de critères liés au développement durable et aux facteurs ESG, en plus d'accroître le risque de poursuite. La réputation de Saputo pourrait être entachée si la Société ou d'autres parties prenantes de l'industrie laitière n'agissent pas, ou donnent l'impression qu'elles n'agissent pas, de façon responsable.

Stratégie de croissance

Nous prévoyons poursuivre la croissance de façon organique ainsi qu'au moyen d'acquisitions. Notre stratégie de croissance organique, qui est présentée dans notre plan stratégique mondial, pourrait ne pas porter ses fruits et notre croissance organique cible pourrait ne jamais se concrétiser. Les projets de dépenses d'investissement jouent un rôle clé dans la stratégie de croissance organique de Saputo. L'issue et la réussite de ces projets dépendent souvent de plusieurs facteurs indépendants de notre volonté, y compris les perturbations causées par une pandémie, de nouvelles priorités opérationnelles concurrentes, le calendrier d'achèvement, les approbations réglementaires et gouvernementales, la disponibilité et le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement, la non-exécution des entrepreneurs, le coût de la conception technique, de la construction et d'autres services-conseils et les conditions météorologiques. Advenant des délais ou des coûts imprévus, les activités d'exploitation pourraient être touchées de façon négative. Les autres risques liés à nos activités qui sont décrits dans la présente section pourraient nuire à notre capacité de connaître une croissance organique et d'atteindre nos objectifs et nos cibles stratégiques de croissance.

Nous prévoyons continuer de compter sur de nouvelles acquisitions pour poursuivre notre croissance. Par conséquent, nous pourrions engager des coûts et monopoliser le temps et détourner l'attention de la direction en lien avec des acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront peut-être jamais. La capacité d'évaluer correctement la juste valeur des entreprises acquises et de consacrer le temps et les ressources humaines nécessaires pour intégrer avec succès leurs activités à celles de Saputo constitue un risque inhérent aux acquisitions. L'incapacité d'intégrer adéquatement une entreprise acquise en temps opportun et de manière efficace peut avoir une incidence sur notre capacité à réaliser des synergies ou des améliorations et à atteindre le rendement attendu et entraîner une hausse des coûts d'intégration et la perte d'occasions d'affaires. En ce qui concerne les acquisitions effectuées par Saputo, il pourrait aussi exister des passifs et des éventualités que nous découvrirons après la clôture, ou que nous n'avons pas été en mesure de quantifier dans le cadre du contrôle diligent effectué avant la clôture, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos activités et sur notre performance et notre situation financières.

Propriété intellectuelle

Étant donné que nous fabriquons, vendons et distribuons des produits alimentaires, nous comptons non seulement sur la qualité de nos produits, mais aussi sur la reconnaissance de nos marques et la loyauté de notre clientèle. De plus, comme l'innovation fait partie de la stratégie de croissance de Saputo, nos équipes de recherche et de développement mettent au point de nouvelles technologies, de nouveaux produits et des méthodes d'optimisation des processus. Par conséquent, nous prenons des mesures pour protéger, conserver et faire respecter notre propriété intellectuelle. Toute contravention à notre propriété intellectuelle pourrait porter atteinte à notre valeur et limiter notre capacité à être concurrentiels. De plus, afin de protéger nos droits, nous pourrions être tenus de participer à des litiges, ce qui pourrait entraîner des coûts importants.

Expositions aux risques financiers

Le degré d'exposition de Saputo aux risques financiers varie en fonction des devises utilisées dans la conduite de ses affaires. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation exercées dans chacun des pays où Saputo exerce ses activités constituent, en partie, une couverture naturelle contre les risques de change liés à la dette libellée dans la devise de chacun de ces pays. Le degré d'exposition aux risques financiers liés aux fluctuations des devises dépend de notre capacité à maintenir des mécanismes de protection appropriés.

Taux d'intérêt et accès aux marchés financiers

Une tranche de la dette portant intérêt de Saputo est assujettie aux fluctuations des taux d'intérêt. L'incidence sur nos résultats est tributaire de notre capacité à conserver des protections adéquates contre de telles fluctuations des taux d'intérêt. Notre croissance par voie d'acquisitions dépend de l'accès aux liquidités sur les marchés des capitaux et du crédit. De la même façon, nous pourrions devoir obtenir des liquidités sur les marchés des capitaux et du crédit afin de refinancer ou de rembourser la dette existante. L'incidence de telles transactions financières sur nos résultats dépend de notre capacité à obtenir des liquidités en temps opportun et à des conditions acceptables pour nous. Les variations de la solvabilité perçue de la Société ou de la notation de crédit de ses billets à moyen terme font augmenter nos coûts d'emprunt. L'incertitude économique causée par la pandémie de COVID-19 et les bouleversements des marchés des capitaux pourraient avoir une incidence défavorable sur notre performance financière et sur la disponibilité et le coût du capital, ce qui nous empêcherait de continuer d'accéder à des sources de liquidités de choix au moment voulu. En outre, la volatilité des marchés financiers a été exacerbée et pourrait se poursuivre, ce qui risque d'entraîner des fluctuations du cours des actions de la Société ou de mener à des plaintes ou à de l'activisme de la part des actionnaires.

Régimes de retraite

Nous gérons des régimes à prestations définies et à cotisations définies (ensemble, les régimes). Les cotisations visant à capitaliser nos régimes à prestations définies sont fondées sur des évaluations actuarielles, qui sont elles-mêmes fondées sur des hypothèses et des estimations à l'égard de l'exploitation à long terme des régimes, y compris des hypothèses relatives aux taux d'inflation, de mortalité et d'actualisation utilisés pour déterminer les passifs au titre des régimes. Les résultats réels des évaluations actuarielles peuvent être différents des attentes. Nous ne pouvons prévoir si l'évolution des marchés ou de la conjoncture économique, les changements aux lois et règlements sur les régimes de retraite ou d'autres facteurs se traduiront par une augmentation de nos charges de retraite, de nos passifs au titre des régimes ou de nos obligations au titre de la capitalisation, ce qui aurait comme conséquence de détourner des fonds que nous aurions autrement utilisés à d'autres fins. Des hausses des passifs nets au titre des régimes ou des cotisations en trésorerie futures pourraient avoir une incidence négative sur nos activités, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

Risque de crédit

Nous fournissons du crédit à nos clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Nous considérons que nous sommes exposés à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les débiteurs, considérant la diversité et l'ampleur de notre clientèle dans trois segments de marché, soit le segment de détail, le segment des services alimentaires et le segment industriel, et de notre diversité géographique. Il n'y avait aucune créance attribuable à un client donné qui représentait plus de 10 % du solde total des débiteurs au 31 mars 2022. Nous examinons régulièrement la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ainsi que les débiteurs. Nous révisons l'estimation de notre correction de valeur pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité des soldes des créances de chaque client en tenant compte de la tendance historique de recouvrement des comptes en souffrance.

Considérations d'ordre législatif, réglementaire, normatif et politique

Nous sommes assujettis à des lois, à des règlements, à des règles et à des politiques locaux, provinciaux, étatiques, fédéraux et internationaux, ainsi qu'aux contextes social, économique et politique des pays où nous exerçons nos activités. Par conséquent, toute modification ou variation de l'un de ces éléments pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats et nos activités et faire en sorte que nous devions engager des dépenses importantes pour nous y adapter ou nous y conformer. Plus précisément, la production et la distribution de produits alimentaires sont assujetties à des lois, à des règles, à des règlements et à des politiques fédéraux, étatiques, provinciaux et locaux ainsi qu'à des accords commerciaux internationaux fournissant un cadre dans lequel s'inscrivent nos activités. En outre, le cadre législatif et réglementaire relatif à la protection des renseignements personnels et des données continue d'évoluer partout dans le monde, et une plus grande attention a été accordée aux enjeux de protection des renseignements personnels et des données qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités. L'incidence de nouvelles lois ou de nouveaux règlements, ou encore d'un resserrement des politiques d'application, d'une interprétation plus stricte ou de changements à des lois ou à des règlements déjà en vigueur, dépendra de notre capacité à nous y adapter et à nous y conformer. Nous nous conformons actuellement à toutes les lois et à tous les règlements applicables, dans tous leurs aspects significatifs, et possédons tous les permis et licences importants dans le cadre de nos activités.

Protection des tarifs

Les industries de la production laitière du Canada et des États-Unis sont encore partiellement protégées des importations par des quotas tarifaires, qui permettent l'importation d'un volume précis de produits à un tarif réduit ou inexistant et imposent des tarifs plus substantiels aux volumes d'importations excédentaires. Il n'est aucunement garanti, du fait d'une décision politique ou d'une modification des accords commerciaux internationaux, que les mesures de protection des tarifs ne soient pas abolies en ce qui a trait au marché des produits laitiers, ce qui aurait pour conséquence d'accroître la concurrence. Notre performance dépendra de notre capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à des prix concurrentiels.

Réputation et opinion publique

Nous sommes déterminés à faire progresser la promesse Saputo, notre approche en matière de performance sociale, environnementale et économique. Le maintien d'une réputation positive aux yeux de nos clients, des consommateurs, des fournisseurs, des collectivités, des gouvernements, des organismes de réglementation et du public en général est important pour que notre succès soit durable.

Un risque de détérioration de notre réputation peut survenir dans plusieurs contextes et pour plusieurs raisons différentes. Par exemple, l'industrie laitière est visée par les activités de militants pour la protection des animaux. Les activistes peuvent diffuser de l'information et de la désinformation de diverses façons, notamment dans le cadre de manifestations et de tentatives de perturbation des activités, ainsi que par diverses stratégies de communication. Le recours croissant aux médias sociaux et numériques permet une diffusion plus rapide et plus vaste de l'information ou de la désinformation et des opinions.

Des opinions publiques négatives ou des changements d'opinion, une publicité négative au sujet de Saputo, de nos marques ou de nos produits ou au sujet de l'industrie laitière pourraient entacher notre réputation et avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos résultats. Cela pourrait aussi diminuer notre capacité d'embaucher et de maintenir en poste les personnes les plus talentueuses, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur l'ensemble de nos activités. Le risque d'atteinte à la réputation recoupe plusieurs autres risques auxquels la Société est exposée, et pourrait donc exacerber ces risques.

Stocks

Nous sommes exposés à des risques liés aux stocks susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation qui découlent des variations des prix de vente sur le marché des produits et des ingrédients laitiers, de l'évolution de la demande des consommateurs, des variations saisonnières, des produits avariés, de la durée de conservation limitée des produits, des changements de goût des consommateurs relativement à nos produits et d'autres facteurs. Des stocks excédentaires ou obsolètes ne pouvant être vendus à profit ou des freintes de stocks plus importantes pourraient conduire à une réduction de valeur des stocks ou nuire autrement à notre performance financière.

Charges de dépréciation

Nous soumettons le goodwill, les autres immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme à des tests de dépréciation lorsque cela est requis selon les IFRS afin de déterminer s'ils se sont dépréciés, et s'ils le sont, nous comptabilisons les charges de dépréciation appropriées. Nous avons dû comptabiliser des charges de dépréciation par le passé, et il est possible que nous devions comptabiliser des charges de dépréciation significatives dans l'avenir. Le cas échéant, nos résultats pourraient s'en ressentir considérablement.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin de permettre que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits dans cette législation.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, après avoir évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société en date du 31 mars 2022, ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont évalué l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 31 mars 2022, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.

Saputo a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI, projet qui est maintenant suspendu provisoirement. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés au sein des divisions qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés. Il n'y a eu aucune autre modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Saputo au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 mars 2022 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES VARIATIONS DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LA DEVISE AMÉRICAINE

La dette assujettie aux fluctuations des taux d'intérêt se chiffrait à 1 054 millions de dollars au 31 mars 2022. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt occasionnerait une variation du bénéfice net d'environ 7 millions de dollars. Les fluctuations des devises canadienne et américaine peuvent aussi avoir une incidence sur le bénéfice net, le BAIIA ajusté et les produits. Une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait une incidence négative sur le bénéfice net, le BAIIA ajusté et les produits. Toutefois, une dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait une incidence positive sur le bénéfice net. Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, le taux de conversion moyen du dollar américain était calculé sur la base de 1,2510 \$ pour 1,00 \$ US. Ainsi, une fluctuation de 0,10 \$ du dollar canadien aurait entraîné des variations approximatives de 2 millions de dollars du bénéfice net, de 23 millions de dollars du BAIIA ajusté et de 511 millions de dollars des produits.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

Information financière trimestrielle de 2022 – état consolidé du résultat net

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2022
Produits	3 957	3 901	3 689	3 488	15 035
Coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration	3 697	3 579	3 406	3 198	13 880
BAIIA ajusté ¹	260	322	283	290	1 155
Marge du BAIIA ajusté ¹	6,6 %	8,3 %	7,7 %	8,3 %	7,7 %
Amortissements	148	144	137	131	560
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	—	58	—	—	58
Profit à la cession d'actifs	—	(9)	—	—	(9)
Coûts d'acquisition et de restructuration	71	—	(2)	2	71
Charges financières	16	17	19	18	70
Bénéfice avant impôt sur le résultat	25	112	129	139	405
Impôt sur le résultat	(12)	26	31	86	131
Bénéfice net	37	86	98	53	274
Marge de bénéfice net	0,9 %	2,2 %	2,7 %	1,5 %	1,8 %
Bénéfice net ajusté ¹	108	139	116	122	485
Marge de bénéfice net ajusté ¹	2,7 %	3,6 %	3,1 %	3,5 %	3,2 %
BPA de base	0,09	0,21	0,24	0,13	0,66
BPA dilué	0,09	0,21	0,24	0,13	0,66
BPA ajusté de base ¹	0,26	0,34	0,28	0,30	1,17
BPA ajusté dilué ¹	0,26	0,33	0,28	0,29	1,17

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

Information financière trimestrielle par secteur

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2022
Produits					
Canada	1 055	1 112	1 081	1 033	4 281
USA	1 743	1 627	1 533	1 506	6 409
International	922	919	858	754	3 453
Europe	237	243	217	195	892
Total	3 957	3 901	3 689	3 488	15 035
Bénéfice net (consolidé)	37	86	98	53	274
BAIIA ajusté					
Canada	117	121	124	113	475
USA	42	83	67	96	288
International	62	85	56	45	248
Europe	39	33	36	36	144
Total¹	260	322	283	290	1 155

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

Information financière trimestrielle de 2021 – état consolidé du résultat net

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2021
Produits	3 438	3 763	3 702	3 391	14 294
Coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration	3 135	3 332	3 332	3 024	12 823
BAIIA ajusté ¹	303	431	370	367	1 471
Marge du BAIIA ajusté ¹	8,8 %	11,5 %	10,0 %	10,8 %	10,3 %
Amortissements	135	128	126	126	515
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	—	—	—	19	19
Coûts d'acquisition et de restructuration	3	—	(6)	—	(3)
Charges financières	23	26	22	25	96
Bénéfice avant impôt sur le résultat	142	277	228	197	844
Impôt sur le résultat	39	67	57	55	218
Bénéfice net	103	210	171	142	626
Marge de bénéfice net	3,0 %	5,6 %	4,6 %	4,2 %	4,4 %
Bénéfice net ajusté ¹	124	228	184	179	715
Marge de bénéfice net ajusté ¹	3,6 %	6,1 %	5,0 %	5,3 %	5,0 %
BPA de base	0,25	0,51	0,42	0,35	1,53
BPA dilué	0,25	0,51	0,42	0,35	1,52
BPA ajusté de base ¹	0,30	0,56	0,45	0,44	1,74
BPA ajusté dilué ¹	0,30	0,55	0,45	0,44	1,74

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

Information financière trimestrielle par secteur

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2021
Produits					
Canada	1 001	1 089	1 063	982	4 135
USA	1 399	1 657	1 649	1 417	6 122
International	827	807	806	781	3 221
Europe	211	210	184	211	816
Total	3 438	3 763	3 702	3 391	14 294
Bénéfice net (consolidé)	103	210	171	142	626
BAIIA ajusté					
Canada	108	118	117	104	447
USA	93	171	140	163	567
International	62	105	78	60	305
Europe	40	37	35	40	152
Total¹	303	431	370	367	1 471

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021 EN COMPARAISON DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

Produits

Les produits ont totalisé 14,294 milliards de dollars, en baisse de 650 millions de dollars, ou 4,3 %, comparativement à 14,944 milliards de dollars pour l'exercice 2020.

Le changement de la demande des consommateurs à l'échelle mondiale découlant de la pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur les volumes de ventes dans le segment des services alimentaires, surtout dans le Secteur USA, bien que contrebalancée en partie par la hausse des volumes de ventes dans les segments de détail et industriel. Les volumes de ventes additionnels sur nos marchés de l'exportation ont eu une incidence positive sur les produits, malgré les diverses restrictions imposées par les gouvernements tout au long de l'exercice.

La baisse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers a eu une incidence négative sur les produits, malgré l'incidence favorable nette des fluctuations du peso argentin et du dollar australien par rapport au dollar américain dans les marchés de l'exportation. L'effet combiné de la baisse du prix moyen du beurre² et de la hausse du prix moyen du bloc² s'est également traduit par une diminution des produits d'environ 114 millions de dollars. Cependant, l'augmentation des prix de vente sur le marché national du Secteur Canada et du Secteur International, découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, a eu une incidence positive sur les produits.

L'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité de Lion Dairy & Drinks Pty Ltd. (acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité) dans le Secteur International et de l'acquisition de Dairy Crest dans le Secteur Europe pour l'exercice complet, par rapport à un apport partiel pour l'exercice 2020, a eu une incidence positive sur les produits.

Enfin, la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien s'est traduite par une baisse des produits d'environ 183 millions de dollars.

Coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration

Les coûts d'exploitation excluant les amortissements, la réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et les coûts de restructuration ont totalisé 12,823 milliards de dollars, en baisse de 653 millions de dollars, ou 4,8 %, comparativement à 13,476 milliards de dollars pour l'exercice 2020. Cette diminution cadre avec la baisse des produits décrite ci-dessus et avec l'extrême volatilité du marché des produits laitiers qui, ensemble, ont contribué à la baisse du coût des matières premières et des matières consommables utilisées. Les charges au titre des salaires et des avantages du personnel ont augmenté en raison des hausses salariales et de l'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité et de l'acquisition de Dairy Crest pour l'exercice complet, par rapport à un apport partiel pour l'exercice 2020.

Bénéfice net

Le bénéfice net a totalisé 626 millions de dollars, en hausse de 43 millions de dollars, ou 7,3 %, comparativement à 583 millions de dollars pour l'exercice 2020. Cette augmentation s'explique principalement par les facteurs qui ont concouru à la hausse de 3 millions de dollars du BAIIA ajusté¹, comme il est décrit plus loin, la diminution de 40 millions de dollars après impôt des coûts d'acquisition et de restructuration et la réévaluation non récurrente des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise au cours de l'exercice 2020, de 33 millions de dollars après impôt, en partie contrebalancés par les amortissements plus élevés, une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 19 millions de dollars après impôt et la charge d'impôt sur le résultat plus élevée.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

BAIIA ajusté¹

Le BAIIA ajusté¹ a totalisé 1,471 milliard de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou 0,2 %, comparativement à 1,468 milliard de dollars pour l'exercice 2020.

La relation défavorable entre les prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté. Dans le marché des produits laitiers extrêmement volatil, les facteurs du marché aux États-Unis² ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté d'environ 57 millions de dollars.

L'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité et de l'acquisition de Dairy Crest pour l'exercice complet, par rapport à un apport partiel pour l'exercice 2020, a donné lieu à une augmentation du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté a bénéficié de la baisse des frais d'administration découlant du maintien de l'interdiction des voyages d'affaires non essentiels, de la diminution des activités promotionnelles et d'autres initiatives dans le contexte de la pandémie de COVID-19, qui ont atténué les incidences négatives sur le BAIIA ajusté de la hausse des coûts d'exploitation, y compris les coûts liés aux stocks additionnels d'équipement de protection individuelle pour les employés et à une main-d'œuvre non productive.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté vers la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2020. Au cours de l'exercice 2021, la baisse générale des volumes de ventes a eu une incidence négative sur l'efficacité et l'absorption des frais fixes, particulièrement dans le Secteur USA.

Les fluctuations des devises par rapport au dollar canadien ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA ajusté d'environ 2 millions de dollars.

Amortissements

Les amortissements se sont élevés à 515 millions de dollars, en hausse de 48 millions de dollars, comparativement à 467 millions de dollars pour l'exercice 2020. Cette hausse était essentiellement attribuable aux amortissements additionnels liés aux récentes acquisitions et aux entrées d'immobilisations corporelles, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 19 millions de dollars a été engagée relativement à notre décision de retirer le nom d'une de nos marques de fromage de notre portefeuille de marques australiennes, dans le cadre de notre engagement à faire notre part dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.

Coûts d'acquisition et de restructuration

Les coûts d'acquisition et de restructuration correspondent à un profit net de 3,2 millions de dollars, qui comprend un profit à la cession d'actifs de 6 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) relativement à la vente d'une installation dans le Secteur Canada et des coûts additionnels découlant d'une acquisition précédente, comparativement à 46 millions de dollars pour l'exercice 2020, engagés principalement dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité.

Charges financières

Les charges financières se sont élevées à 96 millions de dollars, en baisse de 19 millions de dollars, ou 16,5 %, comparativement à 115 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette baisse comprend une diminution de 29 millions de dollars des charges d'intérêts principalement attribuable à une baisse du niveau de la dette et des taux d'intérêt, et une diminution de 11 millions de dollars du profit lié à l'hyperinflation.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

² Se reporter à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a totalisé 218 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 25,8 %, comparativement à 27,1 % pour l'exercice 2020. La charge d'impôt sur le résultat de l'exercice 2021 reflète le traitement fiscal d'une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles et une économie d'impôt se rapportant à un ajustement fiscal lié à l'inflation en Argentine. L'impôt sur le résultat pour l'exercice 2020 comprenait une charge d'impôt sur le résultat de 17 millions de dollars en raison de l'augmentation du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni. Le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2020 reflétait également les économies d'impôt découlant d'un ajustement fiscal lié à l'inflation en vertu de la loi fiscale en Argentine et de la diminution de l'impôt provincial au Canada. Compte non tenu de l'incidence des facteurs susmentionnés, le taux d'imposition effectif pour les exercices 2021 et 2020 aurait été de 26,3 % et de 26,2 %, respectivement.

Le taux d'imposition effectif varie et peut augmenter ou diminuer selon la répartition géographique des bénéfices trimestriels et cumulés depuis le début de l'exercice entre les divers territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et la révision des hypothèses et des estimations que nous utilisons pour établir les actifs ou les passifs fiscaux.

Bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net ajusté a totalisé 715 millions de dollars, en baisse de 9 millions de dollars, ou 1,2 %, comparativement à 724 millions de dollars pour l'exercice 2020. Cette diminution est attribuable au bénéfice net plus élevé de 43 millions de dollars excluant la diminution de 40 millions de dollars après impôt des coûts d'acquisition et de restructuration, la réévaluation non récurrente des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise au cours de l'exercice 2020, de 33 millions de dollars après impôt, une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 19 millions de dollars après impôt et la charge d'impôt sur le résultat plus élevée.

¹ Total des mesures sectorielles, mesure financière non conforme aux PCGR ou ratio non conforme aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour plus d'information, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers principaux, selon le cas.

GLOSSAIRE

La **dette nette** se compose de la dette à long terme, des obligations locatives et des emprunts bancaires, y compris les tranches courantes de ces éléments, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés pour plus d'information.

L'**écart** correspond à la différence entre le prix moyen du bloc et le coût moyen de la quantité correspondante de lait de catégorie III sur le marché américain, selon les prix du lait publiés par le Department of Agriculture des États-Unis.

Les **facteurs du marché aux États-Unis** comprennent, pour le Secteur USA, le prix moyen du bloc et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les aliments laitiers.

Le **fonds de roulement** s'entend des actifs courants moins les passifs courants.

La **marge de bénéfice net** s'entend du bénéfice net exprimé en pourcentage des produits.

Les **passifs financiers non courants** se composent de la tranche non courante de la dette à long terme, des obligations locatives et des passifs financiers dérivés.

Le **prix du beurre** correspond au prix au comptant d'une livre de beurre de catégorie AA transigé sur la CME, publié dans le Daily Dairy Report et utilisé comme prix de base des aliments laitiers.

Le **prix du bloc** correspond au prix au comptant d'une livre pour un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), publié dans le Daily Dairy Report et utilisé comme prix de base du fromage.

Le **prix moyen de la poudre de lactosérum** correspond au prix moyen quotidien d'une livre de lactosérum sec de première qualité publié dans le Daily Dairy Report et utilisé comme prix de base du lactosérum.

Le **ratio de la dette nette sur les capitaux propres** correspond à la dette nette divisée par le total des capitaux propres. Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés pour plus d'information.

Le **ratio du fonds de roulement** correspond aux actifs courants divisés par les passifs courants.

La **valeur comptable par action** correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes et des pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et aux estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle concordait avec les états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des actifs et à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquiesce de cette tâche principalement par l'entremise de son comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit se réunit périodiquement avec la direction et l'auditeur indépendant afin de discuter des contrôles internes, de sujets portant sur l'audit et de la présentation de l'information financière. Il revoit également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité d'audit recommande l'auditeur indépendant, qui est ensuite nommé par les actionnaires. L'auditeur indépendant a librement accès au comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., dont le rapport est présenté ci-après.

(signé) Lino A. Saputo
Lino A. Saputo
Président du conseil,
président et chef de la direction

(signé) Maxime Therrien
Maxime Therrien, CPA
Chef de la direction financière
et secrétaire

Le 9 juin 2022

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Saputo inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Saputo inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2022;
- l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date;
- le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 mars 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2022. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport des auditeurs.

Évaluation de la valeur comptable du goodwill pour les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 3 et 8 des états financiers. Le solde du goodwill s'établit à 3 188 millions de dollars, dont des tranches de 267 millions de dollars et de 605 millions de dollars ont trait respectivement à la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Royaume-Uni). L'entité effectue un test de dépréciation du goodwill annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Lorsque le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation, les valeurs comptables des UGT ou des groupes d'UGT incluant le goodwill sont comparées à leurs valeurs recouvrables respectives et toute perte de valeur, le cas échéant, est comptabilisée pour l'excédent. Les valeurs recouvrables des UGT ou des groupes d'UGT sont estimées d'après la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de sortie selon un modèle d'évaluation basé sur un multiple des bénéfices et leur valeur d'utilité déterminée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés. Pour déterminer la valeur recouvrable, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses importantes à l'égard de ce qui suit :

- les prévisions de flux de trésorerie basées sur les bénéfices avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements (« BAIIA »), les taux de croissance finaux et les taux d'actualisation utilisés dans le modèle des flux de trésorerie actualisés;
- les multiples du BAIIA utilisés dans la méthode d'évaluation fondée sur le multiple des bénéfices.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation de la valeur comptable du goodwill pour les UGT de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de la sensibilité de la détermination, par l'entité, des valeurs recouvrables des UGT aux changements apportés aux hypothèses importantes. De plus, des jugements importants de la part de l'auditeur et des compétences et connaissances spécialisées ont été nécessaires à l'évaluation des résultats de nos procédures d'audit.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons évalué la capacité de l'entité à prévoir le BAIIA avec précision en comparant les résultats réels aux prévisions du BAIIA historiques;

Nous avons demandé à des professionnels en évaluation possédant des compétences et des connaissances spécialisées de participer à la mission. Ces professionnels nous ont aidés à évaluer le caractère approprié :

- des taux de croissance finaux, en établissant une fourchette de taux de croissance finaux indépendants à l'aide des données de marché publiées et des taux d'inflation prévus à long terme, et en comparant ceux-ci aux hypothèses de taux de croissance finaux de l'entité;
- des taux d'actualisation en comparant les données d'entrée pour les taux d'actualisation aux données publiées pour des entités comparables;
- des multiples du BAIIA, en établissant une fourchette indépendante de multiples à l'aide des informations de marché disponibles provenant de sources tierces et observées dans le cadre de transactions comparables récentes et en les comparant aux multiples du BAIIA choisis par la direction.

Autre point – Données comparatives

Les états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 3 juin 2021.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- des informations contenues dans un document susceptible de s'intituler « Rapport annuel », autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion et le rapport annuel déposés auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit;
- parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport des auditeurs, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport des auditeurs parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs indépendants est délivré est Toni Dilli.

(signé) *KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.**

Montréal, Québec

Le 9 juin 2022

*CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A123145

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Saputo inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Saputo inc. (la « Société »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2021, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Une question clé de l'audit est une question qui, selon notre jugement professionnel, a été des plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Cette question a été traitée dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur cette question.

Goodwill – Division Produits laitiers (Australie) et Division Produits laitiers (Royaume-Uni) – se reporter aux notes 3 et 8 des états financiers consolidés

Description de la question clé de l'audit

L'évaluation de la dépréciation du goodwill par la Société fait intervenir la comparaison de la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) ou groupe d'UGT, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable. Les valeurs recouvrables des UGT de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) sont estimées d'après la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité déterminée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés et la juste valeur diminuée des coûts de sortie déterminée au moyen d'une méthode fondée sur un multiple du résultat. Pour ce faire, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses importantes à l'égard des produits projetés et des marges de bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements (BAIIA) connexes, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation utilisés dans le modèle des flux de trésorerie actualisés et des multiples du BAIIA utilisés dans la méthode fondée sur un multiple du résultat. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des valeurs recouvrables. Comme les valeurs recouvrables de ces UGT étaient supérieures à leurs valeurs comptables à la date d'évaluation, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

Bien que plusieurs estimations et hypothèses soient nécessaires pour estimer les valeurs recouvrables des UGT de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), les estimations et hypothèses auxquelles est associé le degré de subjectivité le plus élevé se rapportent aux produits projetés et aux marges de BAIIA connexes, aux taux de croissance finaux, aux taux d'actualisation et aux multiples du BAIIA. La mise en œuvre des procédures d'audit en vue d'évaluer le caractère raisonnable de ces estimations et hypothèses a exigé un degré important de jugement et un effort d'audit accru, et il a été nécessaire de faire appel à des spécialistes en évaluation.

Traitement de la question clé de l'audit pendant l'audit

Nos procédures d'audit relatives aux produits projetés et aux marges de BAIIA connexes, aux taux de croissance finaux, aux taux d'actualisation et aux multiples du BAIIA utilisés par la direction pour estimer la valeur recouvrable des UGT de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué la capacité de la direction à établir, avec exactitude, des prévisions des produits et des marges de BAIIA en comparant les résultats réels aux prévisions historiques de la direction;
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions de la direction à l'égard des produits et des marges de BAIIA en comparant les prévisions aux éléments suivants :
 - les produits et les marges de BAIIA historiques;
 - les communications internes avec la haute direction et le conseil d'administration à l'égard des stratégies d'affaires et des plans de croissance;
 - les taux de croissance des produits prévus dans les rapports d'analystes et les rapports sectoriels disponibles au public.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère raisonnable :
 - des taux de croissance finaux, en établissant une fourchette d'estimations indépendantes à l'aide des données du secteur disponibles et des taux d'inflation prévus à long terme, et en comparant ces estimations aux taux de croissance finaux choisis par la direction;
 - des taux d'actualisation, en testant les informations sources qui sous-tendent la détermination des taux d'actualisation, de même qu'en établissant une fourchette d'estimations indépendantes et en les comparant aux taux d'actualisation choisis par la direction;
 - des multiples du BAIIA, en établissant une fourchette d'estimations indépendantes à l'aide des informations de marché disponibles provenant de sources tierces et des transactions récentes, le cas échéant, et en comparant ces estimations aux multiples du BAIIA choisis par la direction.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations, et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion et le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gianmarco Lombardi.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 3 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A125494

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars CAD, sauf les montants par action)

Exercices clos les 31 mars	2022	2021
Produits (note 24)	15 035 \$	14 294 \$
Coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration (note 5)	13 880	12 823
Bénéfice avant impôt sur le résultat, charges financières, coûts d'acquisition et de restructuration, profit à la cession d'actifs, perte de valeur des immobilisations incorporelles et amortissements	1 155	1 471
Amortissements	560	515
Perte de valeur des immobilisations incorporelles (note 8)	58	19
Profit à la cession d'actifs	(9)	—
Coûts d'acquisition et de restructuration (note 23)	71	(3)
Charges financières (note 14)	70	96
Bénéfice avant impôt sur le résultat	405	844
Impôt sur le résultat (note 15)	131	218
Bénéfice net	274 \$	626 \$
Bénéfice net par action (note 16)		
De base	0,66 \$	1,53 \$
Dilué	0,66 \$	1,52 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars CAD)

Exercices clos les 31 mars	2022	2021
Bénéfice net	274 \$	626 \$
Autres éléments du résultat global :		
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>		
Écarts de change découlant de la conversion des devises	(142)	(450)
Incidence de l'inflation découlant des ajustements liés à l'hyperinflation	(2)	(8)
Profits latents sur couvertures de flux de trésorerie (note 17)	19	62
Reclassement des pertes (profits) sur couvertures de flux de trésorerie en résultat net	11	(7)
Impôt sur le résultat lié aux éléments pouvant être reclassés en résultat net	(9)	(15)
	(123)	(418)
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>		
Gain actuariel (perte actuarielle) (note 19)	72	(215)
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	(11)	41
	61	(174)
Autres éléments du résultat global	(62)	(592)
Total du résultat global	212 \$	34 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)

	Capital social		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves		
Solde à l'ouverture de l'exercice	412 333 571	1 807 \$	210 \$	— \$	165 \$	375 \$	4 262 \$	6 444 \$
Bénéfice net	—	—	—	—	—	—	274	274
Autres éléments du résultat global	—	—	(144)	21	—	(123)	61	(62)
Total du résultat global								212
Dividendes (note 13)	—	—	—	—	—	—	(296)	(296)
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 13)	2 783 718	87	—	—	—	—	—	87
Options d'achat d'actions	—	—	—	—	15	15	—	15
Exercice d'options d'achat d'actions (note 13)	1 620 752	51	—	—	(8)	(8)	—	43
Solde à la clôture de l'exercice	416 738 041	1 945 \$	66 \$	21 \$	172 \$	259 \$	4 301 \$	6 505 \$

	Capital social		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves		
Solde à l'ouverture de l'exercice	408 638 373	1 686 \$	668 \$	(40) \$	150 \$	778 \$	4 095 \$	6 559 \$
Bénéfice net	—	—	—	—	—	—	626	626
Autres éléments du résultat global	—	—	(458)	40	—	(418)	(174)	(592)
Total du résultat global								34
Dividendes (note 13)	—	—	—	—	—	—	(285)	(285)
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 13)	2 348 157	80	—	—	—	—	—	80
Options d'achat d'actions	—	—	—	—	22	22	—	22
Exercice d'options d'achat d'actions (note 13)	1 347 041	41	—	—	(7)	(7)	—	34
Solde à la clôture de l'exercice	412 333 571	1 807 \$	210 \$	— \$	165 \$	375 \$	4 262 \$	6 444 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars CAD)

Aux	31 mars 2022	31 mars 2021
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	165 \$	309 \$
Débiteurs	1 500	1 217
Stocks (note 4)	2 503	2 294
Impôt sur le résultat à recevoir (note 15)	52	35
Frais payés d'avance et autres actifs	75	93
	4 295	3 948
Immobilisations corporelles (note 6)	3 962	3 777
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	475	482
Goodwill (note 8)	3 188	3 066
Immobilisations incorporelles (note 8)	1 371	1 517
Autres actifs (note 9)	362	319
Actifs d'impôt différé (note 15)	30	14
Total de l'actif	13 683 \$	13 123 \$
PASSIF		
Passifs courants		
Emprunts bancaires (note 10)	419 \$	76 \$
Créditeurs et charges à payer	1 952	1 641
Impôt sur le résultat à payer (note 15)	44	54
Tranche courante de la dette à long terme (note 11)	300	300
Tranche courante des obligations locatives (note 7)	65	75
	2 780	2 146
Dette à long terme (note 11)	3 075	3 278
Obligations locatives (note 7)	386	386
Autres passifs (note 12)	101	116
Passifs d'impôt différé (note 15)	836	753
Total du passif	7 178 \$	6 679 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 13)	1 945	1 807
Réserves	259	375
Bénéfices non distribués	4 301	4 262
Total des capitaux propres	6 505 \$	6 444 \$
Total du passif et des capitaux propres	13 683 \$	13 123 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

(signé) Lino A. Saputo
Lino A. Saputo
Président du conseil,
président et chef de la direction

(signé) Tony Meti
Tony Meti
Administrateur

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars CAD)

Exercices clos les 31 mars	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	274 \$	626 \$
Ajustements pour :		
Rémunération à base d'actions	37	36
Charges financières (note 14)	70	96
Charge d'impôt sur le résultat	131	218
Amortissements	560	515
Perte de valeur des immobilisations incorporelles (note 8)	58	19
Charges de restructuration relatives aux initiatives d'optimisation (note 23)	68	—
(Profit) à la cession d'immobilisations corporelles	(12)	(7)
(Profit) perte de change sur la dette	(21)	45
Quote-part des bénéfices des coentreprises, déduction faite des dividendes reçus et autres	3	(2)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(252)	(233)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	916	1 313
Intérêts et charges financières payés	(117)	(112)
Impôt sur le résultat payé	(106)	(123)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	693 \$	1 078 \$
Investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(371)	—
Entrées d'immobilisations corporelles	(453)	(380)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(45)	(54)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	70	47
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(799) \$	(387) \$
Financement		
Emprunts bancaires	356	(444)
Produit de l'émission de la dette à long terme	306	1 084
Remboursement de la dette à long terme	(487)	(1 093)
Remboursement d'obligations locatives	(80)	(80)
Produit net de l'émission de capital social	42	33
Païement de dividendes	(209)	(205)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(72) \$	(705) \$
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(178)	(14)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	309	319
Incidence de l'inflation	39	16
Incidence des variations de taux de change	(5)	(12)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	165 \$	309 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES

Exercices clos les 31 mars 2022 et 2021

(Les montants présentés dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf pour le nombre d'options, de parts et d'actions. Tous les montants sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la Société) est une société ouverte constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de l'Argentine et du Royaume-Uni. En complément de son portefeuille laitier, la Société produit, met en marché et distribue une gamme de substituts aux fromages et breuvages laitiers. L'adresse du siège social de la Société est le 6869, boulevard Métropolitain Est, Montréal, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (états financiers) comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 9 juin 2022, la publication des états financiers.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (normes IFRS).

BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers de la Société ont été préparés sur le principe du coût historique, à l'exception des actifs et des passifs des régimes à prestations définies et de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, tel qu'il est décrit à la note 3, Principales méthodes comptables.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au million le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que des entités sous son contrôle. Le contrôle existe lorsqu'une entité est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec des entités émettrices et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Toutes les transactions et tous les soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus dans les états consolidés du résultat net depuis leurs dates respectives d'acquisition.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de liquidités et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur, et sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	15 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans en fonction du kilométrage parcouru

Lorsque des composants des bâtiments ou du mobilier, machinerie et équipement sont individuellement significatifs, ils sont comptabilisés séparément dans les catégories décrites plus haut.

Les actifs détenus en vue de la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de la vente, et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties. Des coûts d'emprunt sont incorporés au coût des immobilisations corporelles qualifiées qui nécessitent une longue période de préparation avant leur mise en service, le cas échéant. Ces coûts d'emprunt, s'ils sont engagés, sont ajoutés au coût de ces immobilisations corporelles jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être utilisées.

Les tests de dépréciation des immobilisations corporelles sont mis en place au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les réductions de valeur, le cas échéant, sont incluses aux postes « Amortissements » ou « Coûts de restructuration » dans les états consolidés du résultat net.

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

Les contrats de location sont comptabilisés comme un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante est comptabilisée à la date de début. Chaque paiement de loyer est ventilé entre une réduction de l'obligation et les charges financières. Les charges financières sont comptabilisées au poste « Charges financières » dans les états consolidés du résultat net pendant la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde de l'obligation pour chaque période. L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à verser, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. La période au cours de laquelle les paiements de loyers sont actualisés correspond à la durée non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, y compris les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. La durée doit aussi tenir compte des options de résiliation que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Des options de renouvellement sont incluses dans un certain nombre de contrats de location de la Société. Les paiements de loyers comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des sommes devant être payées au titre des garanties de valeur résiduelle. Les paiements de loyers comprennent aussi le prix d'exercice de l'option d'achat s'il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée et les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui est calculé comme étant le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative majoré de tout paiement de loyer effectué à la date de début du contrat de location ou avant cette date, des coûts directs initiaux et des coûts de remise en état connexes. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti de manière linéaire sur la période la plus courte de la durée d'utilité de l'actif et de la durée du contrat de location. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou s'il est raisonnablement certain au début du contrat de location que la Société exercera son option d'achat, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe est amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location.

Les coûts liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les actifs sont de faible valeur sont inclus dans les états consolidés du résultat net.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée lors d'une acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et est comptabilisé à cette valeur. Il est subséquemment comptabilisé au coût diminué de toute perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce, les relations avec les clients et les logiciels qui ne font pas partie intégrante du matériel informatique connexe. Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date de transaction. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont subséquemment comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et de toute perte de valeur, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, y compris le goodwill, ne sont pas amorties. Elles sont plutôt soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une dépréciation.

Lorsque le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation, les valeurs comptables des UGT ou des groupes d'UGT incluant le goodwill sont comparées à leurs valeurs recouvrables respectives (la plus élevée de la juste valeur moins les coûts de sortie et de la valeur d'utilité) et toute perte de valeur, le cas échéant, est comptabilisée pour l'excédent.

Les marques de commerce sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée, sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité, qui varient entre 15 et 25 ans, et sont évaluées pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. L'évaluation de la durée d'utilité estimative des marques de commerce est révisée une fois par année. Les relations avec les clients et les logiciels sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amortis selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 3 et 15 ans et sont évalués pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière.

Se référer à la section « Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie » de la note 8 pour une discussion des niveaux d'UGT auxquels le goodwill et les immobilisations incorporelles sont testés.

DÉPRÉCIATION DES AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont analysés selon des « indicateurs de dépréciation » à chaque période de présentation de l'information financière. Si un tel indicateur est constaté, un test de dépréciation est exécuté pour l'actif ou le groupe d'actifs (établi comme étant une UGT) pour lequel les flux de trésorerie sont largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs. Une perte de valeur est comptabilisée en résultat net aux postes « Amortissements » ou « Coûts de restructuration » des états du résultat net quand la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de sortie et la valeur d'utilité.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'achat aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs repris, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant affecté au goodwill.

Les coûts d'émission de titres d'emprunt relatifs au financement d'acquisitions d'entreprises sont inclus dans la valeur comptable de la dette et sont amortis sur la durée de celle-ci selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts d'acquisition sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et des avantages complémentaires de retraite est établi annuellement au 31 mars d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode des unités de crédit projetées et aux meilleures estimations de la direction à l'égard des taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés formulées lors de l'évaluation des obligations au titre des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, la durée du régime, l'inflation et la mortalité, entre autres. Les gains ou pertes actuariels, l'incidence d'un rajustement, le cas échéant, du montant maximal constaté comme actif et l'incidence des exigences de financement minimal sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement constatés dans les bénéfices non distribués sans reclassement subséquent aux états consolidés du résultat net. Le coût des services rendus au cours de la période et le coût des services passés sont inclus dans les états consolidés du résultat net. Le coût des services passés est comptabilisé à la date de modification ou de réduction du régime, selon la première occurrence. Les intérêts sur les obligations contrebalancés par les produits d'intérêts sur l'actif des régimes sont inclus dans les charges financières dans les états consolidés du résultat net. La charge nette au titre des régimes à cotisations définies est généralement équivalente aux cotisations versées par l'employeur.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

La Société comptabilise les produits lorsque le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement au moment de la livraison des produits. Les produits sont évalués au montant de la contrepartie que la Société s'attend à recevoir. Les ventes sont présentées déduction faite d'une provision pour contrepartie variable, soit une estimation des escomptes et des incitatifs à la vente offerts aux clients, de manière à ce qu'il soit hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

La valeur des incitatifs à la vente offerts aux clients est estimée en fonction des tendances historiques et est comptabilisée au moment de la vente à titre de réduction des produits. Les incitatifs à la vente comprennent des remises, des promotions, des ristournes publicitaires et d'autres incitatifs fondés sur le volume. Pour les périodes ultérieures, la Société fait le suivi du respect par les clients de leurs obligations prévues dans le cadre des programmes incitatifs liés aux ventes et apporte des ajustements aux produits et aux incitatifs à la vente comptabilisés au besoin.

CONVERSION DES DEVISES

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Conséquemment, les postes des états de la situation financière des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur aux dates des états de la situation financière, alors que les postes des états du résultat net sont convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. L'écart de change sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, présenté dans les états consolidés du résultat global et dans les états consolidés des variations des capitaux propres comme réserve, représente le cumul des profits (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements étrangers. La variation des profits (pertes) latents à la conversion des états financiers des établissements étrangers pour les périodes présentées résulte de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien, au peso argentin et à la livre sterling.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change aux dates des états de la situation financière pour les actifs et les passifs monétaires et les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de produits et charges. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les profits ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans les coûts d'exploitation.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions réglées en instruments de capitaux propres pour certains employés de la Société. Les droits sur ces options sont acquis sur une période de cinq ans et celles-ci expirent dix ans après la date de leur octroi. La juste valeur de chacune des tranches d'un octroi est déterminée séparément et est constatée sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Lors de l'exercice des options, toute contrepartie payée par les employés et la charge de rémunération connexe comptabilisée à la réserve sont créditées au capital social.

La Société attribue des unités d'actions différées (UAD) à certains administrateurs admissibles de la Société qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Les UAD sont octroyées trimestriellement, leurs droits étant acquis au moment de l'octroi, et confèrent le droit aux administrateurs de recevoir un paiement en trésorerie pour la valeur des UAD qu'ils détiennent suivant la cessation de leurs fonctions comme administrateurs de la Société. La Société comptabilise une charge aux états consolidés du résultat net et un passif aux états consolidés de la situation financière pour chaque octroi. Le passif est subséquemment réévalué à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation de la valeur est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La Société offre des unités d'actions liées à la performance (UAP) et des unités d'actions restreintes (UAR) aux cadres dirigeants, qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Les régimes d'UAP et d'UAR sont non dilutifs et sont réglés en trésorerie. Les unités attribuées sont considérées comme des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie. Un passif est comptabilisé au titre des services reçus et ce passif est évalué initialement, à la date d'attribution, à sa juste valeur. Le passif est subséquemment réévalué à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation de la valeur est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. La charge de rémunération est comptabilisée sur un cycle de performance de trois ans dans le cas des UAP et sur une période de restriction de trois ans dans le cas des UAR.

COENTREPRISES

Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint et pour lesquelles elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entreprise. Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme des impôts exigibles et différés et est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net à l'exception des éléments qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global ou directement aux capitaux propres.

L'impôt exigible est déterminé en fonction des bénéfices imposables de l'exercice et inclut tout ajustement relatif à l'impôt exigible d'exercices antérieurs.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés selon les différences temporaires existant entre la valeur comptable, dans les états consolidés de la situation financière, et la valeur fiscale de l'actif et du passif, et sont évalués en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés et qui devraient s'appliquer au moment où les actifs seront réalisés ou que les passifs seront réglés. Un actif d'impôt différé n'est constaté que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la différence temporaire déductible.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Subséquemment, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qu'ils fassent partie ou non d'une relation de couverture, continuent à être évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière à chaque date de clôture, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les débiteurs sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, les autres passifs et les dettes à long terme sont classés au coût amorti et sont évalués au coût amorti, à l'exception du passif en lien avec les UAD, les UAP et les UAI, qui est évalué à la juste valeur des actions ordinaires aux dates des états de la situation financière.

La Société applique l'approche simplifiée pour comptabiliser les pertes de crédit attendues pour la durée de vie en vertu de l'IFRS 9. La Société utilise certains instruments dérivés pour couvrir les risques liés aux variations des paiements d'intérêts et pour couvrir les risques liés au taux de change, notamment des contrats de change à terme, des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle les contrats dérivés et les swaps de devises prennent effet et sont subséquemment réévalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte en résultant est immédiatement constaté en résultat net, sauf si le dérivé est désigné comme étant un instrument de couverture.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société désigne certains instruments financiers comme des couvertures de flux de trésorerie. Au début de la relation de couverture, la Société désigne et constitue une documentation en bonne et due forme décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, les objectifs de gestion du risque et sa stratégie pour effectuer des transactions de couverture.

Dans le cas des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur liée à la partie efficace de la couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant cumulé est présenté dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. Toute partie inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat net. Les profits ou les pertes sur couvertures de flux de trésorerie inclus dans les autres composantes des capitaux propres sont reclassés en résultat net au moment où l'instrument de couverture arrive à échéance ou est réglé, afin de contrebalancer les pertes ou les profits comptabilisés au titre des éléments couverts sous-jacents.

La Société évalue dans les règles, au début de la relation de couverture et trimestriellement par la suite, l'efficacité avec laquelle les instruments de couverture compensent les variations des risques liés aux flux de trésorerie associés à l'élément couvert. Lorsqu'une relation de couverture n'est plus efficace, la Société cesse d'utiliser la comptabilité de couverture, et toute variation subséquente de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en résultat net.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les actifs et les passifs, pour lesquels la juste valeur est évaluée ou présentée dans les états financiers, sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, aux fins de présentation. La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Chacun des niveaux reflète les données d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs :

- Niveau 1 – Données d'entrée correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société requiert que la direction pose certains jugements et qu'elle établisse des estimations portant sur des transactions et des valeurs comptables qui se concrétiseront dans l'avenir. Ces jugements et estimations peuvent varier en raison des changements touchant des facteurs internes et/ou externes et font l'objet d'une surveillance continue par la direction. Les jugements et les estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers sont analysés ci-après.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS

Conjoncture économique et incertitudes

La Société continue de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie qui perdure sur les estimations et les jugements significatifs utilisés dans la préparation des états financiers consolidés.

La Société surveille aussi continuellement le risque géopolitique découlant de l'évolution du conflit militaire en Ukraine. Cette crise n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreux territoires. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination des impôts finaux est incertaine. Un passif est comptabilisé si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales prévues. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les résultats pour la période de présentation financière, ainsi que sur les charges d'impôt exigible et l'impôt différé respectifs pour la période de présentation financière au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer aux bénéfices imposables des années au cours desquelles les différences temporaires seront recouvrées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quant à la période finale de recouvrement ou de règlement des différences temporaires. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur les meilleures estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Les actifs d'impôt différé sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable de réaliser l'avantage fiscal connexe. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations d'impôt différé pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les différences temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Goodwill, immobilisations incorporelles et regroupements d'entreprises

Le goodwill, les marques de commerce et les relations avec les clients ont principalement été constatés par suite des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises, laquelle nécessite des jugements et des estimations importants. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont attribuées aux actifs nets acquis, incluant les marques de commerce et les relations avec les clients. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite attribué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et aux relations avec les clients pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée.

Dépréciation d'actifs

Certains jugements et certaines estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des autres actifs à long terme, y compris les actifs au titre de droits d'utilisation. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de sortie) ou une valeur d'utilité. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement, selon les soldes au 31 décembre, et chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations définies et à cotisations définies qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés.

Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la charge liée aux régimes de retraite à prestations définies de même que l'obligation s'y rattachant, dont le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur comptable de l'obligation et les produits d'intérêts sur l'actif des régimes, la durée de l'obligation, le taux d'inflation, le taux de croissance prévu lié aux soins de santé, le taux de mortalité prévu, les augmentations salariales prévues, etc. Des modifications apportées aux principales hypothèses peuvent avoir une incidence significative sur le calcul de l'obligation. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces profits ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Les normes, les modifications aux normes existantes et les interprétations qui suivent ont été adoptées par la Société à compter du 1^{er} avril 2021.

IAS 38, Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique

En avril 2021, l'IFRIC a publié une décision clarifiant comment comptabiliser certaines dépenses de configuration et de personnalisation liées à l'infonuagique.

La publication de cette décision a mené à un changement à notre norme comptable visant les coûts liés à la configuration ou à la personnalisation de logiciels d'application qui ne sont pas contrôlés par la Société aux termes d'accords de logiciels-service. Ainsi, des coûts précédemment inscrits à l'actif de 8 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) ont été passés en charges et pris en compte dans la perte de valeur des immobilisations incorporelles (se reporter à la note 8).

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE

Les normes, modifications aux normes et interprétations ci-dessous ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et s'appliquent à la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. L'application anticipée est permise.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises : Référence au Cadre conceptuel

En mai 2020, des modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, ont été publiées, qui ajoutent une disposition selon laquelle l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, doit être appliquée par l'acquéreur pour déterminer les passifs repris lors d'un regroupement d'entreprises. Elle indique aussi explicitement que l'acquéreur ne doit pas comptabiliser les actifs éventuels acquis lors d'un regroupement d'entreprises.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2022. La Société appliquera cette modification aux regroupements d'entreprises futurs.

IAS 16, Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue

En mai 2020, l'IASB a publié *Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue* (modifications de l'IAS 16). Cette modification interdit à une entité de porter en diminution du coût d'une immobilisation corporelle le produit de la vente d'éléments produits pendant que l'on prépare l'actif en vue de son utilisation prévue. Le produit de la vente et les coûts connexes devraient plutôt être comptabilisés en résultat net.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2022 et son adoption n'aura aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 37, Contrats déficitaires : Coût d'exécution du contrat

En mai 2020, l'IASB a publié *Contrats déficitaires : Coûts d'exécution du contrat* (modifications de l'IAS 37) qui vient modifier la norme en ce qui concerne les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2022 et son adoption n'aura aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 1, Informations à fournir sur les méthodes comptables

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 afin d'exiger des entités qu'elles fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2023. L'adoption de cette modification ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 8, Définition des estimations comptables

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 8 afin de remplacer la définition d'un changement d'estimation comptable. En vertu de la nouvelle définition, les estimations comptables sont des « montants monétaires dans les états financiers qui font l'objet d'une incertitude d'évaluation ».

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2023. L'adoption de cette modification ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 12, Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique

En mai 2021, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12 qui exigent que les entités comptabilisent l'impôt différé sur des transactions qui, lors de leur comptabilisation initiale, donnent lieu à des montants égaux de différences temporaires imposables et déductibles.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2023. L'adoption de cette modification ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

NOTE 4 STOCKS

	31 mars 2022	31 mars 2021
Produits finis	1 444 \$	1 268 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	1 059	1 026
Total	2 503 \$	2 294 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de charge dans les coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 mars 2022 est de 11,7 milliards de dollars (11,2 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021).

NOTE 5 COÛTS D'EXPLOITATION EXCLUANT LES AMORTISSEMENTS ET LES COÛTS DE RESTRUCTURATION

	2022	Pour les exercices clos les 31 mars 2021
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	(168) \$	(74) \$
Matières premières et consommables utilisées	10 522	9 649
Perte (profit) de change	11	(36)
Charge au titre des avantages du personnel	1 877	1 842
Autres frais de vente	803	656
Autres frais généraux et d'administration	835	786
	13 880 \$	12 823 \$

NOTE 6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022				
	Terrains	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Total
Coût					
Au 31 mars 2021	207 \$	1 428 \$	4 254 \$	13 \$	5 902 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	2	43	91	—	136
Entrées	2	103	348	—	453
Cessions	(3)	(11)	(73)	(2)	(89)
Transferts	—	27	(16)	—	11
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	(5)	(6)	3	1	(7)
Au 31 mars 2022	203 \$	1 584 \$	4 607 \$	12 \$	6 406 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2021	— \$	418 \$	1 697 \$	10 \$	2 125 \$
Amortissement	—	68	267	1	336
Cessions	—	(8)	(72)	(1)	(81)
Transferts	—	—	2	—	2
Dépréciation relative à la restructuration (note 23)	—	24	30	—	54
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	—	(1)	9	—	8
Au 31 mars 2022	— \$	501 \$	1 933 \$	10 \$	2 444 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	203 \$	1 083 \$	2 674 \$	2 \$	3 962 \$

La valeur comptable nette des immobilisations corporelles en cours de construction totalise 294 millions de dollars au 31 mars 2022 (309 millions de dollars au 31 mars 2021) et celles-ci sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

NOTE 6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021				
	Terrains	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Total
Coût					
Au 31 mars 2020	204 \$	1 443 \$	4 192 \$	15 \$	5 854 \$
Entrées	1	66	313	—	380
Cessions	(6)	(30)	(68)	(3)	(107)
Transferts	—	—	(4)	(35)	(4)
Écart de conversion	8	(51)	(179)	1	(221)
Au 31 mars 2021	207 \$	1 428 \$	4 254 \$	13 \$	5 902 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2020	— \$	396 \$	1 598 \$	10 \$	2 004 \$
Amortissement	—	61	256	2	319
Cessions	—	(17)	(58)	(2)	(77)
Écart de conversion et ajustements liés à l'hyperinflation	—	(22)	(99)	—	(121)
Au 31 mars 2021	— \$	418 \$	1 697 \$	10 \$	2 125 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	207 \$	1 010 \$	2 557 \$	3 \$	3 777 \$

NOTE 7 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

Le tableau suivant présente les variations des actifs au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice 2022.

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022		
	Immobilier	Équipement	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2021	345 \$	137 \$	482 \$
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	23	58	81
Amortissement	(41)	(38)	(79)
Écart de conversion	(5)	(4)	(9)
Solde au 31 mars 2022	322 \$	153 \$	475 \$

Le tableau suivant présente les variations des actifs au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice 2021.

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021		
	Immobilier	Équipement	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	274 \$	144 \$	418 \$
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	116	20	136
Amortissement	(35)	(35)	(70)
Cessions	(14)	—	(14)
Écart de conversion	4	8	12
Solde au 31 mars 2021	345 \$	137 \$	482 \$

Le tableau suivant présente les variations des obligations locatives au cours des exercices 2022 et 2021.

	31 mars 2022	31 mars 2021
Solde au début de l'exercice	461 \$	415 \$
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	80	120
Charges d'intérêts	15	15
Paievements	(95)	(100)
Écart de conversion	(10)	11
	451	461
Tranche courante	(65)	(75)
Solde à la fin de l'exercice	386 \$	386 \$

L'analyse des échéances des obligations locatives de la Société suivante en cours au 31 mars 2022 est fondée sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés prévus jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

Moins de 1 an	79 \$
De 1 à 2 ans	64
De 2 à 3 ans	81
De 3 à 4 ans	42
De 4 à 5 ans	37
Plus de 5 ans	279
	582 \$

Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de faible valeur n'étaient pas importantes pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021.

NOTE 8 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022				
	Goodwill	Durée de vie déterminée			Total des immobilisations incorporelles
		Marques de commerce	Relations avec les clients	Logiciels ¹ et autres	
Coût					
Au 31 mars 2021	3 066 \$	1 126 \$	390 \$	416 \$	1 932 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	170	34	19	—	53
Entrées	—	—	—	45	45
Transferts	—	(7)	—	(10)	(17)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	(48)	(35)	(6)	1	(40)
Au 31 mars 2022	3 188 \$	1 118 \$	403 \$	452 \$	1 973 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2021	— \$	130 \$	190 \$	95 \$	415 \$
Amortissement	—	55	36	54	145
Charges de dépréciation	—	—	—	58	58
Transferts	—	(5)	—	(3)	(8)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	—	(6)	(3)	1	(8)
Au 31 mars 2022	— \$	174 \$	223 \$	205 \$	602 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	3 188 \$	944 \$	180 \$	247 \$	1 371 \$

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation de 58 millions de dollars (43 millions de dollars après impôt) au titre des logiciels à la suite de la décision de la Société de suspendre provisoirement la dernière étape du déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI), Harmoni, qui devait débiter au Canada. Les charges de dépréciation comprennent également un montant relatif aux coûts précédemment inscrits à l'actif liés au logiciel fonduagique après l'application de la décision de l'IFRIC (se reporter à la note 3).

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021				
	Goodwill	Durée de vie déterminée			Total des immobilisations incorporelles
		Marques de commerce	Relations avec les clients	Logiciels ¹ et autres	
Coût					
Au 31 mars 2020	3 219 \$	1 156 \$	412 \$	373 \$	1 941 \$
Entrées	—	—	—	54	54
Transferts	—	—	—	4	4
Charges de dépréciation	—	(19)	—	—	(19)
Écart de conversion et ajustements liés à l'hyperinflation	(153)	(11)	(22)	(15)	(48)
Au 31 mars 2021	3 066 \$	1 126 \$	390 \$	416 \$	1 932 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2020	— \$	75 \$	165 \$	61 \$	301 \$
Amortissement	—	54	35	37	126
Écart de conversion et ajustements liés à l'hyperinflation	—	1	(10)	(3)	(12)
Au 31 mars 2021	— \$	130 \$	190 \$	95 \$	415 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	3 066 \$	996 \$	200 \$	321 \$	1 517 \$

¹ Aucun logiciel n'a été produit à l'intérieur.

Pour l'exercice 2021, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 19 millions de dollars au titre des marques de commerce. Cette charge se rapporte à la décision prise par la Société de retirer le nom d'une marque de fromage de son portefeuille de marques australiennes, dans le cadre d'un engagement à faire sa part dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.

NOTE 8 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

TESTS DE DÉPRÉCIATION DES UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE

Goodwill

Afin de déterminer si le goodwill s'est déprécié, la Société doit estimer les montants recouvrables respectifs des UGT et groupes d'UGT auxquels le goodwill est affecté. La direction considère les secteurs qui suivent comme étant des UGT ou groupes d'UGT aux fins du test de dépréciation du goodwill étant donné qu'ils représentent le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

La Société présente ses activités selon quatre secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Produits laitiers (USA). Le Secteur International regroupe la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Enfin, le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

Le goodwill est affecté à chaque UGT ou groupe d'UGT de la façon suivante :

Affectation du goodwill	31 mars 2022	31 mars 2021
Secteur Canada		
Division Produits laitiers (Canada)	401 \$	401 \$
Secteur USA		
Division Produits laitiers (USA)	1 906	1 851
Secteur International		
Division Produits laitiers (Australie)	267	265
Division Produits laitiers (Argentine)	9	10
Secteur Europe		
Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	605	539
	3 188 \$	3 066 \$

Les montants recouvrables de chaque UGT ou groupe d'UGT ont été estimés en utilisant un modèle d'évaluation basé sur un multiple des bénéfices (juste valeur moins les coûts de sortie). Les hypothèses clés utilisées dans ces modèles se composent principalement d'un multiple des bénéfices pour les comparables de l'industrie appliqué aux résultats de chaque UGT ou groupe d'UGT testé. Les données d'entrée utilisées dans ce modèle sont des données du niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 3.

Comme les activités de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) ont été ajoutées à la capacité opérationnelle de la Société dans les dernières années, nous avons aussi estimé les montants recouvrables de ces divisions en utilisant le modèle des flux de trésorerie actualisés (valeur d'utilité) en fonction des hypothèses clés suivantes :

- Flux de trésorerie : Les prévisions de flux de trésorerie pour une UGT donnée sont basées sur les bénéfices avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements et sont ajustées en fonction des taux de croissance. La prévision des flux de trésorerie n'excède pas un horizon de cinq années, avec une valeur finale calculée comme étant perpétuelle dans la dernière année.
- Taux de croissance final : La direction utilise un taux de croissance final pour ajuster ses prévisions des flux de trésorerie selon les hausses attendues de l'inflation et les produits pour l'UGT. Les taux de croissance finaux utilisés étaient de 2,5 % pour la Division Produits laitiers (Australie) et de 2,2 % pour la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant des taux d'actualisation avant impôt. Les taux d'actualisation avant impôt utilisés étaient de 7,1 % pour la Division Produits laitiers (Australie) et de 6,5 % pour la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

La Société a effectué son test de dépréciation annuel du goodwill en fonction des soldes au 31 décembre 2021 et, dans tous les cas, les valeurs recouvrables excédaient leur valeur comptable respective, y compris le goodwill; par conséquent, le goodwill n'était pas considéré comme s'étant déprécié au 31 mars 2022.

NOTE 8 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

Marques de commerce

Les marques de commerce sont incluses dans les UGT ou groupes d'UGT de la façon suivante :

Affectation des marques de commerce par secteur	31 mars 2022	31 mars 2021
Canada	201 \$	213 \$
USA	123	130
International	33	36
Europe	586	617
	943 \$	996 \$

NOTE 9 AUTRES ACTIFS

	31 mars 2022	31 mars 2021
Coentreprises	35 \$	41 \$
Prêt financier	—	50
Actifs financiers dérivés	38	—
Avantages du personnel (note 19)	235	178
Autres	54	50
	362 \$	319 \$

La Société détient des participations dans des coentreprises, qui sont toutes comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé en résultat net un montant de 4 millions de dollars, représentant sa quote-part des bénéfices des coentreprises pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Les dividendes reçus des coentreprises se sont élevés à 7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021).

NOTE 10 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant prélevé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base (en millions)	31 mars 2022	31 mars 2021
Amérique du Nord – États-Unis	Juin 2027 ^{1, 6}	375 \$	300 USD	— \$	— \$
Amérique du Nord – Canada	Juin 2027 ^{1, 6}	875 \$	700 USD	207	—
Australie	Annuelle ^{2, 6}	257 \$	275 AUD	50	—
Australie	Annuelle ^{2, 6}	125 \$	100 USD	56	—
Japon	Annuelle ^{3, 6}	82 \$	8 000 JPY	43	34
Royaume-Uni	Annuelle ⁴	123 \$	75 GBP	—	—
Argentine	Annuelle ^{5, 6}	325 \$	260 USD	63	42
		2 162 \$		419 \$	76 \$

¹ La facilité de crédit de 1 milliard de dollars américains conclue auprès d'une banque nord-américaine porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR, SONIA ou BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré d'un minimum de 0,80 % et d'un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société, majoré d'un ajustement aux marges applicables fondé sur l'atteinte des cibles de durabilité de la Société. Au 31 mars 2022, un montant de 165 millions de dollars américains a été prélevé et le risque de change connexe a été neutralisé par un swap de devises.

² Porte mensuellement intérêt au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires australiennes majoré d'un maximum de 0,90 % et peut être prélevée en dollars australiens ou américains.

³ Porte mensuellement intérêt au taux TIBOR majoré de 0,70 % et peut être prélevée en yens japonais.

⁴ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux de base majoré de 0,70 % ou le taux SONIA majoré de 0,70 % et peut être prélevée en livres sterling.

⁵ Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être prélevée en dollars américains ou en pesos argentins.

⁶ Visé par la réforme des taux d'intérêt de référence (se reporter à la note 17)

Depuis l'exercice 2021, la Société a conclu une entente d'achat de créances clients afin de vendre certains débiteurs. Au 31 mars 2022, des débiteurs totalisant 62 millions de dollars (66 millions de dollars australiens) (68 millions de dollars (72 millions de dollars australiens) au 31 mars 2021) avaient été vendus en vertu de cette entente. Les débiteurs ont été décomptabilisés à la vente, puisque la quasi-totalité des risques et des avantages associés aux débiteurs a été transférée à l'acheteur.

Le 5 août 2021, la Société a modifié sa facilité de crédit conclue auprès d'une banque nord-américaine de 1 milliard de dollars américains afin, entre autres, d'y ajouter une structure de prêt liée à la durabilité. La structure de prêt liée à la durabilité permet un ajustement des prix annuel qui dépend de l'atteinte par la Société des principales cibles climatiques et liées à l'eau conformément à ses engagements environnementaux pour 2025. Le 1^{er} juin 2022, la Société a prorogé la date d'échéance au 1^{er} juin 2027.

NOTE 11 DETTE À LONG TERME

	31 mars 2022	31 mars 2021
Facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties		
Obtenues en avril 2018 (600 millions de dollars AU) et échéant en juin 2025 ¹	373 \$	385 \$
Obtenues en avril 2019 (600 millions de livres sterling) et échéant en juin 2025 ^{2, 5}	262	459
Billets de premier rang non garantis ^{3, 4}		
2,20 %, émis en juin 2016 et remboursés en juin 2021 (série 2)	—	300
2,83 %, émis en novembre 2016 et échéant en novembre 2023 (série 3)	300	300
1,94 %, émis en juin 2017 et échéant en juin 2022 (série 4)	300	300
3,60 %, émis en août 2018 et échéant en août 2025 (série 5)	350	350
2,88 %, émis en novembre 2019 et échéant en novembre 2024 (série 6)	400	400
2,24 %, émis en juin 2020 et échéant en juin 2027 (série 7)	700	700
1,42 %, émis en novembre 2020 et échéant en juin 2026 (série 8)	350	350
2,30 %, émis en juin 2021 et échéant en juin 2028 (série 9)	300	—
Autres	40	34
	3 375 \$	3 578 \$
Tranche courante	(300)	(300)
	3 075 \$	3 278 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit :		
Moins de 1 an	300 \$	300 \$
De 1 à 2 ans	306	759
De 2 à 3 ans	1 035	685
De 3 à 4 ans	350	400
De 4 à 5 ans	350	350
Plus de 5 ans	1 034	1 084
	3 375 \$	3 578 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux des acceptations bancaires ou le taux des acceptations bancaires australiennes majoré d'un minimum de 0,80 % et d'un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société. Les intérêts sont payés à tous les un, deux, trois ou six mois, au choix de la Société.

² Porte mensuellement intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou SONIA, ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling.

³ Les paiements d'intérêts sont semestriels.

⁴ Au cours de l'exercice 2021, la Société a renouvelé son programme de billets à moyen terme en déposant un supplément à son prospectus préalable de base daté du 9 décembre 2020, lequel permet d'effectuer des placements de divers titres au cours de la période de 25 mois durant laquelle le prospectus préalable de base sera en vigueur.

⁵ Visé par la réforme des taux d'intérêt de référence (se reporter à la note 17).

Le 1^{er} juin 2022, la Société a modifié ses facilités d'emprunt bancaire à terme libellées en livres sterling et en dollars australiens pour proroger leurs dates d'échéance au 1^{er} juin 2025.

Le 22 juin 2021, la Société a émis des billets à moyen terme de série 9 d'un montant en capital total de 300 millions de dollars échéant le 22 juin 2028 et portant intérêt au taux de 2,30 %. Le produit net de l'émission a été utilisé au cours du premier trimestre de l'exercice 2022 pour rembourser le montant en capital total de 300 millions de dollars des billets à moyen terme de série 2 échéant le 23 juin 2021.

Le 19 novembre 2020, la Société a émis des billets à moyen terme de série 8 d'un montant en capital total de 350 millions de dollars échéant le 19 juin 2026 et portant intérêt au taux de 1,42 %. Le produit net de l'émission a été utilisé pour rembourser un montant de 347 millions de dollars (200 millions de livres sterling) de la tranche de trois ans de la facilité d'emprunt à terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et à des fins générales.

Le 16 juin 2020, la Société a émis des billets à moyen terme de série 7 d'un montant en capital total de 700 millions de dollars échéant le 16 juin 2027 et portant intérêt au taux de 2,24 %. Le produit net de l'émission a été utilisé au cours du premier trimestre de l'exercice 2021 pour rembourser i) la tranche de deux ans d'un montant de 426 millions de dollars de la facilité d'emprunt à terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et ii) un montant de 206 millions de dollars (220 millions de dollars australiens) sur les facilités d'emprunt renouvelables de la Division Produits laitiers (Australie), y compris les fonds prélevés dans le cadre de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité. Le produit net restant a été utilisé à des fins générales.

NOTE 12 AUTRES PASSIFS

	31 mars 2022	31 mars 2021
Avantages du personnel (note 19)	37 \$	43 \$
Passifs financiers dérivés	—	3
Rémunération à base d'actions – tranche à long terme	51	51
Autres	13	19
	101 \$	116 \$

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Le capital social autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions réglées en instruments de capitaux propres visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 45 698 394 actions ordinaires. Au 31 mars 2022, 14 292 522 actions ordinaires sont disponibles pour attribution future en vertu de ce régime et 22 021 670 actions ordinaires sous-jacentes aux options sont en circulation. Au cours de l'exercice 2022, un total de 1 620 752 actions ordinaires avaient été émises à la suite de l'exercice d'options. Les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi. Les droits sur ces options sont acquis à raison de 20 % par année et celles-ci expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Période d'octroi	Prix d'exercice	31 mars 2022		31 mars 2021	
		Nombre d'options	Nombre d'options pouvant être exercées	Nombre d'options	Nombre d'options pouvant être exercées
2012	21,61 \$			100 778	100 778
2013	21,48 \$	104 017	104 017	812 537	812 537
2014	25,55 \$	964 504	964 504	1 243 555	1 243 555
2015	27,74 \$	1 494 384	1 494 384	1 734 764	1 734 764
2016	35,08 \$	1 733 541	1 733 541	1 873 838	1 873 838
2017	41,40 \$	2 808 213	2 808 213	3 057 893	2 430 803
2018	46,29 \$	2 914 637	2 360 566	3 211 194	1 938 427
2019	41,02 \$	3 395 873	2 075 330	3 791 350	1 510 080
2020	45,30 \$	2 723 052	1 127 580	3 017 017	607 726
2021	33,35 \$	4 073 214	797 840	4 496 395	—
2022	37,52 \$	1 810 235	—	—	—
		22 021 670	13 465 975	23 339 321	12 252 508

Le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, pour les exercices clos les 31 mars, a varié de la façon suivante :

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	23 339 321	37,81 \$	20 946 092	38,05 \$
Options octroyées	1 984 038	37,52 \$	4 637 830	33,35 \$
Options levées	(1 620 752)	25,83 \$	(1 347 041)	24,31 \$
Options annulées	(1 680 937)	40,74 \$	(897 560)	40,70 \$
Solde à la fin de l'exercice	22 021 670	38,45 \$	23 339 321	37,81 \$

Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achat d'actions octroyées durant l'exercice 2022 est de 37,52 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi (33,35 \$ pour l'exercice 2021).

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions octroyées durant l'exercice 2022 a été estimée à 6,52 \$ par option (5,04 \$ pour l'exercice 2021) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mars 2022	31 mars 2021
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	0,88 %	0,53 %
Durée de vie prévue des options	6,4 ans	6,3 ans
Volatilité ¹	21,92 %	21,17 %
Taux de dividendes	1,91 %	2,08 %

¹ La volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique du prix des actions sur une période semblable à la durée de vie des options.

Une charge de rémunération de 15 millions de dollars (13 millions de dollars, déduction faite de l'impôt) et 22 millions de dollars (20 millions de dollars, déduction faite de l'impôt) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net pour les exercices clos le 31 mars 2022 et le 31 mars 2021.

Des options visant l'achat de 2 600 057 actions ordinaires à un prix de 29,59 \$ l'action ont été octroyées le 1^{er} avril 2022.

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Conformément au régime d'unités d'actions différées, tous les administrateurs admissibles de la Société reçoivent une rémunération annuelle, payable en une tranche de 50 % en UAD et une tranche de 50 % en trésorerie ou en une seule tranche de 100 % en UAD, au choix de l'administrateur. Un administrateur doit recevoir la totalité de sa rémunération sous forme d'UAD jusqu'à ce qu'il atteigne le seuil de propriété. Le nombre d'UAD octroyées trimestriellement à chaque administrateur est fondé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à la date de chaque octroi. Lorsqu'il cesse d'être administrateur de la Société, un paiement en trésorerie égal à la valeur de marché des UAD accumulées est versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La Société inclut le coût du régime d'UAD dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

	2022		2021	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Solde au début de l'exercice	467 685	18 \$	404 019	14 \$
Provision d'honoraires annuelle	61 379	2	55 067	2
Dividendes réinvestis	10 763	—	8 599	—
Variation en raison de la variation du prix des actions	—	(4)	—	2
Solde à la fin de l'exercice	539 827	16 \$	467 685	18 \$

La Société conclut des contrats à terme de gré à gré sur actions dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à son régime d'UAD. Aux 31 mars 2022 et 2021, la Société détenait des contrats à terme de gré à gré sur 420 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 14 millions de dollars (15 millions de dollars au 31 mars 2021). La charge de rémunération nette liée au régime d'UAD s'est établie à 2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (4 millions de dollars au 31 mars 2021), incluant l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS LIÉES À LA PERFORMANCE

La Société offre à ses employés clés et à ses dirigeants un régime d'unités d'actions liées à la performance (UAP), qui fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme. Le régime d'UAP est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque cycle de performance correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution d'une UAP, la Société détermine les critères de performance qu'elle doit respecter. Le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines peut, à sa discrétion, attribuer une rémunération même si le critère d'acquisition des droits établi n'a pas été respecté.

Après la fin d'un cycle de performance de trois ans, les droits relatifs aux UAP pour lesquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées est basée sur le cours des actions ordinaires à ce moment-là, multiplié par le nombre d'UAP pour lesquelles les critères de performance ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles est comptabilisé comme un passif et il est revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge est comprise dans les avantages du personnel et inscrite dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

	2022 Unités	2021 Unités
Solde au début de l'exercice	1 071 256	819 656
Octroi annuel	682 326	501 811
Annulées	(241 109)	(87 350)
Païement	(188 162)	(162 861)
Solde à la fin de l'exercice	1 324 311	1 071 256

Au 31 mars 2022, une obligation à long terme liée aux UAP de 20 millions de dollars a été comptabilisée (22 millions de dollars au 31 mars 2021) en plus du montant de 5 millions de dollars comptabilisé dans les charges à payer (8 millions de dollars au 31 mars 2021). Le 1^{er} avril 2022, 1 330 950 UAP ont été attribuées au prix de 29,59 \$ l'unité (37,52 \$ en 2021).

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS RESTREINTES

La Société offre aussi un régime d'unités d'actions restreintes (UAR), qui fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme à l'intention des employés clés et des dirigeants de la Société. Le régime d'UAR est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque période de restriction correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution d'une UAR, la Société détermine les critères d'acquisition des droits que les participants doivent respecter. Ces critères comprennent, sans s'y limiter, la poursuite de la relation d'emploi pendant une partie ou la totalité de la période de restriction. Le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines peut, à sa discrétion, attribuer une rémunération même si le critère d'acquisition des droits établi n'a pas été respecté. Après la fin d'une période de restriction de trois ans, les droits relatifs aux UAR pour lesquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées est basée sur le cours des actions ordinaires à ce moment-là multiplié par le nombre d'UAR pour lesquelles les critères d'acquisition des droits ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles est comptabilisé comme un passif et il est revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge est comprise dans les avantages du personnel et inscrite dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

	2022 Unités	2021 Unités
Solde au début de l'exercice	330 469	129 778
Octroi annuel	442 912	205 119
Annulées	(39 598)	(3 007)
Païement	(7 654)	(1 421)
Solde à la fin de l'exercice	726 129	330 469

Au 31 mars 2022, une obligation à long terme liée aux UAR de 9 millions de dollars a été comptabilisée en plus du montant de 4 millions de dollars comptabilisé dans les charges à payer. Le 1^{er} avril 2022, 612 895 UAR ont été attribuées au prix de 29,59 \$ l'unité (37,52 \$ en 2021).

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

La Société conclut des contrats à terme de gré à gré sur actions dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à ses régimes d'UAP et d'UAR. Au 31 mars 2022, la Société détenait des contrats à terme de gré à gré sur 2 000 000 actions ordinaires (1 170 000 au 31 mars 2021) d'une valeur nominale de 72 millions de dollars (40 millions de dollars au 31 mars 2021). La charge de rémunération nette liée aux UAP s'est établie à 16 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (13 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021), compte tenu de l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions. La charge de rémunération nette liée aux UAR s'est élevée à 7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2022 (4 millions de dollars en 2021), ce qui comprend l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

DIVIDENDES ET RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Société a un régime de réinvestissement des dividendes (RRD), qui est entré en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2021. Le RRD offre aux actionnaires admissibles la possibilité de réinvestir automatiquement la totalité ou une partie de leurs dividendes en trésorerie en actions ordinaires additionnelles.

Les dividendes versés en trésorerie et par l'intermédiaire du RRD au cours des exercices clos en 2022 et en 2021 sont présentés ci-dessous.

Date du paiement	Montant en trésorerie	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022	
		RRD	Total
18 mars 2022	50 \$	25 \$	75 \$
17 décembre 2021	53	21	74
17 septembre 2021	54	21	75
25 juin 2021	52	20	72
Total	209 \$	87 \$	296 \$

Date du paiement	Montant en trésorerie	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021	
		RRD	Total
26 mars 2021	50 \$	22 \$	72 \$
7 janvier 2021	52	20	72
2 octobre 2020	52	20	72
9 juillet 2020	51	18	69
Total	205 \$	80 \$	285 \$

Le 9 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,18 \$ l'action, payable le 28 juin 2022 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 juin 2022.

NOTE 14 CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021
Intérêts sur la dette à long terme	74 \$	79 \$
Autres charges financières, montant net	31	27
Profit lié à l'hyperinflation	(48)	(17)
Intérêts sur les obligations locatives	15	15
Produits d'intérêts nets provenant des obligations au titre des régimes à prestations définies (note 19)	(2)	(8)
	70 \$	96 \$

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se détaille comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021
Charge d'impôt exigible	91 \$	151 \$
Charge d'impôt différé	40	67
Charge d'impôt sur le résultat	131 \$	218 \$

RAPPROCHEMENT DU TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

Le taux d'imposition effectif de la Société était de 32,3 % en 2022 (25,8 % en 2021). La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère de celle obtenue par l'application des taux canadiens prévus par la loi en raison des éléments suivants :

	2022	2021
Bénéfice avant impôt	405 \$	844 \$
Impôt sur le résultat, calculé au taux canadien prévu par la loi de 25,8 % (25,8 % en 2021)	105 \$	218 \$
Ajustements attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	12	4
Modifications des lois fiscales et des taux d'imposition	51	(1)
Rémunération à base d'actions	2	3
Économie découlant de placements dans les filiales	(14)	(12)
Ajustement lié à l'inflation en Argentine	(24)	(13)
Perte de valeur du goodwill/des actifs	—	6
Ajustements au titre d'exercices antérieurs et autres	(1)	13
Charge d'impôt sur le résultat	131 \$	218 \$

Le 10 juin 2021, la *UK Finance Act 2021* est entrée en vigueur, faisant passer le taux d'imposition au Royaume-Uni de 19 % à 25 % avec prise d'effet le 1^{er} avril 2023. Ce changement a donné lieu à la comptabilisation d'une charge d'impôt d'environ 50 millions de dollars et d'une hausse correspondante des passifs d'impôt différé par la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2022.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

L'impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en 2022 et en 2021 se détaille comme suit :

	2022	2021
(Économie) charge d'impôt différé sur pertes actuarielles au titre des obligations liées aux avantages du personnel	11 \$	(41) \$
Charge d'impôt exigible sur les couvertures de flux de trésorerie	4	—
Charge d'impôt différé sur les couvertures de flux de trésorerie	5	15
Total de la charge (de l'économie) d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	20 \$	(26) \$

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LES CAPITAUX PROPRES

L'impôt sur le résultat comptabilisé dans les capitaux propres en 2022 et en 2021 se détaille comme suit :

	2022	2021
Économie d'impôt excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération à base d'actions comptabilisé en résultat net	(1) \$	(1) \$
Total de l'économie d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les capitaux propres	(1) \$	(1) \$

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT EXIGIBLE

	2022	2021
Impôt sur le résultat à recevoir	52 \$	35 \$
Impôt sur le résultat à payer	(44)	(54)
Impôt sur le résultat à recevoir (à payer) (montant net)	8 \$	(19) \$

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Le tableau suivant présente l'impôt différé comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 mars.

	2022	2021
Actifs d'impôt différé	30 \$	14 \$
Passifs d'impôt différé	(836)	(753)
Passifs d'impôt différé (montant net)	(806) \$	(739) \$

Le mouvement des actifs et passifs d'impôt différé s'établit comme suit pour les exercices clos les 31 mars.

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022						
	et charges à payer	Pertes fiscales	Actif net au titre des régimes de retraite	Stocks	des immobilisations corporelles	Goodwill, immobilisations incorporelles et autres	Passifs d'impôt différé (montant net)
Solde à l'ouverture de l'exercice	53 \$	38 \$	(22) \$	(5) \$	(375) \$	(428) \$	(739) \$
Charge/économie inscrite en résultat net	7	89	(18)	(24)	(60)	(34)	(40)
Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global	—	—	(11)	—	—	(5)	(16)
Acquisitions	—	—	—	—	—	(10)	(10)
Écart de change et autres	(2)	(7)	3	2	—	3	(1)
Solde à la clôture de l'exercice	58 \$	120 \$	(48) \$	(27) \$	(435) \$	(474) \$	(806) \$

	Créditeurs et charges à payer	Pertes fiscales	Actif net au titre des régimes de retraite	Stocks	Immobilisations corporelles	Goodwill, immobilisations incorporelles et autres	Passifs d'impôt différé (montant net)
Solde à l'ouverture de l'exercice	68 \$	42 \$	(62) \$	(5) \$	(337) \$	(415) \$	(709) \$
Charge/économie inscrite en résultat net	(19)	(4)	(1)	(1)	(22)	(20)	(67)
Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global	—	—	41	—	—	(15)	26
Acquisitions	4	—	—	—	1	(3)	2
Écart de change et autres	—	—	—	1	(17)	25	9
Solde à la clôture de l'exercice	53 \$	38 \$	(22) \$	(5) \$	(375) \$	(428) \$	(739) \$

Au 31 mars 2022, la Société avait des pertes en capital de 265 millions de dollars pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment, mais elles peuvent uniquement être portées en diminution des gains en capital imposables futurs.

Les actifs d'impôt différé comptabilisés au titre des pertes fiscales inutilisées reportées en avant sont soutenus par les prévisions à l'égard de la rentabilité future de la Société.

NOTE 16 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021
Bénéfice net	274 \$	626 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	414 137 462	409 854 735
Options d'achat d'actions dilutives	690 528	1 530 666
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	414 827 990	411 385 401
Bénéfice net de base par action	0,66 \$	1,53 \$
Bénéfice net dilué par action	0,66 \$	1,52 \$

Lors du calcul du bénéfice net dilué par action pour l'exercice clos le 31 mars 2022, 19 458 765 options ont été exclues du calcul, car leur prix d'exercice était supérieur à la valeur de marché moyenne des actions au cours de la même période (14 951 292 options ont été exclues pour l'exercice clos le 31 mars 2021).

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix (qui comprend le risque de prix des marchandises). Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de stratégies de contrôle.

À l'occasion, la Société peut réaliser des transactions utilisant des instruments financiers dérivés dans le but de réduire ou de couvrir les risques conformément aux stratégies de gestion des risques. La Société ne réalise pas ces transactions à des fins spéculatives.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont potentiellement assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs.

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés de placements à court terme. La Société a déposé cette trésorerie et ces équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées.

La Société offre également du crédit à ses clients dans le cours normal des activités, en lien avec ses débiteurs. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière, et les résultats comptabilisés tiennent compte des pertes de crédit attendues.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les créances clients, compte tenu de la diversité et de l'ampleur de sa clientèle ainsi que de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun débiteur supérieur à 10 % du solde total des débiteurs au 31 mars 2022 et au 31 mars 2021. Aucun client ne représentait plus de 10 % du total des produits consolidés pour les exercices clos le 31 mars 2022 et le 31 mars 2021.

Les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues sont revues par la direction à toutes les dates de la situation financière, et l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est mise à jour en fonction de la recouvrabilité des créances clients de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus et la conjoncture économique actuelle. Les débiteurs provenant de nos produits d'exportation ont tiré parti de délais de paiement plus longs que les délais de paiement qui s'appliquent normalement à nos ventes nationales. La Société considère qu'un actif financier est en situation de défaillance lorsque les paiements contractuels sont considérés comme échus et à risque, selon les divers facteurs économiques et les facteurs propres à l'actif, ou s'il devient probable que le client sera en situation de faillite ou qu'il engagera d'autres procédures d'insolvabilité.

Le montant de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est suffisant pour couvrir la valeur comptable des débiteurs considérés comme échus et à risque. Le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net dans les coûts d'exploitation. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net. Ces corrections de valeur n'étaient pas importantes pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère le risque de liquidité en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel qu'il est mentionné à la note 22 relativement aux informations fournies sur le capital. De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie actuels et projetés. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et d'investissement de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

Les échéances contractuelles des passifs financiers importants au 31 mars 2022 se rapportent aux créiteurs et charges à payer, aux emprunts bancaires, aux obligations locatives et à la dette à long terme. Tous les éléments compris dans les créiteurs et charges à payer ont une échéance de moins de un an. Pour en savoir davantage sur les échéances des emprunts bancaires, des obligations locatives et de la dette à long terme, reportez-vous à la note 10, à la note 7 et à la note 11, respectivement.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses obligations financières, qui portent intérêt à des taux variables. Les emprunts bancaires et les facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties portent intérêt à des taux qui varient et la Société est par conséquent exposée au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts. Les billets de premier rang portent intérêt à des taux fixes et, par conséquent, aucun risque de taux d'intérêt n'est lié à ces flux de trésorerie. En raison de la réforme des taux d'intérêt de référence, la Société a modifié en partie les taux d'intérêt variables de référence applicables aux termes de certaines facilités de crédit bancaire et de la dette à long terme (se reporter aux notes 10 et 11). La Société a déjà fait la transition au titre du taux LIBOR en livres sterling, ce qui n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers de la Société. Par ailleurs, la Société est en voie de réaliser la transition au titre du taux LIBOR en dollars américains. La Société prend toutes les dispositions nécessaires pour déterminer, évaluer et contrôler tous les risques et assurer une transition en douceur dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Au 31 mars 2022, la transition progresse conformément au calendrier prévu. La réforme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, les charges d'intérêts sur la dette à long terme ont totalisé 74 millions de dollars (79 millions de dollars pour l'exercice 2021). Les intérêts courus au 31 mars 2022 s'établissaient à 19 millions de dollars (19 millions de dollars au 31 mars 2021).

Au 31 mars 2022, le montant net exposé aux fluctuations de taux à court terme était d'environ 889 millions de dollars. Selon ce risque, une augmentation hypothétique de 1 % du taux d'intérêt aurait une incidence défavorable d'environ 7 millions de dollars sur le bénéfice net, et une diminution hypothétique de 1 % aurait une incidence équivalente, mais contraire.

RISQUE DE CHANGE

La Société exerce ses activités dans différents pays et est exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont libellées en devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité de la Société faisant partie de la transaction, de même que des facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties sur lesquelles des montants peuvent être prélevés en dollars américains, en dollars australiens, en pesos argentins, en livres sterling et en yen japonais.

La Société conclut des contrats de change à terme visant la vente de dollars américains et l'achat de dollars australiens afin d'atténuer l'incidence des fluctuations sur le marché des taux de change USD/AUD sur les débiteurs. Au 31 mars 2022, la Société détenait des contrats de change à terme en cours d'une valeur nominale de 415 millions de dollars américains. Au cours de l'exercice, les couvertures de flux de trésorerie ont été très efficaces et, par conséquent, la Société a comptabilisé une perte latente de 3 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 1 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global. Une perte de 13 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 5 millions de dollars) a été reclassée en résultat net au cours de l'exercice 2022 relativement à ces contrats de change à terme. Ces couvertures de flux de trésorerie avaient aussi été considérées comme étant très efficaces au cours de l'exercice 2021, et un profit latent de 46 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 19 millions de dollars) a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Un profit de 25 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 11 millions de dollars) a été reclassé en résultat net au cours de l'exercice 2021 relativement à ces contrats de change à terme.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le risque de change le plus important pour la Société se rapporte à la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une dépréciation de 0,10 \$ par rapport au dollar américain. Pour une appréciation de 0,10 \$ par rapport au dollar américain, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat global.

	2022	2021
Variation du bénéfice net	2 \$	15 \$
Variation du résultat global	294 \$	277 \$

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

Dans certains cas, la Société conclut des contrats à terme afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. La Société utilise la comptabilité de couverture pour certaines de ces transactions. Au cours de l'exercice, ces couvertures (désignées comme des couvertures de flux de trésorerie) étaient très efficaces et, par conséquent, un profit latent de 9 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 3 millions de dollars) a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Un profit de 4 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 1 million de dollars) a été reclassé en résultat net au cours de l'exercice 2022, lorsque les stocks connexes ont finalement été vendus. Ces couvertures ont aussi été évaluées comme étant très efficaces au cours de l'exercice 2021 et, par conséquent, une perte latente négligeable a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 31 mars 2022 et au 31 mars 2021. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans le cas d'un règlement des instruments.

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Couvertures de flux de trésorerie				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	(3) \$	(3) \$	— \$	— \$
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	8	8	2	2
Dérivés de change (niveau 2)	52	52	(6)	(6)
Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	(10)	(10)	5	5
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	2	2	1	1
Dérivés de change (niveau 2)	1	1	—	—
Dettes à long terme (niveau 2)	3 231	3 375	3 626	3 578

Pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021, il n'y a eu aucun changement aux techniques d'évaluation et aux données utilisées pour évaluer la juste valeur et il n'y a eu aucun transfert d'un niveau à l'autre dans la hiérarchie des justes valeurs.

Les justes valeurs des autres actifs, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés sont établies à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie basés sur les données du marché à la date de l'état de la situation financière et sont aussi obtenues des institutions financières. Lorsque cela est possible, ces modèles utilisent des données observables fondées sur le marché, y compris les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité de certains prix ou taux et les écarts de taux. Dans certains cas, aucune donnée observable fondée sur le marché n'est disponible. Dans ces cas, les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fondées sur le jugement. Les estimations des justes valeurs dépendent dans une large mesure d'hypothèses, incluant le montant et l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs et les taux d'actualisation. Les opérations sur dérivés de la Société sont comptabilisées sur une base de juste valeur, laquelle est fondée sur le montant auquel elles pourraient être réglées selon les taux actuels estimatifs du marché.

NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

SECTEUR USA

i) CAROLINA ASEPTIC ET CAROLINA DAIRY

Le 31 août 2021, la Société a conclu l'acquisition des entreprises Carolina Aseptic et Carolina Dairy, auparavant exploitées par AmeriQual Group Holdings, LLC (respectivement « Carolina Aseptic » et « Carolina Dairy »), ce qui permet à la Société d'accroître la capacité de fabrication et de distribution de produits de son Secteur USA. Ces entreprises exercent leurs activités dans deux installations en Caroline du Nord (États-Unis) et emploient environ 230 personnes au total. Carolina Aseptic développe, fabrique, emballe et distribue des produits alimentaires et des breuvages aseptiques à longue durée de conservation à partir d'une installation spécialement construite à cet effet à Troy, en Caroline du Nord. À proximité, Carolina Dairy fabrique, emballe et distribue des yaourts réfrigérés en sachets à bec à Biscoe, en Caroline du Nord.

Le prix d'achat de 148 millions de dollars (116 millions de dollars américains), sur une base sans encaisse ni endettement, a été payé en trésorerie au moyen des facilités de crédit disponibles.

Le goodwill comptabilisé (déductible aux fins de l'impôt) reflète la valeur attribuée à la croissance future prévue qui sera atteinte grâce à une capacité accrue de fabriquer et de distribuer des produits dans les catégories en croissance rapide des breuvages et des produits alimentaires aseptiques, ainsi que des collations nutritionnelles.

ii) INSTALLATION DE REEDSBURG DE WISCONSIN SPECIALTY PROTEIN, LLC

Le 29 mai 2021, la Société a réalisé l'acquisition de Reedsburg de Wisconsin Specialty Protein, LLC (l'« installation de Reedsburg »). Cette installation, située au Wisconsin (États-Unis), fabrique des ingrédients à valeur ajoutée, comme du lactosérum de chèvre, du lactose biologique et d'autres ingrédients laitiers en poudre, et environ 40 employés y travaillent.

Le prix d'achat de 37 millions de dollars (30 millions de dollars américains), sur une base sans encaisse ni endettement, a été payé en trésorerie au moyen des fonds en caisse.

SECTEUR EUROPE

i) WENSLEYDALE DAIRY PRODUCTS

Le 30 juillet 2021, la Société a acquis les activités de Wensleydale Dairy Products Ltd. (« Wensleydale Dairy Products »). L'entreprise exploite deux usines situées dans le North Yorkshire (R.-U.) et compte environ 210 employés. Wensleydale Dairy Products fabrique, mélange, commercialise et distribue une gamme de fromages régionaux et de spécialité qui vient compléter et élargir la gamme existante de fromages britanniques de la Société.

Le prix d'achat de 38 millions de dollars (22 millions de livres sterling), sur une base sans encaisse ni endettement, a été payé en trésorerie au moyen des fonds en caisse.

ii) BUTE ISLAND FOODS LTD

Le 25 mai 2021, la Société a acquis la totalité des actions de Bute Island Foods Ltd (« Bute Island Foods »), située en Écosse (Royaume-Uni) et qui emploie environ 180 personnes. Bute Island Foods est une entreprise qui fabrique, commercialise et distribue une variété de fromages faits à partir de substituts aux produits laitiers dans le segment de détail et le segment des services alimentaires, sous la marque végane *Sheese* ainsi que sous des marques privées.

Le prix d'achat de 148 millions de dollars (87 millions de livres sterling), sur une base sans encaisse ni endettement, a été payé en trésorerie au moyen des facilités de crédit disponibles et des fonds en caisse.

Le goodwill comptabilisé (non déductible aux fins de l'impôt) reflète la valeur attribuée au savoir-faire et la croissance accélérée prévue des fromages sans produits laitiers à l'échelle mondiale.

NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Si, avant l'ouverture (ou à l'ouverture) de l'exercice 2022, la Société avait réalisé les acquisitions susmentionnées, l'incidence pro forma sur le total des produits et sur le résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 aurait été négligeable. La répartition du prix d'achat pour chacune des acquisitions entre les actifs acquis et les passifs repris se présente comme suit.

		Bute Island Foods	Installation de Reedsburg	Wensleydale Dairy Products	Carolina Aseptic et Carolina Dairy	Total
Actifs acquis	Fonds de roulement, montant net	6 \$	1 \$	10 \$	5 \$	22 \$
	Immobilisations corporelles	11	36	17	72	136
	Goodwill et immobilisations incorporelles	139	—	13	71	223
Passifs repris	Impôt différé	(8)	—	(2)	—	(10)
Actifs nets acquis		148 \$	37 \$	38 \$	148 \$	371 \$

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comme des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La Société offre des régimes de retraite à cotisations définies auxquels elle participe et auxquels adhèrent plus de 99 % de ses employés actifs. La charge nette de retraite liée à ces types de régimes est généralement égale aux cotisations effectuées par l'employeur et constitue une charge pour l'exercice au cours duquel elle est exigible. Pour l'exercice 2022, la charge au titre des cotisations définies pour la Société s'est élevée à 80 millions de dollars (77 millions de dollars pour l'exercice 2021). Pour l'exercice 2023, la Société prévoit verser environ 83 millions de dollars à ses régimes à cotisations définies.

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société offre des régimes de retraite à prestations définies auxquels elle participe et auxquels adhère le restant de ses employés actifs. En vertu des dispositions des régimes de retraite à prestations définies, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et les prestations de retraite correspondent à un maximum de 2 % du salaire admissible moyen des dernières années de service multiplié par le nombre d'années de service.

Il n'y a pas d'employés actifs dans la caisse de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), qui est un régime dont les prestations sont fondées sur la rémunération de fin de carrière offert au Royaume-Uni, qui était fermé aux charges à payer au titre des services futurs depuis le 1^{er} avril 2010 et avait été fermé aux nouveaux participants depuis le 30 juin 2006. La caisse est administrée par une société fiduciaire qui est une entité juridique distincte de la Société. Les administrateurs de la société fiduciaire se composent de représentants de l'employeur, des employés ainsi que d'un fiduciaire professionnel. La société fiduciaire est responsable de la politique de placement des actifs et de l'administration quotidienne des prestations.

Les régimes de retraite enregistrés sont assujettis aux exigences de capitalisation prévues par la loi applicables du territoire où ils sont enregistrés. Des évaluations actuarielles sont requises sur une base annuelle ou triennale, selon le territoire, et les cotisations de l'employeur doivent inclure des paiements pour l'amortissement de tout déficit, sur une période allant de 5 à 15 ans. Les congés de cotisation sont autorisés, sous réserve de certaines limites. Les autres régimes de retraite non enregistrés et les avantages sociaux autres que les prestations de retraite ne sont assujettis à aucune exigence de capitalisation minimale.

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et en fonction du taux d'actualisation fondé sur le rendement d'obligations de sociétés de haute qualité ainsi que selon des hypothèses retenues par la direction relativement, entre autres, aux taux de croissance de la rémunération et à l'âge de retraite des employés. Toutes ces estimations et évaluations sont préparées avec l'aide de conseillers externes. Les actifs et passifs des régimes ont été évalués au 31 mars avec l'aide des actuaires externes de la Société. La Société offre également d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés admissibles et retraités. Pour l'exercice 2023, la Société prévoit verser environ 4 millions de dollars à ses régimes à prestations définies.

Les principaux risques liés aux régimes de retraite à prestations définies sont les suivants :

Risque de placement

Les valeurs actualisées respectives des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont calculées au moyen d'un taux d'actualisation déterminé en fonction du rendement d'obligations de sociétés de haute qualité. Si le rendement des actifs est inférieur à celui-ci, il en découlera un déficit.

Variation du rendement des obligations

Une baisse du rendement des obligations de sociétés se traduira par une augmentation de la valeur des passifs au titre des régimes à prestations définies, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une hausse de la valeur des placements dans des titres de créance des régimes à prestations définies.

Risque lié à l'inflation

Comme une part importante des obligations au titre des régimes à prestations définies est liée à l'inflation, une hausse plus élevée que prévu de l'inflation future donnerait lieu à une augmentation des passifs. La majorité des actifs ne sont pas touchés par l'inflation ou ne sont pas en corrélation étroite avec l'inflation, ce qui signifie qu'une hausse de l'inflation future prévue fera également croître le déficit.

Risque de longévité

La majeure partie des obligations au titre des régimes à prestations définies consiste à verser aux participants des prestations jusqu'à leur décès. Par conséquent, une augmentation de l'espérance de vie signifie une augmentation des passifs.

L'excédent (le passif) net de la Société au titre des régimes à prestations définies comprend ce qui suit :

	31 mars 2022			31 mars 2021				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total
Juste valeur des actifs	1 943 \$	71	2 014	2 081 \$	68	2 149		
Valeur actualisée des obligations capitalisées	1 708	68	1 776	1 903	73	1 976		
Valeur actualisée de l'excédent net (des obligations nettes) pour les régimes capitalisés	235	3	238	178	(5)	173		
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	—	(36)	(36)	—	(38)	(38)		
Valeur actualisée de l'excédent net (des obligations nettes)	235	(33)	202	178	(43)	135		
Plafonnement de l'actif	—	(4)	(4)	—	—	—		
Coût des prestations de retraite/avantages constitués	235 \$	(37)	198	178 \$	(43)	135		

Les données sont présentées comme suit dans l'état de la situation financière :

	31 mars 2022	31 mars 2021
Autres actifs (note 9)	235 \$	178 \$
Autres passifs (note 12)	(37)	(43)
Total de l'excédent (du passif) net	198 \$	135 \$

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les variations de la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont les suivantes :

	31 mars 2022			31 mars 2021				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)				Produits laitiers (Royaume-Uni)			
Obligations au titre des régimes à prestations définies, à l'ouverture de l'exercice	1 903 \$	111	2 014	1 733 \$	101	1 834		
Coût des services rendus au cours de la période	—	5	5	—	6	6		
Coût financier	39	3	42	38	4	42		
Écarts actuariels entre résultats et prévisions	21	(2)	19	(17)	3	(14)		
Écarts actuariels en raison des changements dans les hypothèses financières	(90)	(10)	(100)	236	9	245		
Écarts de change	(93)	—	(93)	(13)	(2)	(15)		
Prestations versées	(72)	(3)	(75)	(74)	(10)	(84)		
Obligations au titre des régimes à prestations définies, à la clôture de l'exercice	1 708 \$	104	1 812	1 903 \$	111	2 014		

Les variations de la juste valeur des actifs du régime sont les suivantes :

	31 mars 2022			31 mars 2021				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)				Produits laitiers (Royaume-Uni)			
Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	2 081 \$	68	2 149	2 115 \$	64	2 179		
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	42	2	44	47	3	50		
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(3)	(2)	(5)	12	4	16		
Coûts d'administration	(1)	—	(1)	(1)	—	(1)		
Cotisations de l'employeur	—	6	6	—	8	8		
Écarts de change	(104)	—	(104)	(18)	(1)	(19)		
Prestations versées	(72)	(3)	(75)	(74)	(10)	(84)		
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	1 943 \$	71	2 014	2 081 \$	68	2 149		

Pour l'exercice 2022, le rendement réel des actifs des régimes est un profit de 38 millions de dollars (65 millions de dollars pour l'exercice 2021).

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs du régime, qui ne comprennent pas les actifs de la Société (tous les actifs ont un cours du marché sur un marché actif à l'exception du contrat de rente et des biens immobiliers et autres actifs, qui sont évalués en fonction du passif correspondant, et de la trésorerie).

	31 mars 2022			31 mars 2021				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division		Autres régimes	Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)				Produits laitiers (Royaume-Uni)			
Obligations, investissements guidés par le passif et trésorerie ¹	1 333 \$	48	1 381	1 388 \$	51	1 439		
Contrat de rente	375	—	375	420	—	420		
Biens immobiliers et autres actifs	235	—	235	273	—	273		
Instruments de capitaux propres	—	23	23	—	17	17		
Total	1 943 \$	71	2 014	2 081 \$	68	2 149		

¹ Le portefeuille d'investissements guidés par le passif est géré par une partie externe. L'objectif est de couvrir une partie des passifs de la caisse contre les fluctuations des taux d'intérêt et les modifications de l'inflation prévue à l'aide de placements dans des actifs dont la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt et aux modifications de l'inflation prévue est similaire. Les rendements du marché sont surveillés en les comparant à certains seuils préétablis; le niveau de couverture sera rehaussé si ces seuils sont atteints.

Les états consolidés du résultat net comprennent les données suivantes :

	31 mars 2022			31 mars 2021				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division		Autres régimes	Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)				Produits laitiers (Royaume-Uni)			
Données comptabilisées dans les coûts d'exploitation (note 5) :								
Coût des services rendus au cours de l'exercice pour l'employeur	— \$	5	5	— \$	6	6		
Coûts d'administration	1	—	1	1	—	1		
	1	5	6	1	6	7		
Données comptabilisées dans les charges financières (note 14) :								
Coûts financiers	39	3	42	38	4	42		
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(42)	(2)	(44)	(47)	(3)	(50)		
	(3)	1	(2)	(9)	1	(8)		
Charge nette au titre des régimes à prestations définies	(2) \$	6	4	(8) \$	7	(1)		

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

La Société comptabilise les gains et pertes actuariels dans la période au cours de laquelle ils surviennent, pour la totalité de ses régimes à prestations définies. Ces gains et pertes actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global et présentés ci-dessous.

	31 mars 2022			31 mars 2021		
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division		Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division		Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes		Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	
Rendement des actifs des régimes (en excluant les produits d'intérêts)	(3) \$	(2)	(5)	12 \$	4	16
Écarts actuariels entre résultats et prévisions	(21)	2	(19)	17	(3)	14
Écarts actuariels en raison des changements dans les hypothèses financières	90	10	100	(236)	(9)	(245)
Effet du plafonnement de l'actif	—	(4)	(4)	—	—	—
Montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	66 \$	6	72	(207) \$	(8)	(215)

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul des obligations au titre des prestations constituées à la date de l'état de la situation financière sont les suivantes :

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes
Taux d'actualisation	2,70 %	4,02 %	2,10 %	3,21 %
Durée de l'obligation (en années)	18,00	13,77	18,00	17,30
Taux d'inflation	2,90 %	2,00 %	2,50 %	2,00 %
Augmentations salariales futures	s. o.	3,0 %	s. o.	3,0 %
Table de mortalité	Tables de base S2P avec les échelles suivantes : Pens (H/F) : 109 %/103 % Deps (H/F) : 110 %/99 %	Table de mortalité des retraités canadiens du secteur privé pour 2014, avec projection générationnelle à l'aide de l'échelle MI-2017	Tables de base S2P avec les échelles suivantes : Pens (H/F) : 109 %/103 % Deps (H/F) : 110 %/99 %	Table de mortalité des retraités canadiens du secteur privé pour 2014, avec projection générationnelle à l'aide de l'échelle MI-2017

Selon les hypothèses, les participants à la caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) échangeront 25 % de leurs prestations de retraite contre un versement forfaitaire au moment de la retraite, à un montant inférieur de 8 % à celui prévu dans le cadre de capitalisation. Une proportion de 30 % des participants titulaires de droits à prestations différées devrait se prévaloir de l'option d'échange d'augmentations des prestations de retraite, disponible en vertu de la caisse, au moment du départ à la retraite.

SENSIBILITÉ AUX CHANGEMENTS DANS LES HYPOTHÈSES

L'incidence d'une augmentation (diminution) de 0,1 % du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de 31 millions de dollars du montant des obligations (augmentation de 32 millions de dollars). Une augmentation de un an de l'espérance de vie augmenterait les obligations d'environ 80 millions de dollars. Plus particulièrement, pour la caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), l'incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'inflation se traduirait par une augmentation d'environ 23 millions de dollars du montant des obligations. Plus particulièrement, pour les autres régimes, une augmentation de 0,1 % du pourcentage des hausses de salaire futures se traduirait par une augmentation de moins de 1 million de dollars du montant des obligations.

NOTE 20 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

ENGAGEMENTS

Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux futurs pour les prochains exercices relativement aux engagements contractuels qui ne sont pas comptabilisés à titre de passifs.

	Contrats de location ¹	Obligations d'achat ²	Total
Moins de 1 an	9 \$	245 \$	254 \$
De 1 à 2 ans	6	37	43
De 2 à 3 ans	3	23	26
De 3 à 4 ans	2	12	14
De 4 à 5 ans	1	9	10
Plus de 5 ans	1	3	4
	22 \$	329 \$	351 \$

¹ Les engagements liés aux contrats de location représentent les contrats de location à court terme et de faible valeur qui ne respectent pas la définition de contrat de location en vertu de l'IFRS 16.

² Les obligations d'achat sont les obligations contractuelles relatives aux dépenses d'investissement et aux ententes de service pour lesquelles la Société s'est engagée.

RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations ou avis d'imposition des autorités fiscales dans différents territoires. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou avis d'imposition n'aura aucune incidence importante sur ses états consolidés du résultat net ou ses états consolidés de la situation financière.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces dispositions d'indemnisation peuvent viser des manquements aux représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Au 31 mars 2022, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendent d'événements futurs, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnisation important par le passé et, au 31 mars 2022 et au 31 mars 2021, elle n'avait comptabilisé aucun passif important lié à ces indemnités.

LETTRES DE CRÉDIT

Au 31 mars 2022, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant total de 67 millions de dollars en vertu d'une facilité bancaire autorisant l'émission de lettres de crédit d'un montant total de 110 millions de dollars (au 31 mars 2021, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant total de 69 millions de dollars en vertu d'une facilité bancaire autorisant l'émission de lettres de crédit d'un montant total de 111 millions de dollars).

NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société reçoit des services de sociétés contrôlées ou sous influence notable et fournit des biens et des services à celles-ci par voie de la participation de son actionnaire principal. Ces transactions, qui ne sont pas significatives pour la situation financière ou les résultats financiers de la Société, ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été conclues et comptabilisées à la juste valeur, soit la valeur de marché de transactions similaires. Les services reçus sont liés principalement aux voyages, à la publicité, à l'hébergement et à la location de locaux pour bureaux. Les biens fournis consistent essentiellement en des produits laitiers. Les services fournis sont liés principalement aux services de gestion.

Les transactions avec les principaux dirigeants (avantages à court terme du personnel, avantages postérieurs à l'emploi et rémunération à base d'actions) sont aussi considérées comme étant des transactions entre parties liées. La direction définit les principaux dirigeants comme étant tous les membres de la haute direction ayant la responsabilité et l'autorité pour contrôler, superviser et planifier les activités de la Société, de même que les administrateurs de la Société.

NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

Les transactions entre parties liées sont résumées comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	5 \$	4 \$
Principaux dirigeants		
Administrateurs	3	3
Membres de la haute direction	35	37
	43 \$	44 \$

Les produits laitiers fournis par la Société se sont établis à moins d'un million de dollars pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021.

Les crédateurs et charges à payer liés aux transactions mentionnées plus haut sont résumés comme suit :

	Créditeurs et charges à payer	
	31 mars 2022	31 mars 2021
Principaux dirigeants		
Administrateurs	16	18
Membres de la haute direction	33	47
	49 \$	65 \$

Les montants à payer aux administrateurs consistent entièrement en des soldes payables en vertu du régime d'UAD. Se référer à la note 13 pour des renseignements supplémentaires. Les montants à payer aux membres de la haute direction consistent en des avantages à court terme du personnel, des attributions à base d'actions et des avantages postérieurs au départ à la retraite. Les débiteurs impayés à recevoir de parties liées se sont établis à moins de un million de dollars pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021.

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération liée aux transactions avec les principaux dirigeants est résumée comme suit :

	2022	2021
Administrateurs		
Rémunération par des paiements en trésorerie	1 \$	1 \$
Rémunération à base d'actions	2	2
	3 \$	3 \$
Membres de la haute direction		
Avantages à court terme du personnel	16 \$	18 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	3	6
Rémunération à base d'actions	16	13
	35 \$	37 \$
Rémunération totale	38 \$	40 \$

NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

FILIALES

Toutes les filiales de la Société sont entièrement détenues. Le tableau qui suit présente un sommaire des principales filiales de la Société, lesquelles fabriquent une vaste gamme de produits laitiers, notamment du fromage, du lait nature, des produits laitiers et de la crème ayant une durée de conservation prolongée, des produits de culture bactérienne et des ingrédients laitiers.

	Participation détenue	Emplacement
Saputo Produits Laitiers Canada S.E.N.C.	100,00 %	Canada
Saputo Cheese USA Inc.	100,00 %	États-Unis
Saputo Dairy Foods USA, LLC	100,00 %	États-Unis
Saputo Dairy Australia Pty Ltd	100,00 %	Australie
Warrnambool Cheese and Butter Factory Company Holdings Ltd	100,00 %	Australie
The King Island Company Pty Ltd	100,00 %	Australie
Molfino Hermanos S.A.	100,00 %	Argentine
Dairy Crest Ltd	100,00 %	Royaume-Uni

NOTE 22 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre ses stratégies de croissance et effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel comprend une cible pour le niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio de 2,25 fois la dette nette sur le bénéfice net avant impôt sur le résultat, charges financières, coûts d'acquisition et de restructuration, profit à la cession d'actifs, perte de valeur des immobilisations incorporelles et amortissements. De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin de saisir des occasions stratégiques. Le cas échéant, la Société prévoit réduire le levier financier sur une période raisonnable en vue de maintenir ses notations de première qualité. De plus, la Société cherche à fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. La Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, un investissement responsable de son capital. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer les acquisitions et les autres projets de croissance.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette se compose de la dette à long terme, des obligations locatives et des emprunts bancaires, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La dette nette au 31 mars 2022 et au 31 mars 2021 se présente comme suit :

	2022	2021
Dette à long terme, y compris la tranche courante	3 375 \$	3 578 \$
Emprunts bancaires	419	76
Obligations locatives	451	461
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(165)	(309)
Dette nette	4 080 \$	3 806 \$

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur le bénéfice net avant impôt sur le résultat, charges financières, coûts d'acquisition et de restructuration, profit à la cession d'actifs, perte de valeur des immobilisations incorporelles et amortissements. Au 31 mars 2022, le ratio s'élevait à 3,53 (2,59 au 31 mars 2021)

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle des ratios financiers et au 31 mars 2022, la Société respecte ces engagements concernant les ratios.

La Société n'est assujettie à aucune exigence sur son capital de la part d'un organisme de réglementation.

NOTE 23 COÛTS D'ACQUISITION ET DE RESTRUCTURATION

Les coûts d'acquisition et de restructuration se répartissent comme suit :

	2022	2021
Coûts de restructuration	71 \$	(6) \$
Coûts d'acquisition	—	3
Total	71 \$	(3) \$

COÛTS DE RESTRUCTURATION

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a annoncé plusieurs dépenses d'investissement et des projets de consolidation visant à améliorer et à rationaliser la capacité de fabrication dans le Secteur USA et le Secteur International. Au Royaume-Uni, la Société a également pris la décision de donner en sous-traitance les activités d'entrepôt et de distribution de l'installation de Nuneaton, créant ainsi des occasions de consolidation du réseau dans le Secteur Europe.

Des coûts de restructuration de 71 millions de dollars (51 millions de dollars après impôt) ont été comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice 2022, dont 53 millions de dollars sont attribuables au Secteur International, 9 millions de dollars au Secteur USA et 9 millions de dollars au Secteur Europe. Ces coûts de restructuration comprennent une charge pour perte de valeur des immobilisations incorporelles de 60 millions de dollars (43 millions de dollars après impôt) et des coûts de séparation de 8 millions de dollars (6 millions de dollars après impôt). Les passifs liés aux coûts de séparation et autres coûts de restructuration sont inclus dans les crédettes et charges à payer de l'état consolidé de la situation financière.

Pour l'exercice 2021, les coûts de restructuration comprenaient un profit à la cession d'actifs de 6 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) lié à la vente d'une installation du Secteur Canada.

COÛTS D'ACQUISITION

Dans le cadre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2022 (se reporter à la note 18), la Société a engagé des coûts d'acquisition de 6 millions de dollars. Les coûts d'acquisition comprennent également un ajustement favorable du prix d'achat de 6 millions de dollars relatif à une acquisition réalisée à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2021, les coûts d'acquisition de 3 millions de dollars (2 millions de dollars après impôt) étaient liés aux coûts supplémentaires au titre d'une acquisition réalisée au cours de l'exercice précédent.

NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE

La Société présente ses activités selon quatre secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Produits laitiers (USA). Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

Ces secteurs à présenter sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente une unité d'affaires stratégique qui offre différents produits et qui sert différents marchés.

Le président et chef de la direction, le chef de la direction financière, le président et chef de l'exploitation (Amérique du Nord) et la présidente et chef de l'exploitation (International et Europe) agissent, conjointement, à titre de principal décideur opérationnel et passent en revue régulièrement notre exploitation et le rendement par secteur. Ils examinent le BAIIA ajusté à titre de mesure clé du profit aux fins de l'évaluation du rendement de chaque secteur et prennent les décisions en matière d'attribution des ressources. Le BAIIA ajusté s'entend du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges financières, coûts d'acquisition et de restructuration, profit à la cession d'actifs, perte de valeur des immobilisations incorporelles et amortissements.

Les divisions au sein du Secteur International ont été combinées en raison de similitudes dans les facteurs du marché mondial et les processus de production.

NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

INFORMATION SUR LES SECTEURS À PRÉSENTER

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2022	2021
Produits		
Canada	4 281 \$	4 135 \$
USA	6 409	6 122
International ¹	3 453	3 221
Europe	892	816
	15 035 \$	14 294 \$
Coûts d'exploitation excluant les amortissements et les coûts de restructuration		
Canada	3 806 \$	3 688 \$
USA	6 121	5 555
International	3 205	2 916
Europe	748	664
	13 880 \$	12 823 \$
BAIIA ajusté		
Canada	475 \$	447 \$
USA	288	567
International	248	305
Europe	144	152
	1 155 \$	1 471 \$
Amortissements		
Canada	103 \$	99 \$
USA	210	200
International	132	112
Europe	115	104
	560 \$	515 \$
Perte de valeur des immobilisations incorporelles (note 8)	58	19
Profit à la cession d'actifs	(9)	—
Coûts d'acquisition et de restructuration ² (note 23)	71	(3)
Charges financières	70	96
Bénéfice avant impôt sur le résultat	405	844
Impôt sur le résultat	131	218
Bénéfice net	274 \$	626 \$

¹ L'apport de l'Australie aux produits du Secteur International s'est élevé à 2 528 millions de dollars et à 2 529 millions de dollars, alors que l'apport de l'Argentine s'est élevé à 925 millions de dollars et à 692 millions de dollars pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021, respectivement.

NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

INFORMATION SUR LES SEGMENTS DE MARCHÉ

La Société vend ses produits dans trois segments de marché différents : le segment de détail, le segment des services alimentaires et le segment industriel.

	Total		Canada		États-Unis		International		Europe	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Produits										
Détail	7 461 \$	7 571 \$	2 539 \$	2 614 \$	2 811 \$	2 847 \$	1 416 \$	1 399 \$	695 \$	711 \$
Services alimentaires	4 579	4 082	1 414	1 199	2 859	2 651	285	224	21	8
Industriel	2 995	2 641	328	322	739	624	1 752	1 598	176	97
	15 035 \$	14 294 \$	4 281 \$	4 135 \$	6 409 \$	6 122 \$	3 453 \$	3 221 \$	892 \$	816 \$

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

	31 mars 2022	31 mars 2021
Valeur comptable nette des immobilisations corporelles		
Canada	874 \$	856 \$
États-Unis	1 676	1 480
Australie	873	963
Argentine	150	100
Royaume-Uni	389	378
	3 962 \$	3 777 \$
Valeur comptable nette des immobilisations incorporelles		
Canada	259 \$	320 \$
États-Unis	345	365
Australie	108	117
Argentine	7	8
Royaume-Uni	652	707
	1 371 \$	1 517 \$